



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DGCL**

**Direction générale  
des collectivités locales**

# **Les Finances des Groupements de communes à fiscalité propre en 2022**

Collection

**Statistiques et finances locales (tableaux)**

Département des études et des statistiques locales



Les tableaux « **Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2022** »  
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales (DESL)  
de la Direction générale des collectivités locales (DGCL)  
par Guillaume LEFORESTIER

**Janvier 2024**

Directeur de la publication : **Cécile Raquin**

## Les finances des établissements publics intercommunaux (EPCI) à fiscalité propre en 2022

Mise en ligne : janvier 2024

Département des Etudes et Statistiques Locales - DGCL

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales>

<a href="#">T.1.1</a>	: Répartition des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2022	2
<a href="#">T.1.2</a>	: Répartition des groupements à fiscalité propre et de leur population par région et strate de population en 2022	3
<a href="#">T.1.3</a>	: Répartition des groupements à fiscalité propre selon le type de groupement et strate de population en 2022	6
<a href="#">T.2.1</a>	: Comptes des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2022	8
<a href="#">T.2.2</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2022	11
<a href="#">T.2.3</a>	: Evolution 2022/2021 des résultats comptables des groupements par strate de population	13
<a href="#">T.2.4</a>	: Comptes des métropoles et communautés urbaines (CU) par strate de population en 2022	15
<a href="#">T.2.5</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des métropoles et CU par strate de population en 2022	18
<a href="#">T.2.6</a>	: Comptes des communautés d'agglomération (CA) par strate de population en 2022	20
<a href="#">T.2.7</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des communautés d'agglomération par strate de population en 2022	23
<a href="#">T.2.8</a>	: Comptes des communautés de communes (CC) par strate de population en 2022	25
<a href="#">T.2.9</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des communautés de communes par strate de population en 2022	28
<a href="#">T.3.1</a>	: Comptes des groupements à fiscalité propre de « montagne » par strate de population en 2022	30
<a href="#">T.3.1.c</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des groupements de « montagne » par strate de population en 2022	33
<a href="#">T.3.2</a>	: Comptes des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » par strate de population en 2022	35
<a href="#">T.3.2.c</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des groupements n'étant pas de « montagne » par strate de population en 2022	38
<a href="#">T.4.1</a>	: Ratios financiers 2022 : Dépenses et recettes totales du budget intercommunal par région, type du groupement et strate de population	40
<a href="#">T.4.2</a>	: Ratios financiers 2022 : Dépenses de fonctionnement par région, type du groupement et strate de population	44
<a href="#">T.4.3</a>	: Ratios financiers 2022 : Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne par région, type du groupement et strate de population	51
<a href="#">T.4.4</a>	: Ratios financiers 2022 : Dépenses d'investissement par région, type du groupement et strate de population	59
<a href="#">T.4.5</a>	: Ratios financiers 2022 : Recettes d'investissement par région, type du groupement et strate de population	66
<a href="#">T.4.6</a>	: Ratios financiers 2022 : Charge de la dette et marge de manœuvre par région, type du groupement et strate de population	71
<a href="#">T.5.1</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles et communautés urbaines par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement	77
<a href="#">T.5.2</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles et communautés urbaines par strate de population des groupements : dépenses d'investissement	80
<a href="#">T.5.3</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles et communautés urbaines par strate de population des groupements : dépenses totales	83
<a href="#">T.5.4</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement	86
<a href="#">T.5.5</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses d'investissement	89
<a href="#">T.5.6</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses totales	92
<a href="#">T.5.7</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 hab. et plus, par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement	95
<a href="#">T.5.8</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 hab. et plus, par strate de population des groupements : dépenses d'investissement	98
<a href="#">T.5.9</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 hab. et plus, par strate de population des groupements : dépenses totales	101
<a href="#">Annexe 1</a>	: Sources et définitions des grandeurs comptables utilisées	104
<a href="#">Annexe 2</a>	: Zonages et classifications utilisés	106
<a href="#">Annexe 3</a>	: Définitions des ratios financiers obligatoires	107

**Abréviations** - M€ : millions d'€  
- n.s. : non-significatif  
- n.d. : non-disponible

**Symbole** : - : néant

**T 1.1.a - Répartition en nombre de groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> par strate de population intercommunale en 2022**

Strate par taille de population de groupement (Strate intercommunale)	Outre-Mer <sup>(b)</sup>			France métropolitaine			France entière <sup>(c)</sup>		
	Nombre de budgets intercommunaux	Population des groupements en milliers d'habitants	Population moyenne d'un groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Population des groupements en milliers d'habitants	Population moyenne d'un groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Population des groupements en milliers d'habitants	Population moyenne d'un groupement
Moins de 15 000 habitants	2	18	9 070	344	3 205	9 316	346	3 223	9 314
De 15 000 à moins de 30 000 habitants	-	-	-	434	9 496	21 881	434	9 496	21 881
De 30 000 à moins de 50 000 habitants	3	92	30 689	188	7 270	38 671	191	7 362	38 545
De 50 000 à moins de 100 000 habitants	9	676	75 079	145	9 883	68 158	154	10 559	68 563
de 100 000 à moins de 300 000 habitants	9	1 391	154 593	96	15 276	159 122	105	16 667	158 734
300 000 habitants et plus	-	-	-	25	21 179	847 153	25	21 179	847 153
<b>Groupements de moins de 100 000 habitants</b>	<b>14</b>	<b>786</b>	<b>56 137</b>	<b>1 111</b>	<b>29 854</b>	<b>26 871</b>	<b>1 125</b>	<b>30 640</b>	<b>27 235</b>
<b>Groupements de 100 000 habitants et plus (y c. la métropole de Lyon)</b>	<b>9</b>	<b>1 391</b>	<b>154 593</b>	<b>121</b>	<b>36 455</b>	<b>301 277</b>	<b>130</b>	<b>37 846</b>	<b>291 122</b>
<b>Ensemble des groupements (y compris la métropole de Lyon)</b>	<b>23</b>	<b>2 177</b>	<b>94 663</b>	<b>1 232</b>	<b>66 308</b>	<b>53 822</b>	<b>1 255</b>	<b>68 486</b>	<b>54 570</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre présents dans le fichier des comptes de gestion. Bien qu'elle ne soit pas « stricto sensu » un EPCI puisqu'elle est une collectivité territoriale à part entière avec un statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles, la métropole de Lyon est comptabilisée comme un budget d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCIFP).

(b) Il s'agit des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(c) Ensemble constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer y compris Mayotte.

Lecture : en France métropolitaine, il y a 344 groupements à fiscalité propre dans la strate de taille de population des groupements de moins de 15 000 habitants, qui regroupent 3 204 541 habitants pour une taille moyenne de 9 316 habitants.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.

**T 1.1.b - Répartition en nombre de communes des groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> par strate de population intercommunale en 2022**

Strate par taille de population de groupement (Strate intercommunale)	Outre-Mer <sup>(b)</sup>			France métropolitaine			France entière <sup>(c)</sup>		
	Nombre de budgets intercommunaux	Nombre de communes par strate de groupement	Nombre moyen de communes par groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Nombre de communes par strate de groupement	Nombre moyen de communes par groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Nombre de communes par strate de groupement	Nombre moyen de communes par groupement
Moins de 15 000 habitants	2	7	3,5	344	7 372	21,4	346	7 379	21,3
De 15 000 à moins de 30 000 habitants	-	-	-	434	11 612	26,8	434	11 612	26,8
De 30 000 à moins de 50 000 habitants	3	10	3,3	188	5 900	31,4	191	5 910	30,9
De 50 000 à moins de 100 000 habitants	9	63	7,0	145	4 911	33,9	154	4 974	32,3
de 100 000 à moins de 300 000 habitants	9	49	5,4	96	3 661	38,1	105	3 710	35,3
300 000 habitants et plus	-	-	-	25	1 366	54,6	25	1 366	54,6
<b>Groupements de moins de 100 000 habitants</b>	<b>14</b>	<b>80</b>	<b>5,7</b>	<b>1 111</b>	<b>29 795</b>	<b>26,8</b>	<b>1 125</b>	<b>29 875</b>	<b>26,6</b>
<b>Groupements de 100 000 habitants et plus (y c. la métropole de Lyon)</b>	<b>9</b>	<b>49</b>	<b>5,4</b>	<b>121</b>	<b>5 027</b>	<b>41,5</b>	<b>130</b>	<b>5 076</b>	<b>39,0</b>
<b>Ensemble des groupements (y compris la métropole de Lyon)</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>5,6</b>	<b>1 232</b>	<b>34 822</b>	<b>28,3</b>	<b>1 255</b>	<b>34 951</b>	<b>27,8</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre présents dans le fichier des comptes de gestion. Bien qu'elle ne soit pas « stricto sensu » un EPCI puisqu'elle est une collectivité territoriale à part entière avec un statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles, la métropole de Lyon est comptabilisée comme un budget d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCIFP).

(b) Il s'agit des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(c) Ensemble constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer y compris Mayotte.

Lecture : en France métropolitaine, il y a 7 372 communes dans la strate de taille de population des groupements de moins de 15 000 habitants, pour un nombre moyen de 21,4 communes par EPCI à fiscalité propre.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.

**T 1.2.a - Répartition du nombre de groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> par région et strate intercommunale en 2022**Nombre de groupements <sup>(a)</sup>

REGIONS	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Nombre de groupements de moins de 100 000 hab.	Nombre de groupements de 100 000 hab. et plus	Nombre total de groupements
Auvergne-Rhône-Alpes	53	46	26	26	9	4	151	13	164
Bourgogne-Franche-Comté	52	43	6	7	5	-	108	5	113
Bretagne	2	24	14	12	7	1	52	8	60
Centre-Val de Loire	30	29	8	6	5	1	73	6	79
Corse	15	2	-	2	-	-	19	-	19
Grand Est	43	62	22	14	7	2	141	9	150
Hauts-de-France	4	37	19	14	15	1	74	16	90
Normandie	11	28	15	9	5	1	63	6	69
Nouvelle-Aquitaine	50	55	21	17	9	2	143	11	154
Occitanie	69	47	23	11	9	2	150	11	161
Pays de la Loire	2	30	18	10	7	2	60	9	69
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13	6	10	7	3	42	10	52
Île-de-France	-	18	10	7	11	6	35	17	52
<b>France métropolitaine</b>	<b>344</b>	<b>434</b>	<b>188</b>	<b>145</b>	<b>96</b>	<b>25</b>	<b>1 111</b>	<b>121</b>	<b>1 232</b>
<b>Outre-Mer <sup>(b)</sup> :</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>23</b>
- dont Guadeloupe	1	-	-	4	1	-	5	1	6
- dont Martinique	-	-	-	1	2	-	1	2	3
- dont Guyane	1	-	1	1	1	-	3	1	4
- dont Réunion	-	-	-	-	5	-	-	5	5
- dont Mayotte	-	-	2	3	-	-	5	-	5
<b>France entière</b>	<b>346</b>	<b>434</b>	<b>191</b>	<b>154</b>	<b>105</b>	<b>25</b>	<b>1 125</b>	<b>130</b>	<b>1 255</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre. Bien qu'elle ne soit pas « stricto sensu » un EPCI, la métropole de Lyon est comptabilisée comme un budget intercommunal à fiscalité propre.

(b) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

Lecture : il y a 53 budgets principaux de groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants en région Auvergne - Rhône-Alpes

Source : DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.

**T 1.2.b - Répartition de la population des groupements à fiscalité propre par région et strate intercommunale en 2022***Habitants décomptés selon la population totale de l'Insee*

REGIONS	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Population des groupements de moins de 100 000 hab.	Population des groupements de 100 000 hab. et plus	Population totale des groupements
<i>En milliers d'habitants</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	490	989	1 037	1 839	1 253	2 593	4 356	3 847	8 203
Bourgogne-Franche-Comté	478	882	213	481	827	-	2 055	827	2 882
Bretagne	14	551	546	813	1 067	467	1 924	1 534	3 458
Centre-Val de Loire	262	626	331	351	766	302	1 571	1 068	2 638
Corse	148	45	-	153	-	-	346	-	346
Grand Est	411	1 298	870	973	1 301	812	3 551	2 113	5 664
Hauts-de-France	33	840	720	982	2 314	1 190	2 575	3 503	6 078
Normandie	111	639	580	634	948	501	1 964	1 449	3 413
Nouvelle-Aquitaine	517	1 186	786	1 165	1 347	1 148	3 654	2 495	6 149
Occitanie	600	1 025	874	781	1 431	1 304	3 280	2 735	6 015
Pays de la Loire	24	676	682	608	893	986	1 989	1 880	3 869
Provence-Alpes-Côte d'Azur	118	305	252	637	973	2 926	1 312	3 899	5 211
Île-de-France	-	432	379	466	2 155	8 949	1 277	11 104	12 382
<b>France métropolitaine</b>	<b>3 205</b>	<b>9 496</b>	<b>7 270</b>	<b>9 883</b>	<b>15 276</b>	<b>21 179</b>	<b>29 854</b>	<b>36 455</b>	<b>66 308</b>
<b>Outre-Mer <sup>(a)</sup> :</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>92</b>	<b>676</b>	<b>1 391</b>	<b>-</b>	<b>786</b>	<b>1 391</b>	<b>2 177</b>
- dont Guadeloupe	11	-	-	279	101	-	289	101	390
- dont Martinique	-	-	-	99	271	-	99	271	369
- dont Guyane	7	-	30	97	149	-	135	149	284
- dont Réunion	-	-	-	-	871	-	-	871	871
- dont Mayotte	-	-	62	201	-	-	263	-	263
<b>France entière</b>	<b>3 223</b>	<b>9 496</b>	<b>7 362</b>	<b>10 559</b>	<b>16 667</b>	<b>21 179</b>	<b>30 640</b>	<b>37 846</b>	<b>68 486</b>

*(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).**Lecture : les EPCI à fiscalité propre de 300 000 habitants et plus de la région Auvergne - Rhône-Alpes regroupent 2 593 milliers habitants.**Source : INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.*

**T 1.2.c - Taille moyenne des groupements à fiscalité propre par région et strate intercommunale en 2022***Habitants comptés selon la population totale de l'Insee*

REGIONS	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Taille moyenne des groupements de moins de 100 000 hab.	Taille moyenne des groupements de 100 000 hab. et plus	Taille moyenne des groupements
<i>Nombre d'habitants par groupement</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	9 240	21 510	39 887	70 746	139 268	648 370	28 845	295 915	50 015
Bourgogne-Franche-Comté	9 200	20 521	35 532	68 744	165 363	-	19 030	165 363	25 505
Bretagne	6 767	22 968	39 026	67 753	152 490	466 866	37 003	191 787	57 641
Centre-Val de Loire	8 750	21 588	41 357	58 561	153 120	301 900	21 517	177 917	33 396
Corse	9 834	22 595	-	76 466	-	-	18 191	-	18 191
Grand Est	9 548	20 940	39 535	69 472	185 876	405 894	25 186	234 769	37 761
Hauts-de-France	8 260	22 707	37 884	70 118	154 234	1 189 961	34 793	218 967	67 535
Normandie	10 106	22 804	38 664	70 479	189 572	501 431	31 174	241 548	49 467
Nouvelle-Aquitaine	10 335	21 563	37 444	68 534	149 683	574 068	25 554	226 844	39 931
Occitanie	8 690	21 817	37 995	70 975	158 990	651 985	21 864	248 625	37 357
Pays de la Loire	11 784	22 540	37 884	60 760	127 640	493 180	33 155	208 871	56 074
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 087	23 482	41 988	63 668	139 069	975 268	31 238	389 929	100 217
Île-de-France	-	24 007	37 897	66 627	195 907	1 491 521	36 500	653 183	238 108
<b>France métropolitaine</b>	9 316	21 881	38 671	68 158	159 122	847 153	26 871	301 277	53 822
<b>Outre-Mer <sup>(a)</sup> :</b>	9 070	-	30 689	75 079	154 593	-	56 137	154 593	94 663
- dont Guadeloupe	10 794	-	-	69 638	100 651	-	57 869	100 651	64 999
- dont Martinique	-	-	-	98 797	135 305	-	98 797	135 305	123 135
- dont Guyane	7 346	-	30 083	97 450	149 206	-	44 960	149 206	71 021
- dont Réunion	-	-	-	-	174 174	-	-	174 174	174 174
- dont Mayotte	-	-	30 992	66 970	-	-	52 579	-	52 579
<b>France entière</b>	9 314	21 881	38 545	68 563	158 734	847 153	27 235	291 122	54 570

*(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).**Lecture : la taille moyenne d'un EPCI à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants en région Auvergne - Rhône-Alpes est de 9 240 habitants.**Source : DGFIP, comptes de gestion ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.*

### T 1.3.a - Répartition des groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> selon le type de groupement par strate intercommunale en 2022

Strate des groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Nombre de groupements de moins de 100 000 hab.	Nombre de groupements de 100 000 hab. et plus	Nombre total de groupements
<i>Nombre de groupements appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(b)</sup>	-	-	-	2	14	20	2	34	36
CA	-	2	17	114	89	5	133	94	227
CC à FPU	248	373	163	37	2	-	821	2	823
CC à FA	98	59	11	1	-	-	169	-	169
<b>Total <sup>(b)</sup></b>	<b>346</b>	<b>434</b>	<b>191</b>	<b>154</b>	<b>105</b>	<b>25</b>	<b>1 125</b>	<b>130</b>	<b>1 255</b>
<i>Pourcentage de groupements appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(b)</sup>	-	-	-	1,3%	13,3%	80,0%	0,2%	26,2%	2,9%
CA	-	0,5%	8,9%	74,0%	84,8%	20,0%	11,8%	72,3%	18,1%
CC à FPU	71,7%	85,9%	85,3%	24,0%	1,9%	-	73,0%	1,5%	65,6%
CC à FA	28,3%	13,6%	5,8%	0,6%	-	-	15,0%	-	13,5%
<b>Total <sup>(b)</sup></b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre.

(b) Y compris la métropole de Lyon.

CU: Communauté Urbaine ; CA: Communauté d'Agglomération; CC: Communauté de communes;

FA: Fiscalité Additionnelle ; FPU: Fiscalité Professionnelle Unique ;

Lecture : il y a 248 CC à FPU de moins de 15 000 habitants. Elles représentent 71,7 % des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.

### T 1.3.b - Répartition de la population des groupements à fiscalité propre par type de groupement et strate intercommunale en 2022

Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

Strate des groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Population des groupements de moins de 100 000 hab.	Population des groupements de 100 000 hab. et plus	Population totale des groupements
<i>Nombre d'habitants appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(a)</sup>	-	-	-	151 860	3 211 792	19 476 525	151 860	22 688 317	22 840 177
CA	-	58 337	729 900	8 041 668	13 245 281	1 702 297	8 829 905	14 947 578	23 777 483
CC à FPU	2 397 824	8 209 840	6 214 539	2 295 064	210 015	-	19 117 267	210 015	19 327 282
CC à FA	824 857	1 228 062	417 683	70 089	-	-	2 540 691	-	2 540 691
<b>Total <sup>(a)</sup></b>	<b>3 222 681</b>	<b>9 496 239</b>	<b>7 362 122</b>	<b>10 558 681</b>	<b>16 667 088</b>	<b>21 178 822</b>	<b>30 639 723</b>	<b>37 845 910</b>	<b>68 485 633</b>
<i>Pourcentage d'habitants appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(a)</sup>	-	-	-	1,4%	19,3%	92,0%	0,5%	59,9%	33,4%
CA	-	0,6%	9,9%	76,2%	79,5%	8,0%	28,8%	39,5%	34,7%
CC à FPU	74,4%	86,5%	84,4%	21,7%	1,3%	-	62,4%	0,6%	28,2%
CC à FA	25,6%	12,9%	5,7%	0,7%	-	-	8,3%	-	3,7%
<b>Total <sup>(a)</sup></b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(a) Y compris la métropole de Lyon.

CU: Communauté Urbaine ; CA: Communauté d'Agglomération; CC: Communauté de Communes;

FA: Fiscalité Additionnelle ; FPU: Fiscalité Professionnelle Unique ;

Lecture : il y a 2 397 824 habitants dans la strate des CC à FPU de moins de 15 000 habitants qui représentent 74,4 % de la population des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019) ; calculs DGCL.

**Métropole :** Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2019, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2019. La loi n° 2019-257 du 28 février 2019 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

**Métropole de Lyon :** Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

**Communauté urbaine (CU) :** La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2019 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

**Communauté d'agglomération (CA) :** Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

**Communauté de communes (CC) :** Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

Le nouveau schéma de fiscalité locale issu de la loi de finances pour 2010 ne modifie pas l'esprit du régime fiscal des EPCI à fiscalité additionnelle (EPCI à FA) qui continuent à percevoir une part additionnelle de l'ensemble des taxes attribuées à la commune par la réforme. Les EPCI à FA peuvent toujours opter pour le régime à fiscalité de zone ou pour le régime de zone « éolienne » (EPCI à FPZ ou FPE). En revanche, les régimes fiscaux de taxe professionnelle unique (TPU) et de fiscalité mixte (totalité de la taxe professionnelle et une part additionnelle sur les taxes ménages) disparaissent au profit du régime fiscal à FPU. Ce régime s'apparente à celui des anciens EPCI à fiscalité mixte.

**Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes (FA) :** Les communes continuent à voter des taux sur les taxes « ménages » et votent un taux de CFE à la place de l'ancien taux de TP. Le groupement vote aussi des taux « additionnels » et perçoit des produits « additionnels » des taxes « ménages » et de CFE en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

**Le régime à fiscalité professionnelle unique (FPU) :** Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes « ménages ». En revanche elles ne perçoivent aucun produit économique (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) ni la taxe additionnelle au foncier non bâti. Le groupement perçoit d'office tous les impôts économiques, une part de la taxe d'habitation et une part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (qui correspondent à la part des impôts ménages qui ne sont plus perçus par les départements ou les régions du fait de la réforme). Il vote seul un taux unique de CFE sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité et peut, dès 2011, voter des taux additionnels sur les trois taxes « ménages » : TH, TFNB hors taxe additionnelle et TFB. Si un EPCI souhaite renoncer à l'une de ces recettes, son conseil doit opter pour un taux nul.

## T 2.1.a - Comptes des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2022

<i>En millions d'euros</i>									
Exercice 2022	Moins	De 15 000	De 30 000	De 50 000	De 100 000	300 000	Groupements	Groupements	Ensemble
Opérations réelles	de 15 000	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	habitants	de moins de	de 100 000 hab.	des
Hors gestion active de la dette	habitants	30 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	300 000 hab.	et plus	100 000 hab.	et plus	groupements
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>1 320</b>	<b>3 395</b>	<b>2 560</b>	<b>4 274</b>	<b>7 584</b>	<b>9 918</b>	<b>11 549</b>	<b>17 502</b>	<b>29 051</b>
Achats et charges externes	332	925	681	1 231	2 078	2 448	3 169	4 526	7 695
Frais de personnel	534	1 388	1 118	1 714	2 996	3 416	4 754	6 412	11 165
Charges financières	16	39	28	53	153	235	135	389	524
Dépenses d'intervention	360	860	599	1 044	1 913	3 476	2 864	5 389	8 253
Autres dépenses de fonctionnement	79	183	134	231	443	344	627	787	1 414
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>1 545</b>	<b>4 045</b>	<b>3 059</b>	<b>5 227</b>	<b>9 368</b>	<b>12 745</b>	<b>13 876</b>	<b>22 114</b>	<b>35 990</b>
Impôts et taxes	948	2 394	1 739	2 974	5 454	6 547	8 056	12 000	20 056
- Impôts locaux	389	743	465	759	1 506	2 023	2 356	3 529	5 885
- Autres impôts et taxes	558	1 650	1 273	2 215	3 948	4 562	5 696	8 510	14 206
Concours de l'État	265	815	661	1 210	2 394	4 228	2 951	6 621	9 572
- DGF	144	423	383	762	1 539	3 198	1 711	4 738	6 448
- Autres dotations	6	13	9	13	31	47	41	78	118
- Péréquation et compensations fiscales	115	379	270	435	824	983	1 199	1 806	3 006
Subventions reçues et participations	123	331	251	357	379	340	1 062	719	1 781
Ventes de biens et services	159	405	338	487	924	1 187	1 388	2 111	3 499
Autres recettes de fonctionnement	49	101	69	199	218	444	418	662	1 081
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>224</b>	<b>650</b>	<b>499</b>	<b>953</b>	<b>1 785</b>	<b>2 827</b>	<b>2 327</b>	<b>4 612</b>	<b>6 939</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>135</b>	<b>464</b>	<b>353</b>	<b>697</b>	<b>1 014</b>	<b>1 534</b>	<b>1 649</b>	<b>2 548</b>	<b>4 197</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>450</b>	<b>967</b>	<b>747</b>	<b>1 342</b>	<b>2 949</b>	<b>4 949</b>	<b>3 506</b>	<b>7 897</b>	<b>11 403</b>
Dépenses d'équipement	377	775	591	921	1 967	3 468	2 665	5 436	8 100
Subventions d'équipement versées	36	118	112	251	658	1 050	517	1 708	2 225
Autres dépenses d'investissement	38	74	44	169	324	430	324	754	1 078
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>235</b>	<b>454</b>	<b>316</b>	<b>537</b>	<b>1 187</b>	<b>1 863</b>	<b>1 542</b>	<b>3 051</b>	<b>4 593</b>
FCTVA	54	106	81	124	249	399	364	647	1 011
Dotations et Subventions d'équipement	144	256	170	256	644	1 065	826	1 709	2 535
Autres recettes d'investissement	37	92	65	158	295	399	353	694	1 047
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>1 771</b>	<b>4 362</b>	<b>3 307</b>	<b>5 616</b>	<b>10 532</b>	<b>14 867</b>	<b>15 055</b>	<b>25 399</b>	<b>40 454</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>1 779</b>	<b>4 500</b>	<b>3 375</b>	<b>5 764</b>	<b>10 556</b>	<b>14 609</b>	<b>15 418</b>	<b>25 164</b>	<b>40 582</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>9</b>	<b>138</b>	<b>68</b>	<b>148</b>	<b>24</b>	<b>-258</b>	<b>363</b>	<b>-235</b>	<b>128</b>
Remboursements de dette (8)	89	186	146	256	771	1 293	677	2 064	2 741
Emprunts (9)	110	244	177	290	856	1 667	821	2 524	3 344
Flux net de dette = (9)-(8)	21	58	31	34	85	374	144	459	603
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>1 860</b>	<b>4 548</b>	<b>3 453</b>	<b>5 872</b>	<b>11 303</b>	<b>16 160</b>	<b>15 732</b>	<b>27 463</b>	<b>43 195</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>1 889</b>	<b>4 744</b>	<b>3 552</b>	<b>6 054</b>	<b>11 412</b>	<b>16 276</b>	<b>16 239</b>	<b>27 688</b>	<b>43 926</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	29	196	99	182	109	116	507	225	731
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>779</b>	<b>2 041</b>	<b>1 490</b>	<b>2 803</b>	<b>7 985</b>	<b>13 609</b>	<b>7 113</b>	<b>21 594</b>	<b>28 707</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,5%	16,1%	16,3%	18,2%	19,1%	22,2%	16,8%	20,9%	19,3%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,7%	11,5%	11,5%	13,3%	10,8%	12,0%	11,9%	11,5%	11,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	50,4%	50,5%	48,7%	53,6%	85,2%	106,8%	51,3%	97,7%	79,8%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,5	3,1	3,0	2,9	4,5	4,8	3,1	4,7	4,1
R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	40,4%	40,9%	43,7%	40,1%	39,5%	34,4%	41,2%	36,6%	38,4%
R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	91,0%	88,4%	88,4%	86,6%	89,1%	88,0%	88,0%	88,4%	88,3%
R10 : Dépenses d'équipement «brutes»/ RRF (Taux d'équipement)	26,0%	20,0%	20,0%	18,4%	22,3%	28,2%	20,1%	25,7%	23,5%

Champ : Groupements à fiscalité propre y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux; France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les dépenses de fonctionnement des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants se montent à 1320 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

## T 2.1.b - Structure des dépenses et recettes des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2022

Exercice 2022 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	25,1%	27,2%	26,6%	28,8%	27,4%	24,7%	27,4%	25,9%	26,5%
Frais de personnel	40,4%	40,9%	43,7%	40,1%	39,5%	34,4%	41,2%	36,6%	38,4%
Charges financières	1,2%	1,2%	1,1%	1,2%	2,0%	2,4%	1,2%	2,2%	1,8%
Dépenses d'intervention	27,3%	25,3%	23,4%	24,4%	25,2%	35,0%	24,8%	30,8%	28,4%
Autres dépenses de fonctionnement	6,0%	5,4%	5,2%	5,4%	5,8%	3,5%	5,4%	4,5%	4,9%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,4%	59,2%	56,9%	56,9%	58,2%	51,4%	58,1%	54,3%	55,7%
- Impôts locaux	25,2%	18,4%	15,2%	14,5%	16,1%	15,9%	17,0%	16,0%	16,4%
- Autres impôts et taxes	36,2%	40,8%	41,6%	42,4%	42,1%	35,8%	41,1%	38,5%	39,5%
Concours de l'État	17,2%	20,1%	21,6%	23,1%	25,5%	33,2%	21,3%	29,9%	26,6%
- DGF	9,3%	10,5%	12,5%	14,6%	16,4%	25,1%	12,3%	21,4%	17,9%
- Autres dotations	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%	0,4%	0,3%	0,4%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	7,5%	9,4%	8,8%	8,3%	8,8%	7,7%	8,6%	8,2%	8,4%
Subventions reçues et participations	8,0%	8,2%	8,2%	6,8%	4,0%	2,7%	7,7%	3,3%	4,9%
Ventes de biens et services	10,3%	10,0%	11,0%	9,3%	9,9%	9,3%	10,0%	9,5%	9,7%
Autres recettes de fonctionnement	3,2%	2,5%	2,3%	3,8%	2,3%	3,5%	3,0%	3,0%	3,0%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	83,7%	80,2%	79,1%	68,7%	66,7%	70,1%	76,0%	68,8%	71,0%
Subventions d'équipement versées	7,9%	12,2%	15,0%	18,7%	22,3%	21,2%	14,8%	21,6%	19,5%
Autres dépenses d'investissement	8,3%	7,6%	5,9%	12,6%	11,0%	8,7%	9,2%	9,5%	9,5%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	22,8%	23,4%	25,5%	23,0%	20,9%	21,4%	23,6%	21,2%	22,0%
Dotations et Subventions d'équipement	61,2%	56,3%	53,9%	47,6%	54,2%	57,2%	53,5%	56,0%	55,2%
Autres recettes d'investissement	16,0%	20,3%	20,6%	29,4%	24,8%	21,4%	22,9%	22,8%	22,8%

Champ : Groupements à fiscalité propre y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux; France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants représentent 25,1 % de leurs dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 2.2 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2022

Exercice 2022	En €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>410</b>	<b>358</b>	<b>348</b>	<b>405</b>	<b>455</b>	<b>468</b>	<b>377</b>	<b>462</b>	<b>424</b>
Achats et charges externes	103	97	93	117	125	116	103	120	112
Frais de personnel	166	146	152	162	180	161	155	169	163
Charges financières	5	4	4	5	9	11	4	10	8
Dépenses d'intervention	112	91	81	99	115	164	93	142	121
Autres dépenses de fonctionnement	25	19	18	22	27	16	20	21	21
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>479</b>	<b>426</b>	<b>416</b>	<b>495</b>	<b>562</b>	<b>602</b>	<b>453</b>	<b>584</b>	<b>526</b>
Impôts et taxes	294	252	236	282	327	309	263	317	293
- Impôts locaux	121	78	63	72	90	96	77	93	86
- Autres impôts et taxes	173	174	173	210	237	215	186	225	207
Concours de l'État	82	86	90	115	144	200	96	175	140
- DGF	45	45	52	72	92	151	56	125	94
- Autres dotations	2	1	1	1	2	2	1	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	36	40	37	41	49	46	39	48	44
Subventions reçues et participations	38	35	34	34	23	16	35	19	26
Ventes de biens et services	49	43	46	46	55	56	45	56	51
Autres recettes de fonctionnement	15	11	9	19	13	21	14	18	16
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>70</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>90</b>	<b>107</b>	<b>133</b>	<b>76</b>	<b>122</b>	<b>101</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>42</b>	<b>49</b>	<b>48</b>	<b>66</b>	<b>61</b>	<b>72</b>	<b>54</b>	<b>67</b>	<b>61</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>140</b>	<b>102</b>	<b>101</b>	<b>127</b>	<b>177</b>	<b>234</b>	<b>114</b>	<b>209</b>	<b>166</b>
Dépenses d'équipement	117	82	80	87	118	164	87	144	118
Subventions d'équipement versées	11	12	15	24	39	50	17	45	32
Autres dépenses d'investissement	12	8	6	16	19	20	11	20	16
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>73</b>	<b>48</b>	<b>43</b>	<b>51</b>	<b>71</b>	<b>88</b>	<b>50</b>	<b>81</b>	<b>67</b>
FCTVA	17	11	11	12	15	19	12	17	15
Dotations et Subventions d'équipement	45	27	23	24	39	50	27	45	37
Autres recettes d'investissement	12	10	9	15	18	19	12	18	15
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>549</b>	<b>459</b>	<b>449</b>	<b>532</b>	<b>632</b>	<b>702</b>	<b>491</b>	<b>671</b>	<b>591</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>552</b>	<b>474</b>	<b>458</b>	<b>546</b>	<b>633</b>	<b>690</b>	<b>503</b>	<b>665</b>	<b>593</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>-12</b>	<b>12</b>	<b>-6</b>	<b>2</b>
Remboursements de dette (8)	28	20	20	24	46	61	22	55	40
Emprunts (9)	34	26	24	27	51	79	27	67	49
Flux net de dette = (9)-(8)	6	6	4	3	5	18	5	12	9
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>577</b>	<b>479</b>	<b>469</b>	<b>556</b>	<b>678</b>	<b>763</b>	<b>513</b>	<b>726</b>	<b>631</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>586</b>	<b>500</b>	<b>482</b>	<b>573</b>	<b>685</b>	<b>769</b>	<b>530</b>	<b>732</b>	<b>641</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	9	21	13	17	7	5	17	6	11
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>242</b>	<b>215</b>	<b>202</b>	<b>265</b>	<b>479</b>	<b>643</b>	<b>232</b>	<b>571</b>	<b>419</b>
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	409	357	347	404	454	468	376	462	424
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	217	195	195	209	232	303	202	272	241
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	121	78	63	72	90	96	77	93	86
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	479	426	416	495	562	602	453	584	526
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	125	85	83	91	126	169	91	150	124
<b>R5</b> : Dette / habitant	242	215	202	265	479	643	232	571	419
<b>R6</b> : DGF / habitant	45	45	52	72	92	151	56	125	94

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

Champ : Groupements à fiscalité propre y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux; France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : les achats et charges externes des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants sont de 103 € par habitant.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 2.3 - Évolution 2021-2022 à champ constant <sup>(a)</sup> des résultats comptables des groupements à fiscalité propre par strate de population des groupements

Evolutions en %, en € courants	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>+8,6</b>	<b>+7,9</b>	<b>+6,5</b>	<b>+7,1</b>	<b>+5,6</b>	<b>+3,5</b>	<b>+7,4</b>	<b>+4,4</b>	<b>+5,6</b>
Achats et charges externes	+10,8	+11,0	+8,3	+8,3	+5,3	+3,2	+9,3	+4,2	+6,2
Frais de personnel	+9,9	+9,2	+8,5	+7,9	+6,1	+4,8	+8,6	+5,4	+6,7
Charges financières	-5,8	-4,8	-7,8	-7,9	+3,8	+1,5	-6,8	+2,4	-0,1
Dépenses d'intervention	+9,9	+5,2	+6,8	+6,6	+5,3	+1,4	+6,6	+2,8	+4,1
Autres dépenses de fonctionnement	-8,2	+1,0	-12,2	+1,8	+4,9	+16,4	-3,1	+9,7	+3,6
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>+8,1</b>	<b>+8,3</b>	<b>+7,9</b>	<b>+10,5</b>	<b>+6,3</b>	<b>+4,8</b>	<b>+9,0</b>	<b>+5,4</b>	<b>+6,8</b>
Impôts et taxes	+8,6	+9,6	+9,7	+9,8	+9,4	+7,3	+9,6	+8,2	+8,8
- Impôts locaux	+6,0	+10,7	+13,4	+13,9	+8,3	+8,3	+11,4	+8,3	+9,5
- Autres impôts et taxes	+10,4	+9,2	+8,3	+8,5	+9,8	+6,3	+8,8	+7,9	+8,3
Concours de l'État	+2,4	+2,6	+1,4	+1,3	-0,4	-0,6	+1,8	-0,5	+0,2
- DGF	+1,2	+0,5	+0,4	-0,4	-1,3	-1,4	+0,1	-1,4	-1,0
- Autres dotations	+14,7	+0,1	-5,5	+5,7	+3,3	-4,1	+2,6	-1,3	-0,0
- Péréquation et compensations fiscales	+3,3	+5,1	+3,0	+4,4	+1,2	+2,5	+4,2	+1,9	+2,8
Subventions reçues et participations	+13,8	+8,7	+6,6	+12,2	+3,4	+3,7	+9,9	+3,5	+7,2
Ventes de biens et services	+11,3	+13,6	+14,3	+20,8	+8,2	+9,2	+15,9	+8,8	+11,5
Autres recettes de fonctionnement	+8,8	+3,9	+5,5	+84,6	+6,7	+13,7	+32,6	+11,3	+18,7
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>+5,3</b>	<b>+9,9</b>	<b>+15,5</b>	<b>+28,7</b>	<b>+9,5</b>	<b>+9,8</b>	<b>+17,7</b>	<b>+9,7</b>	<b>+12,2</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>+5,9</b>	<b>+14,0</b>	<b>+23,3</b>	<b>+47,3</b>	<b>+12,9</b>	<b>+19,8</b>	<b>+27,4</b>	<b>+17,0</b>	<b>+20,9</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>+14,6</b>	<b>+0,8</b>	<b>+1,9</b>	<b>+11,1</b>	<b>+6,7</b>	<b>+8,7</b>	<b>+6,5</b>	<b>+8,0</b>	<b>+7,5</b>
Dépenses d'équipement	+16,4	+4,0	+4,4	+2,7	+2,6	+5,6	+5,2	+4,5	+4,7
Subventions d'équipement versées	-2	-13,0	-8,0	+6,9	+8,1	+18,7	-2,2	+14,4	+10,0
Autres dépenses d'investissement	+15,0	-5,7	-4,0	+123,2	+36,4	+12,6	+39,6	+21,7	+26,6
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>+6,7</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>+11,1</b>	<b>+8,6</b>	<b>-3,2</b>	<b>+3,6</b>	<b>+1,0</b>	<b>+1,9</b>
FCTVA	+0,9	-17,6	-9,7	-11,8	-23,3	-13,6	-11,5	-17,6	-15,5
Dotations et Subventions d'équipement	+9,1	+1,9	-2,4	+2,9	+29,0	+6,0	+2,5	+13,6	+9,7
Autres recettes d'investissement	+6,8	+8,0	+16,9	+66,1	+9,1	-13,1	+30,0	-4,9	+4,6
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>+10,1</b>	<b>+6,3</b>	<b>+5,4</b>	<b>+8,0</b>	<b>+5,9</b>	<b>+5,2</b>	<b>+7,2</b>	<b>+5,5</b>	<b>+6,1</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>+8,0</b>	<b>+7,1</b>	<b>+7,0</b>	<b>+10,6</b>	<b>+6,5</b>	<b>+3,7</b>	<b>+8,4</b>	<b>+4,9</b>	<b>+6,2</b>
Remboursements de dette (8)	+4,4	+0,8	+0,2	-4,2	+5,4	-0,1	-0,8	+1,8	+1,2
Emprunts (9)	+22,6	+9,9	-8,3	-8,3	+4,7	+27,7	-0,0	+19,0	+13,7
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>+9,8</b>	<b>+6,0</b>	<b>+5,2</b>	<b>+7,4</b>	<b>+5,8</b>	<b>+4,7</b>	<b>+6,8</b>	<b>+5,2</b>	<b>+5,8</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>+8,7</b>	<b>+7,2</b>	<b>+6,1</b>	<b>+9,5</b>	<b>+6,4</b>	<b>+5,8</b>	<b>+8,0</b>	<b>+6,0</b>	<b>+6,7</b>
<b>Dettes au 31 décembre (12)</b>	<b>+3,3</b>	<b>+3,7</b>	<b>+2,1</b>	<b>+1,5</b>	<b>+0,7</b>	<b>+2,4</b>	<b>+2,4</b>	<b>+1,8</b>	<b>+1,9</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute <sup>(b)</sup> = (3) / (2)	-0,4	+0,2	+1,1	+2,6	+0,6	+1,0	+1,2	+0,8	+0,9
Taux d'épargne nette <sup>(b)</sup> = [(3)-(8)] / (2)	-0,2	+0,6	+1,4	+3,3	+0,6	+1,5	+1,7	+1,1	+1,4
Taux d'endettement <sup>(b)</sup> = (12) / (2)	-2,4	-2,2	-2,8	-4,8	-4,7	-2,6	-3,3	-3,5	-3,8
Délai de désendettement <sup>(c)</sup> = (12) / (3)	-0,1	-0,2	-0,4	-0,8	-0,4	-0,3	-0,5	-0,4	-0,4
<b>R1 : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant</b>	<b>+8,9</b>	<b>+7,9</b>	<b>+6,2</b>	<b>+6,8</b>	<b>+5,2</b>	<b>+2,8</b>	<b>+7,2</b>	<b>+3,8</b>	<b>+5,2</b>
<b>R2 : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant</b>	<b>+2,8</b>	<b>+4,2</b>	<b>+4,3</b>	<b>+3,8</b>	<b>+2,5</b>	<b>+1,9</b>	<b>+3,9</b>	<b>+2,1</b>	<b>+2,8</b>
<b>R2 bis : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant</b>	<b>+6,1</b>	<b>+10,6</b>	<b>+13,1</b>	<b>+13,5</b>	<b>+7,9</b>	<b>+7,6</b>	<b>+11,2</b>	<b>+7,7</b>	<b>+9,1</b>
<b>R3 : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant</b>	<b>+8,3</b>	<b>+8,2</b>	<b>+7,6</b>	<b>+10,2</b>	<b>+5,9</b>	<b>+4,1</b>	<b>+8,8</b>	<b>+4,9</b>	<b>+6,4</b>
<b>R4 : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant</b>	<b>+18,3</b>	<b>+4,8</b>	<b>+4,4</b>	<b>+3,1</b>	<b>+3,7</b>	<b>+5,4</b>	<b>+5,8</b>	<b>+4,8</b>	<b>+5,2</b>
<b>R5 : Dette / habitant</b>	<b>+3,5</b>	<b>+3,7</b>	<b>+1,8</b>	<b>+1,2</b>	<b>+0,3</b>	<b>+1,7</b>	<b>+2,3</b>	<b>+1,2</b>	<b>+1,5</b>
<b>R6 : DGF / habitant</b>	<b>+1,4</b>	<b>+0,5</b>	<b>+0,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,0</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,4</b>
<b>R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement <sup>(b)</sup></b>	<b>+0,5</b>	<b>+0,5</b>	<b>+0,8</b>	<b>+0,3</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,4</b>	<b>+0,5</b>	<b>+0,4</b>	<b>+0,4</b>
<b>R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF <sup>(b)</sup></b>	<b>+0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>-3,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,3</b>
<b>R10 : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement) <sup>(b)</sup></b>	<b>+2,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>+0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,0</b>	<b>-0,3</b>

Les EPCI concernés sont les groupements à fiscalité propre y compris la MGP de Paris et ses EPT et y compris la métropole de Lyon.

(a) à champ «constant», c'est-à-dire en ne conservant que les groupements à fiscalité propre inchangés entre les deux années 2021 et 2022. Les strates sont celles des groupements en 2022.

(b) écarts en point de pourcentage entre 2022 et 2021.

(c) écarts en nombre d'années.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 2.4.a - Comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> en 2022

<i>En millions d'euros</i>									
Exercice 2022	Moins	De 15 000	De 30 000	De 50 000	De 100 000	300 000	Groupements	Groupements	Ensemble
Opérations réelles	de 15 000	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	habitants	de moins de	de 100 000 hab.	des
Hors gestion active de la dette	habitants	30 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	300 000 hab.	et plus	100 000 hab.	et plus	groupements
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	-	-	<b>100</b>	<b>1 871</b>	<b>9 357</b>	<b>100</b>	<b>11 228</b>	<b>11 328</b>
Achats et charges externes	-	-	-	40	441	2 280	40	2 721	2 761
Frais de personnel	-	-	-	45	819	3 221	45	4 040	4 085
Charges financières	-	-	-	2	42	219	2	262	264
Dépenses d'intervention	-	-	-	11	441	3 312	11	3 753	3 763
Autres dépenses de fonctionnement	-	-	-	2	129	324	2	453	455
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	-	-	<b>122</b>	<b>2 389</b>	<b>12 014</b>	<b>122</b>	<b>14 404</b>	<b>14 526</b>
Impôts et taxes	-	-	-	66	1 383	6 174	66	7 558	7 624
- Impôts locaux	-	-	-	29	638	2 010	29	2 648	2 678
- Autres impôts et taxes	-	-	-	37	745	4 203	37	4 948	4 985
Concours de l'État	-	-	-	31	600	3 971	31	4 570	4 601
- DGF	-	-	-	21	370	3 021	21	3 391	3 413
- Autres dotations	-	-	-	2	7	44	2	51	53
- Péréquation et compensations fiscales	-	-	-	8	223	905	8	1 128	1 136
Subventions reçues et participations	-	-	-	4	62	319	4	381	386
Ventes de biens et services	-	-	-	15	273	1 121	15	1 394	1 409
Autres recettes de fonctionnement	-	-	-	5	72	429	5	500	506
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	-	-	<b>22</b>	<b>518</b>	<b>2 657</b>	<b>22</b>	<b>3 175</b>	<b>3 197</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	-	-	<b>14</b>	<b>297</b>	<b>1 444</b>	<b>14</b>	<b>1 741</b>	<b>1 755</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	-	-	<b>26</b>	<b>943</b>	<b>4 728</b>	<b>26</b>	<b>5 672</b>	<b>5 698</b>
Dépenses d'équipement	-	-	-	22	673	3 301	22	3 974	3 996
Subventions d'équipement versées	-	-	-	4	151	1 019	4	1 170	1 174
Autres dépenses d'investissement	-	-	-	0	120	408	0	527	528
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	-	-	<b>11</b>	<b>361</b>	<b>1 783</b>	<b>11</b>	<b>2 144</b>	<b>2 155</b>
FCTVA	-	-	-	4	79	377	4	456	460
Dotations et Subventions d'équipement	-	-	-	6	211	1 040	6	1 250	1 256
Autres recettes d'investissement	-	-	-	2	71	367	2	438	439
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	-	-	<b>126</b>	<b>2 815</b>	<b>14 086</b>	<b>126</b>	<b>16 900</b>	<b>17 026</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	-	-	<b>133</b>	<b>2 750</b>	<b>13 798</b>	<b>133</b>	<b>16 548</b>	<b>16 681</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	-	-	<b>7</b>	<b>-64</b>	<b>-288</b>	<b>7</b>	<b>-352</b>	<b>-345</b>
Remboursements de dette (8)	-	-	-	8	221	1 213	8	1 434	1 442
Emprunts (9)	-	-	-	6	285	1 565	6	1 850	1 856
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-	-	-2	64	352	-2	416	414
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	-	-	<b>134</b>	<b>3 036</b>	<b>15 299</b>	<b>134</b>	<b>18 334</b>	<b>18 468</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	-	-	<b>139</b>	<b>3 035</b>	<b>15 363</b>	<b>139</b>	<b>18 398</b>	<b>18 537</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	-	-	5	0	64	5	64	69
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	-	-	<b>100</b>	<b>2 451</b>	<b>12 708</b>	<b>100</b>	<b>15 159</b>	<b>15 259</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	-	-	-	17,9%	21,7%	22,1%	17,9%	22,0%	22,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	-	-	11,4%	12,4%	12,0%	11,4%	12,1%	12,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	-	-	-	82,0%	102,6%	105,8%	82,0%	105,2%	105,0%
Délai de désendettement = (12) / (3)	-	-	-	4,6	4,7	4,8	4,6	4,8	4,8
R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	-	-	-	44,8%	43,8%	34,4%	44,8%	36,0%	36,1%
R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	-	-	-	88,5%	87,3%	88,0%	88,5%	87,9%	87,9%
R10 : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	-	-	-	18,1%	29,4%	28,4%	18,1%	28,6%	28,5%

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des métropoles et CU de 50 000 à 100 000 habitants sont de 40 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

T 2.4.b - Structure des dépenses et recettes des métropoles <sup>(a)</sup> et CU par strate de population de groupements <sup>(b)</sup> en 2022

Exercice 2022 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Achats et charges externes	-	-	-	40,2%	23,6%	24,4%	40,2%	24,2%	24,4%
Frais de personnel	-	-	-	44,8%	43,8%	34,4%	44,8%	36,0%	36,1%
Charges financières	-	-	-	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%
Dépenses d'intervention	-	-	-	10,7%	23,5%	35,4%	10,7%	33,4%	33,2%
Autres dépenses de fonctionnement	-	-	-	2,1%	6,9%	3,5%	2,1%	4,0%	4,0%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Impôts et taxes	-	-	-	54,4%	57,9%	51,4%	54,4%	52,5%	52,5%
- Impôts locaux	-	-	-	24,2%	26,7%	16,7%	24,2%	18,4%	18,4%
- Autres impôts et taxes	-	-	-	30,2%	31,2%	35,0%	30,2%	34,4%	34,3%
Concours de l'État	-	-	-	25,3%	25,1%	33,1%	25,3%	31,7%	31,7%
- DGF	-	-	-	17,7%	15,5%	25,1%	17,7%	23,5%	23,5%
- Autres dotations	-	-	-	1,2%	0,3%	0,4%	1,2%	0,4%	0,4%
- Péréquation et compensations fiscales	-	-	-	6,4%	9,3%	7,5%	6,4%	7,8%	7,8%
Subventions reçues et participations	-	-	-	3,4%	2,6%	2,7%	3,4%	2,6%	2,7%
Ventes de biens et services	-	-	-	12,4%	11,4%	9,3%	12,4%	9,7%	9,7%
Autres recettes de fonctionnement	-	-	-	4,4%	3,0%	3,6%	4,4%	3,5%	3,5%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Dépenses d'équipement	-	-	-	84,0%	71,3%	69,8%	84,0%	70,1%	70,1%
Subventions d'équipement versées	-	-	-	15,1%	16,0%	21,6%	15,1%	20,6%	20,6%
Autres dépenses d'investissement	-	-	-	0,9%	12,7%	8,6%	0,9%	9,3%	9,3%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
FCTVA	-	-	-	33,3%	22,0%	21,1%	33,3%	21,3%	21,3%
Dotations et Subventions d'équipement	-	-	-	52,8%	58,4%	58,3%	52,8%	58,3%	58,3%
Autres recettes d'investissement	-	-	-	13,9%	19,7%	20,6%	13,9%	20,4%	20,4%

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des métropoles et CU de 50 000 à 100 000 habitants représentent 40,2 % de leurs dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

Métropole : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2019, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2019. La loi n° 2019-257 du 28 février 2019 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

**Métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles.

**Communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

T 2.5 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des métropoles <sup>(b)</sup> et communautés urbaines par strate de groupement <sup>(c)</sup> en 2022

Exercice 2022							En €/habitant		
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	-	-	659	583	480	659	495	496
Achats et charges externes	-	-	-	265	137	117	265	120	121
Frais de personnel	-	-	-	295	255	165	295	178	179
Charges financières	-	-	-	15	13	11	15	12	12
Dépenses d'intervention	-	-	-	70	137	170	70	165	165
Autres dépenses de fonctionnement	-	-	-	14	40	17	14	20	20
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	-	-	802	744	617	802	635	636
Impôts et taxes	-	-	-	436	431	317	436	333	334
- Impôts locaux	-	-	-	194	199	103	194	117	117
- Autres impôts et taxes	-	-	-	242	232	216	242	218	218
Concours de l'État	-	-	-	203	187	204	203	201	201
- DGF	-	-	-	142	115	155	142	149	149
- Autres dotations	-	-	-	10	2	2	10	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	-	-	-	51	69	46	51	50	50
Subventions reçues et participations	-	-	-	27	19	16	27	17	17
Ventes de biens et services	-	-	-	100	85	58	100	61	62
Autres recettes de fonctionnement	-	-	-	36	22	22	36	22	22
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	-	-	143	161	136	143	140	140
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	-	-	91	93	74	91	77	77
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	-	-	172	294	243	172	250	249
Dépenses d'équipement	-	-	-	144	210	170	144	175	175
Subventions d'équipement versées	-	-	-	26	47	52	26	52	51
Autres dépenses d'investissement	-	-	-	1	37	21	1	23	23
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	-	-	73	112	92	73	95	94
FCTVA	-	-	-	24	25	19	24	20	20
Dotations et Subventions d'équipement	-	-	-	38	66	53	38	55	55
Autres recettes d'investissement	-	-	-	10	22	19	10	19	19
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	-	-	830	876	723	830	745	745
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	-	-	875	856	708	875	729	730
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	-	-	44	-20	-15	44	-16	-15
Remboursements de dette (8)	-	-	-	52	69	62	52	63	63
Emprunts (9)	-	-	-	40	89	80	40	82	81
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-	-	-12	20	18	-12	18	18
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	-	-	882	945	786	882	808	809
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	-	-	914	945	789	914	811	812
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	-	-	32	0	3	32	3	3
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	-	-	658	763	652	658	668	668
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	-	-	-	658	581	480	658	495	496
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	-	-	-	249	268	304	249	299	298
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	-	-	-	194	199	103	194	117	117
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	-	-	-	802	744	617	802	635	636
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	-	-	-	145	219	175	145	181	181
<b>R5</b> : Dette / habitant	-	-	-	658	763	652	658	668	668
<b>R6</b> : DGF / habitant	-	-	-	142	115	155	142	149	149

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(c) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2019, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2019. La loi n° 2019-257 du 28 février 2019 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

**Métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles.

**Communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

T 2.6.a - Comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements <sup>(a)</sup> en 2022

<i>En millions d'euros</i>									
Exercice 2022	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
<b>Hors gestion active de la dette</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	45	413	3 443	5 632	561	3 900	6 192	10 093
Achats et charges externes	-	11	94	948	1 620	167	1 053	1 787	2 840
Frais de personnel	-	20	201	1 404	2 144	194	1 625	2 338	3 963
Charges financières	-	1	6	43	110	16	50	126	176
Dépenses d'intervention	-	11	94	849	1 446	164	954	1 609	2 563
Autres dépenses de fonctionnement	-	2	18	198	311	20	218	331	550
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	54	472	4 192	6 874	731	4 717	7 605	12 322
Impôts et taxes	-	38	269	2 345	4 011	372	2 651	4 383	7 034
- Impôts locaux	-	17	104	608	849	13	730	862	1 592
- Autres impôts et taxes	-	20	164	1 736	3 161	360	1 921	3 521	5 441
Concours de l'État	-	7	88	979	1 761	257	1 074	2 018	3 092
- DGF	-	5	62	634	1 158	177	701	1 335	2 036
- Autres dotations	-	0	2	10	23	3	11	26	37
- Péréquation et compensations fiscales	-	2	25	335	580	77	362	657	1 019
Subventions reçues et participations	-	4	36	284	310	21	325	331	656
Ventes de biens et services	-	4	72	414	647	66	489	713	1 202
Autres recettes de fonctionnement	-	1	7	170	145	15	178	161	338
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	9	59	749	1 243	170	817	1 413	2 230
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	7	36	535	695	90	578	786	1 364
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	20	82	1 097	1 968	220	1 200	2 188	3 388
Dépenses d'équipement	-	19	70	733	1 266	167	822	1 433	2 255
Subventions d'équipement versées	-	0	8	209	499	31	218	530	747
Autres dépenses d'investissement	-	1	4	155	203	23	160	226	386
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	10	37	424	815	80	472	895	1 366
FCTVA	-	2	9	98	165	22	110	187	296
Dotations et Subventions d'équipement	-	6	23	201	429	25	231	455	685
Autres recettes d'investissement	-	1	5	125	221	32	131	253	385
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	64	495	4 540	7 599	781	5 100	8 381	13 480
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	64	509	4 616	7 689	811	5 189	8 500	13 688
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	-1	14	76	89	30	89	119	208
Remboursements de dette (8)	-	2	23	214	547	80	239	627	866
Emprunts (9)	-	2	22	252	564	102	276	666	942
Flux net de dette = (9)-(8)	-	0	-1	38	17	22	37	39	76
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	66	518	4 754	8 147	861	5 338	9 008	14 346
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	66	531	4 868	8 253	913	5 464	9 166	14 630
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	-1	13	113	107	52	126	158	284
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	27	273	2 318	5 501	901	2 618	6 402	9 020
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	-	17,0%	12,5%	17,9%	18,1%	23,3%	17,3%	18,6%	18,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	13,1%	7,7%	12,8%	10,1%	12,3%	12,3%	10,3%	11,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	-	50,1%	57,8%	55,3%	80,0%	123,3%	55,5%	84,2%	73,2%
Délai de désendettement = (12) / (3)	-	3,0	4,6	3,1	4,4	5,3	3,2	4,5	4,0
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	-	44,7%	48,7%	40,8%	38,1%	34,6%	41,7%	37,8%	39,3%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	-	86,9%	92,1%	87,2%	89,8%	87,7%	87,7%	89,6%	88,9%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	-	35,0%	15,5%	18,3%	19,8%	23,9%	18,2%	20,2%	19,5%

(a) Il n'y a pas de communautés d'agglomération (CA) de moins de 15 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des CA de 50 000 à 100 000 habitants sont de 948 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

T 2.6.b - Structure des dépenses et recettes des communautés d'agglomération par strate de population de groupements <sup>(a)</sup> en 2022

Exercice 2022 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	-	24,6%	22,8%	27,5%	28,8%	29,8%	27,0%	28,9%	28,1%
Frais de personnel	-	44,7%	48,7%	40,8%	38,1%	34,6%	41,7%	37,8%	39,3%
Charges financières	-	1,6%	1,4%	1,3%	2,0%	2,8%	1,3%	2,0%	1,7%
Dépenses d'intervention	-	24,2%	22,8%	24,7%	25,7%	29,2%	24,5%	26,0%	25,4%
Autres dépenses de fonctionnement	-	5,0%	4,3%	5,8%	5,5%	3,5%	5,6%	5,3%	5,4%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	-	70,4%	56,9%	55,9%	58,3%	50,9%	56,2%	57,6%	57,1%
- Impôts locaux	-	32,3%	22,1%	14,5%	12,4%	1,7%	15,5%	11,3%	12,9%
- Autres impôts et taxes	-	38,1%	34,8%	41,4%	46,0%	49,2%	40,7%	46,3%	44,2%
Concours de l'État	-	13,2%	18,7%	23,4%	25,6%	35,1%	22,8%	26,5%	25,1%
- DGF	-	9,5%	13,1%	15,1%	16,8%	24,2%	14,9%	17,6%	16,5%
- Autres dotations	-	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%	-	0,2%	0,3%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	-	3,4%	5,3%	8,0%	8,4%	10,6%	7,7%	8,6%	8,3%
Subventions reçues et participations	-	7,3%	7,7%	6,8%	4,5%	2,8%	6,9%	4,4%	5,3%
Ventes de biens et services	-	6,6%	15,2%	9,9%	9,4%	9,0%	10,4%	9,4%	9,8%
Autres recettes de fonctionnement	-	2,5%	1,5%	4,0%	2,1%	2,1%	3,8%	2,1%	2,7%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	-	93,8%	84,8%	66,8%	64,3%	75,8%	68,5%	65,5%	66,6%
Subventions d'équipement versées	-	2,1%	10,0%	19,1%	25,3%	13,9%	18,2%	24,2%	22,1%
Autres dépenses d'investissement	-	4,1%	5,2%	14,1%	10,3%	10,2%	13,3%	10,3%	11,4%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	-	24,1%	24,5%	23,1%	20,2%	27,5%	23,2%	20,9%	21,7%
Dotations et Subventions d'équipement	-	64,0%	62,5%	47,4%	52,7%	31,9%	48,9%	50,8%	50,2%
Autres recettes d'investissement	-	11,9%	13,0%	29,5%	27,1%	40,6%	27,8%	28,3%	28,1%

(a) Il n'y a pas de communautés d'agglomération (CA) de moins de 15 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des CA de 50 000 à 100 000 habitants représentent 27,5 % des dépenses de fonctionnement.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

T 2.7 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des communautés d'agglomération par strate de groupement <sup>(b)</sup> en 2022

Exercice 2022	En €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	764	565	428	425	330	442	414	424
Achats et charges externes	-	188	129	118	122	98	119	120	119
Frais de personnel	-	341	275	175	162	114	184	156	167
Charges financières	-	12	8	5	8	9	6	8	7
Dépenses d'intervention	-	185	129	106	109	96	108	108	108
Autres dépenses de fonctionnement	-	38	24	25	24	12	25	22	23
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	920	646	521	519	429	534	509	518
Impôts et taxes	-	648	368	292	303	219	300	293	296
- Impôts locaux	-	297	143	76	64	7	83	58	67
- Autres impôts et taxes	-	351	225	216	239	211	218	236	229
Concours de l'État	-	121	121	122	133	151	122	135	130
- DGF	-	87	85	79	87	104	79	89	86
- Autres dotations	-	3	2	1	2	1	1	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	-	31	34	42	44	45	41	44	43
Subventions reçues et participations	-	67	50	35	23	12	37	22	28
Ventes de biens et services	-	61	98	51	49	39	55	48	51
Autres recettes de fonctionnement	-	23	9	21	11	9	20	11	14
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	156	81	93	94	100	93	95	94
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	121	50	66	53	53	65	53	57
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	338	113	136	149	129	136	146	142
Dépenses d'équipement	-	317	96	91	96	98	93	96	95
Subventions d'équipement versées	-	7	11	26	38	18	25	35	31
Autres dépenses d'investissement	-	14	6	19	15	13	18	15	16
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	171	51	53	62	47	53	60	57
FCTVA	-	41	13	12	12	13	12	12	12
Dotations et Subventions d'équipement	-	109	32	25	32	15	26	30	29
Autres recettes d'investissement	-	20	7	16	17	19	15	17	16
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	1 102	678	565	574	459	578	561	567
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	1 091	697	574	581	476	588	569	576
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	-11	19	9	7	17	10	8	9
Remboursements de dette (8)	-	36	31	27	41	47	27	42	36
Emprunts (9)	-	34	30	31	43	60	31	45	40
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-1	-1	5	1	13	4	3	3
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	1 138	709	591	615	506	605	603	603
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	1 125	727	605	623	536	619	613	615
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	-12	18	14	8	30	14	11	12
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	461	374	288	415	529	296	428	379
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	-	764	565	428	425	330	441	414	424
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	-	292	251	217	224	292	221	231	227
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	-	297	143	76	64	7	83	58	67
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	-	920	646	521	519	429	534	509	518
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	-	323	100	96	103	103	97	103	101
<b>R5</b> : Dette / habitant	-	461	374	288	415	529	296	428	379
<b>R6</b> : DGF / habitant	-	87	85	79	87	104	79	89	86

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

(b) Il n'y a pas de communautés d'agglomération (CA) de moins de 15 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

## T 2.8.a - Comptes des communautés de communes par strate de population des groupements en 2022

Exercice 2022	En millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements <sup>(a)</sup> de moins de 30 000 hab.	Groupements <sup>(a)</sup> de 30 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>1 320</b>	<b>3 351</b>	<b>2 147</b>	<b>731</b>	<b>81</b>	-	<b>4 671</b>	<b>2 959</b>	<b>7 630</b>
Achats et charges externes	332	914	587	243	17	-	1 246	847	2 093
Frais de personnel	534	1 368	916	266	33	-	1 902	1 215	3 117
Charges financières	16	39	22	7	0	-	54	30	84
Dépenses d'intervention	360	850	505	184	27	-	1 210	717	1 926
Autres dépenses de fonctionnement	79	180	116	31	3	-	259	150	409
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>1 545</b>	<b>3 992</b>	<b>2 587</b>	<b>913</b>	<b>105</b>	-	<b>5 536</b>	<b>3 605</b>	<b>9 142</b>
Impôts et taxes	948	2 356	1 471	563	60	-	3 304	2 094	5 398
- Impôts locaux	389	726	361	121	18	-	1 115	500	1 615
- Autres impôts et taxes	559	1 630	1 110	442	41	-	2 189	1 594	3 783
Concours de l'État	265	808	573	200	33	-	1 073	806	1 879
- DGF	144	418	321	106	11	-	562	438	1 000
- Autres dotations	6	12	7	2	1	-	19	10	29
- Péréquation et compensations fiscales	115	377	245	92	21	-	493	358	850
Subventions reçues et participations	123	327	215	68	6	-	450	289	740
Ventes de biens et services	159	402	266	58	5	-	560	328	889
Autres recettes de fonctionnement	49	99	63	24	1	-	148	88	236
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>224</b>	<b>641</b>	<b>440</b>	<b>182</b>	<b>24</b>	-	<b>865</b>	<b>646</b>	<b>1 512</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>135</b>	<b>457</b>	<b>317</b>	<b>148</b>	<b>21</b>	-	<b>593</b>	<b>486</b>	<b>1 079</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>450</b>	<b>947</b>	<b>664</b>	<b>218</b>	<b>37</b>	-	<b>1 397</b>	<b>920</b>	<b>2 317</b>
Dépenses d'équipement	377	757	521	166	28	-	1 134	715	1 849
Subventions d'équipement versées	36	118	104	38	8	-	153	150	304
Autres dépenses d'investissement	38	73	40	14	1	-	110	54	165
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>235</b>	<b>444</b>	<b>278</b>	<b>102</b>	<b>12</b>	-	<b>679</b>	<b>392</b>	<b>1 071</b>
FCTVA	54	104	71	22	4	-	157	98	255
Dotations et Subventions d'équipement	144	249	147	49	4	-	393	200	593
Autres recettes d'investissement	37	91	60	31	3	-	129	94	223
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>1 771</b>	<b>4 298</b>	<b>2 811</b>	<b>949</b>	<b>118</b>	-	<b>6 068</b>	<b>3 879</b>	<b>9 947</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>1 779</b>	<b>4 436</b>	<b>2 866</b>	<b>1 015</b>	<b>117</b>	-	<b>6 215</b>	<b>3 998</b>	<b>10 213</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>9</b>	<b>138</b>	<b>54</b>	<b>66</b>	<b>-1</b>	-	<b>147</b>	<b>119</b>	<b>266</b>
Remboursements de dette (8)	89	184	123	34	3	-	273	160	433
Emprunts (9)	110	242	155	32	7	-	352	194	546
Flux net de dette = (9)-(8)	21	58	32	-2	4	-	79	34	113
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>1 860</b>	<b>4 482</b>	<b>2 935</b>	<b>983</b>	<b>121</b>	-	<b>6 341</b>	<b>4 039</b>	<b>10 380</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>1 889</b>	<b>4 678</b>	<b>3 021</b>	<b>1 047</b>	<b>123</b>	-	<b>6 567</b>	<b>4 192</b>	<b>10 759</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	29	196	86	64	3	-	226	153	379
<b>Dettes au 31 décembre (12)</b>	<b>779</b>	<b>2 014</b>	<b>1 217</b>	<b>385</b>	<b>33</b>	-	<b>2 793</b>	<b>1 635</b>	<b>4 428</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,5%	16,1%	17,0%	20,0%	22,7%	-	15,6%	17,9%	16,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,7%	11,5%	12,2%	16,2%	20,2%	-	10,7%	13,5%	11,8%
Taux d'endettement = (12) / (2)	50,4%	50,5%	47,0%	42,1%	31,7%	-	50,5%	45,3%	48,4%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,5	3,1	2,8	2,1	1,4	-	3,2	2,5	2,9
R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	40,4%	40,8%	42,7%	36,3%	41,3%	-	40,7%	41,1%	40,9%
R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	91,0%	88,4%	87,7%	83,7%	79,8%	-	89,1%	86,4%	88,1%
R10 : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	26,0%	19,8%	20,9%	18,6%	27,0%	-	21,5%	20,5%	21,1%

(a) Cette strate de taille de groupement est délimitée à 30 000 habitants, seuil plus pertinent pour les communautés de communes.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des communautés de communes de 50 000 à 100 000 habitants sont de 243 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

## T 2.8.b - Structure des dépenses et recettes des communautés de communes par strate de population de groupements en 2022

Exercice 2022 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements <sup>(a)</sup> de moins de 30 000 hab.	Groupements <sup>(a)</sup> de 30 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	25,1%	27,3%	27,3%	33,2%	21,5%	-	26,7%	28,6%	27,4%
Frais de personnel	40,4%	40,8%	42,7%	36,3%	41,3%	-	40,7%	41,1%	40,9%
Charges financières	1,2%	1,2%	1,0%	1,0%	0,6%	-	1,2%	1,0%	1,1%
Dépenses d'intervention	27,3%	25,4%	23,5%	25,2%	33,3%	-	25,9%	24,2%	25,2%
Autres dépenses de fonctionnement	6,0%	5,4%	5,4%	4,2%	3,3%	-	5,6%	5,1%	5,4%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,4%	59,0%	56,8%	61,7%	56,9%	-	59,7%	58,1%	59,1%
- Impôts locaux	25,2%	18,2%	13,9%	13,3%	17,4%	-	20,1%	13,9%	17,7%
- Autres impôts et taxes	36,2%	40,8%	42,9%	48,4%	39,5%	-	39,5%	44,2%	41,4%
Concours de l'État	17,2%	20,2%	22,1%	21,9%	31,3%	-	19,4%	22,3%	20,6%
- DGF	9,3%	10,5%	12,4%	11,6%	10,9%	-	10,1%	12,2%	10,9%
- Autres dotations	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	-	-	0,3%	0,3%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	7,5%	9,5%	9,5%	10,1%	19,9%	-	8,9%	9,9%	9,3%
Subventions reçues et participations	8,0%	8,2%	8,3%	7,5%	6,1%	-	8,1%	8,0%	8,1%
Ventes de biens et services	10,3%	10,1%	10,3%	6,3%	4,4%	-	10,1%	9,1%	9,7%
Autres recettes de fonctionnement	3,2%	2,5%	2,4%	2,7%	1,3%	-	2,7%	2,4%	2,6%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	83,7%	79,9%	78,4%	76,2%	74,9%	-	81,1%	77,8%	79,8%
Subventions d'équipement versées	7,9%	12,4%	15,6%	17,5%	22,6%	-	11,0%	16,3%	13,1%
Autres dépenses d'investissement	8,3%	7,7%	6,0%	6,3%	2,5%	-	7,9%	5,9%	7,1%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	22,8%	23,4%	25,6%	21,4%	37,2%	-	23,2%	24,9%	23,8%
Dotations et Subventions d'équipement	61,2%	56,1%	52,7%	48,1%	36,5%	-	57,9%	51,0%	55,4%
Autres recettes d'investissement	16,0%	20,5%	21,6%	30,5%	26,3%	-	18,9%	24,1%	20,8%

(a) Cette strate de taille de groupement est délimitée à 30 000 habitants, seuil plus pertinent pour les communautés de communes.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des communautés de communes de 50 000 à 100 000 habitants représentent 33,2 % de leurs dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

T 2.9 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des communautés de communes par strate de groupement en 2022

Exercice 2022	En €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements <sup>(b)</sup> de moins de 30 000 hab.	Groupements <sup>(b)</sup> de 30 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
<b>Hors gestion active de la dette</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>410</b>	<b>355</b>	<b>324</b>	<b>309</b>	<b>385</b>	-	<b>369</b>	<b>321</b>	<b>349</b>
Achats et charges externes	103	97	88	103	83	-	98	92	96
Frais de personnel	166	145	138	112	159	-	150	132	143
Charges financières	5	4	3	3	2	-	4	3	4
Dépenses d'intervention	112	90	76	78	128	-	96	78	88
Autres dépenses de fonctionnement	25	19	18	13	13	-	20	16	19
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>479</b>	<b>423</b>	<b>390</b>	<b>386</b>	<b>499</b>	-	<b>437</b>	<b>392</b>	<b>418</b>
Impôts et taxes	294	250	222	238	284	-	261	227	247
- Impôts locaux	121	77	54	51	87	-	88	54	74
- Autres impôts et taxes	173	173	167	187	197	-	173	173	173
Concours de l'État	82	86	86	84	156	-	85	87	86
- DGF	45	44	48	45	54	-	44	48	46
- Autres dotations	2	1	1	1	3	-	1	1	1
- Péréquation et compensations fiscales	36	40	37	39	99	-	39	39	39
Subventions reçues et participations	38	35	32	29	30	-	36	31	34
Ventes de biens et services	49	43	40	24	22	-	44	36	41
Autres recettes de fonctionnement	15	11	9	10	6	-	12	10	11
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>70</b>	<b>68</b>	<b>66</b>	<b>77</b>	<b>113</b>	-	<b>68</b>	<b>70</b>	<b>69</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>42</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>63</b>	<b>101</b>	-	<b>47</b>	<b>53</b>	<b>49</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>140</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>92</b>	<b>177</b>	-	<b>110</b>	<b>100</b>	<b>106</b>
Dépenses d'équipement	117	80	79	70	132	-	90	78	85
Subventions d'équipement versées	11	12	16	16	40	-	12	16	14
Autres dépenses d'investissement	12	8	6	6	4	-	9	6	8
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>73</b>	<b>47</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>56</b>	-	<b>54</b>	<b>43</b>	<b>49</b>
FCTVA	17	11	11	9	21	-	12	11	12
Dotations et Subventions d'équipement	45	26	22	21	21	-	31	22	27
Autres recettes d'investissement	12	10	9	13	15	-	10	10	10
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>549</b>	<b>455</b>	<b>424</b>	<b>401</b>	<b>562</b>	-	<b>479</b>	<b>421</b>	<b>455</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>552</b>	<b>470</b>	<b>432</b>	<b>429</b>	<b>555</b>	-	<b>491</b>	<b>434</b>	<b>467</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>28</b>	<b>-7</b>	-	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>12</b>
Remboursements de dette (8)	28	19	19	14	12	-	22	17	20
Emprunts (9)	34	26	23	14	32	-	28	21	25
Flux net de dette = (9)-(8)	6	6	5	-1	19	-	6	4	5
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>577</b>	<b>475</b>	<b>443</b>	<b>416</b>	<b>574</b>	-	<b>501</b>	<b>439</b>	<b>475</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>586</b>	<b>496</b>	<b>456</b>	<b>443</b>	<b>587</b>	-	<b>519</b>	<b>455</b>	<b>492</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	9	21	13	27	13	-	18	17	17
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>242</b>	<b>213</b>	<b>184</b>	<b>163</b>	<b>158</b>	-	<b>221</b>	<b>178</b>	<b>202</b>
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	409	354	323	309	385	-	368	321	348
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	217	195	189	180	249	-	201	188	195
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	121	77	54	51	87	-	88	54	74
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	479	423	390	386	499	-	437	392	418
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	125	84	81	72	135	-	94	80	88
<b>R5</b> : Dette / habitant	242	213	184	163	158	-	221	178	202
<b>R6</b> : DGF / habitant	45	44	48	45	54	-	44	48	46

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

(b) Cette strate de taille de groupement est délimitée à 30 000 habitants, seuil plus pertinent pour les communautés de communes.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

T 3.1.a - Comptes des groupements à fiscalité propre de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2022

Exercice 2022	En millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
<b>Hors gestion active de la dette</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>595</b>	<b>529</b>	<b>328</b>	<b>625</b>	<b>1 006</b>	<b>895</b>	<b>2 077</b>	<b>1 901</b>	<b>3 978</b>
Achats et charges externes	156	141	93	211	431	187	602	618	1 220
Frais de personnel	223	197	130	209	301	373	759	674	1 433
Charges financières	7	6	4	6	17	34	23	51	75
Dépenses d'intervention	173	162	86	158	227	276	578	503	1 081
Autres dépenses de fonctionnement	35	23	15	40	30	25	114	55	169
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>703</b>	<b>621</b>	<b>378</b>	<b>736</b>	<b>1 183</b>	<b>1 152</b>	<b>2 437</b>	<b>2 335</b>	<b>4 772</b>
Impôts et taxes	430	364	193	447	746	518	1 435	1 264	2 699
- Impôts locaux	188	101	31	117	115	199	438	314	752
- Autres impôts et taxes	242	263	162	330	631	319	997	950	1 947
Concours de l'État	128	128	94	187	247	284	537	530	1 067
- DGF	61	71	57	127	143	211	316	354	670
- Autres dotations	2	1	0	1	11	4	4	15	19
- Péréquation et compensations fiscales	66	55	37	59	93	68	217	161	378
Subventions reçues et participations	58	52	48	33	68	115	190	183	373
Ventes de biens et services	62	64	35	52	97	198	212	295	507
Autres recettes de fonctionnement	25	13	8	17	26	37	63	62	126
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>108</b>	<b>92</b>	<b>50</b>	<b>111</b>	<b>177</b>	<b>257</b>	<b>360</b>	<b>434</b>	<b>794</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>70</b>	<b>65</b>	<b>29</b>	<b>77</b>	<b>85</b>	<b>103</b>	<b>240</b>	<b>188</b>	<b>429</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>200</b>	<b>140</b>	<b>114</b>	<b>151</b>	<b>268</b>	<b>567</b>	<b>604</b>	<b>835</b>	<b>1 439</b>
Dépenses d'équipement	163	109	90	113	181	427	475	608	1 083
Subventions d'équipement versées	17	14	14	30	69	93	74	162	236
Autres dépenses d'investissement	20	17	10	8	18	47	55	65	120
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>100</b>	<b>66</b>	<b>48</b>	<b>62</b>	<b>101</b>	<b>201</b>	<b>276</b>	<b>303</b>	<b>578</b>
FCTVA	23	14	12	14	22	40	64	62	126
Dotations et Subventions d'équipement	59	40	26	35	63	114	160	178	337
Autres recettes d'investissement	19	12	9	13	16	47	52	63	115
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>795</b>	<b>669</b>	<b>442</b>	<b>776</b>	<b>1 274</b>	<b>1 462</b>	<b>2 681</b>	<b>2 736</b>	<b>5 417</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>803</b>	<b>687</b>	<b>426</b>	<b>797</b>	<b>1 285</b>	<b>1 353</b>	<b>2 713</b>	<b>2 638</b>	<b>5 350</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>8</b>	<b>18</b>	<b>-16</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>-109</b>	<b>32</b>	<b>-98</b>	<b>-67</b>
Remboursements de dette (8)	38	27	21	34	92	154	120	246	366
Emprunts (9)	51	61	33	45	101	273	190	374	564
Flux net de dette = (9)-(8)	13	34	12	12	10	119	71	128	199
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>833</b>	<b>696</b>	<b>463</b>	<b>809</b>	<b>1 366</b>	<b>1 616</b>	<b>2 801</b>	<b>2 982</b>	<b>5 783</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>854</b>	<b>747</b>	<b>459</b>	<b>843</b>	<b>1 386</b>	<b>1 626</b>	<b>2 903</b>	<b>3 012</b>	<b>5 915</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	21	52	-4	33	20	10	102	30	132
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>356</b>	<b>320</b>	<b>231</b>	<b>340</b>	<b>923</b>	<b>1 855</b>	<b>1 248</b>	<b>2 777</b>	<b>4 025</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,4%	14,8%	13,2%	15,0%	15,0%	22,3%	14,8%	18,6%	16,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,9%	10,4%	7,7%	10,5%	7,2%	8,9%	9,9%	8,1%	9,0%
Taux d'endettement = (12) / (2)	50,7%	51,6%	61,2%	46,2%	78,0%	161,0%	51,2%	119,0%	84,4%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,3	3,5	4,6	3,1	5,2	7,2	3,5	6,4	5,1
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	37,5%	37,1%	39,7%	33,5%	29,9%	41,6%	36,6%	35,4%	36,0%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	90,0%	89,4%	92,2%	89,5%	92,8%	91,0%	90,0%	91,9%	91,0%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	25,1%	18,8%	26,1%	15,5%	15,9%	38,7%	20,8%	27,1%	23,9%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonages et classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 187 M€ pour les groupements à fiscalité propre de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

T 3.1.b - Structure des dépenses et des recettes des groupements à fiscalité propre de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2022

	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	26,3%	26,7%	28,4%	33,8%	42,8%	20,9%	29,0%	32,5%	30,7%
Frais de personnel	37,5%	37,1%	39,7%	33,5%	29,9%	41,6%	36,6%	35,4%	36,0%
Charges financières	1,3%	1,1%	1,2%	1,0%	1,7%	3,8%	1,1%	2,7%	1,9%
Dépenses d'intervention	29,1%	30,6%	26,1%	25,3%	22,6%	30,8%	27,9%	26,5%	27,2%
Autres dépenses de fonctionnement	5,9%	4,4%	4,7%	6,4%	3,0%	2,8%	5,5%	2,9%	4,3%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,2%	58,7%	51,1%	60,8%	63,0%	45,0%	58,9%	54,1%	56,6%
- Impôts locaux	26,7%	16,3%	8,2%	16,0%	9,7%	17,3%	18,0%	13,4%	15,8%
- Autres impôts et taxes	34,5%	42,3%	42,9%	44,8%	53,3%	27,7%	40,9%	40,7%	40,8%
Concours de l'État	18,2%	20,6%	24,9%	25,4%	20,9%	24,6%	22,0%	22,7%	22,4%
- DGF	8,6%	11,5%	15,1%	17,2%	12,1%	18,3%	13,0%	15,2%	14,0%
- Autres dotations	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,9%	0,3%	0,2%	0,7%	0,4%
- Péréquation et compensations fiscales	9,3%	8,9%	9,7%	8,1%	7,8%	5,9%	8,9%	6,9%	7,9%
Subventions reçues et participations	8,2%	8,4%	12,7%	4,4%	5,7%	10,0%	7,8%	7,8%	7,8%
Ventes de biens et services	8,8%	10,3%	9,2%	7,0%	8,2%	17,2%	8,7%	12,6%	10,6%
Autres recettes de fonctionnement	3,5%	2,1%	2,1%	2,4%	2,2%	3,2%	2,6%	2,7%	2,6%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	81,6%	78,0%	79,0%	75,1%	67,4%	75,4%	78,7%	72,8%	75,3%
Subventions d'équipement versées	8,4%	10,1%	12,0%	19,7%	25,9%	16,3%	12,3%	19,4%	16,4%
Autres dépenses d'investissement	10,0%	11,9%	9,0%	5,3%	6,6%	8,3%	9,1%	7,8%	8,3%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	22,8%	21,0%	26,1%	23,2%	22,0%	19,9%	23,1%	20,6%	21,8%
Dotations et Subventions d'équipement	58,4%	61,3%	54,5%	56,2%	62,3%	56,8%	57,9%	58,7%	58,3%
Autres recettes d'investissement	18,7%	17,7%	19,4%	20,6%	15,7%	23,2%	19,0%	20,7%	19,9%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir l'encadré méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonages et classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 20,9 % des dépenses de fonctionnement des groupements à fiscalité propre de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T3.1.c - Dépenses et recettes par habitant des groupements à fiscalité propre de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population de groupement en 2022

	en € / habitant									
Hors gestion active de la dette en € / habitant	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements	Ensemble des groupements en France entière
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>481</b>	<b>416</b>	<b>366</b>	<b>435</b>	<b>479</b>	<b>513</b>	<b>429</b>	<b>495</b>	<b>458</b>	<b>424</b>
Achats et charges externes	126	111	104	147	205	107	124	161	140	112
Frais de personnel	181	154	145	146	143	214	157	175	165	163
Charges financières	6	5	4	4	8	20	5	13	9	8
Dépenses d'intervention	140	127	95	110	108	158	119	131	125	121
Autres dépenses de fonctionnement	28	18	17	28	14	14	24	14	19	21
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>568</b>	<b>488</b>	<b>422</b>	<b>511</b>	<b>563</b>	<b>661</b>	<b>503</b>	<b>608</b>	<b>549</b>	<b>526</b>
Impôts et taxes	348	286	215	311	355	297	296	329	311	293
- Impôts locaux	152	80	35	82	55	114	90	82	87	86
- Autres impôts et taxes	196	207	181	229	300	183	206	247	224	207
Concours de l'État	104	100	105	130	117	163	111	138	123	140
- DGF	49	56	64	88	68	121	65	92	77	94
- Autres dotations	1	1	0	1	5	2	1	4	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	53	43	41	41	44	39	45	42	43	44
Subventions reçues et participations	47	41	53	23	32	66	39	48	43	26
Ventes de biens et services	50	50	39	36	46	114	44	77	58	51
Autres recettes de fonctionnement	20	10	9	12	12	21	13	16	14	16
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>87</b>	<b>72</b>	<b>56</b>	<b>77</b>	<b>84</b>	<b>148</b>	<b>74</b>	<b>113</b>	<b>91</b>	<b>101</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>56</b>	<b>51</b>	<b>32</b>	<b>54</b>	<b>41</b>	<b>59</b>	<b>50</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>61</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>162</b>	<b>110</b>	<b>127</b>	<b>105</b>	<b>128</b>	<b>325</b>	<b>125</b>	<b>217</b>	<b>166</b>	<b>166</b>
Dépenses d'équipement	132	86	100	79	86	245	98	158	125	118
Subventions d'équipement versées	14	11	15	21	33	53	15	42	27	32
Autres dépenses d'investissement	16	13	11	6	8	27	11	17	14	16
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>81</b>	<b>52</b>	<b>53</b>	<b>43</b>	<b>48</b>	<b>115</b>	<b>57</b>	<b>79</b>	<b>67</b>	<b>67</b>
FCTVA	19	11	14	10	11	23	13	16	15	15
Dotations et Subventions d'équipement	47	32	29	24	30	66	33	46	39	37
Autres recettes d'investissement	15	9	10	9	8	27	11	16	13	15
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>643</b>	<b>526</b>	<b>493</b>	<b>539</b>	<b>607</b>	<b>839</b>	<b>554</b>	<b>712</b>	<b>624</b>	<b>591</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>650</b>	<b>540</b>	<b>475</b>	<b>554</b>	<b>612</b>	<b>776</b>	<b>560</b>	<b>686</b>	<b>616</b>	<b>593</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>-18</b>	<b>15</b>	<b>5</b>	<b>-62</b>	<b>7</b>	<b>-26</b>	<b>-8</b>	<b>2</b>
Remboursements de dette (8)	31	21	23	23	44	89	25	64	42	40
Emprunts (9)	42	48	37	31	48	157	39	97	65	49
Flux net de dette = (9)-(8)	11	27	13	8	5	68	15	33	23	9
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>674</b>	<b>547</b>	<b>516</b>	<b>563</b>	<b>650</b>	<b>927</b>	<b>578</b>	<b>776</b>	<b>666</b>	<b>631</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>691</b>	<b>588</b>	<b>512</b>	<b>586</b>	<b>660</b>	<b>933</b>	<b>599</b>	<b>784</b>	<b>681</b>	<b>641</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	17	41	-5	23	10	6	21	8	15	11
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>288</b>	<b>252</b>	<b>258</b>	<b>236</b>	<b>439</b>	<b>1 064</b>	<b>258</b>	<b>723</b>	<b>463</b>	<b>419</b>
<b>Ratios</b>										
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	481	415	366	434	479	513	428	494	458	424
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	286	225	221	216	201	302	237	247	242	241
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	152	80	35	82	55	114	90	82	87	86
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	568	488	422	511	563	661	503	608	549	526
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	143	92	110	79	89	255	104	165	131	124
<b>R5</b> : Dette / habitant	288	252	258	236	439	1 064	258	723	463	419
<b>R6</b> : DGF / habitant	49	56	64	88	68	121	65	92	77	94

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonage ou classifications utilisés.

Lecture : pour l'ensemble des groupements à fiscalité propre de montagne de 300 000 habitants et plus, les achats et charges externes représentent 107 € par habitant.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 3.2.a - Comptes des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2022

Exercice 2022	En millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>726</b>	<b>2 866</b>	<b>2 232</b>	<b>3 649</b>	<b>6 577</b>	<b>9 024</b>	<b>9 472</b>	<b>15 601</b>	<b>25 073</b>
Achats et charges externes	176	784	588	1 019	1 647	2 261	2 567	3 908	6 475
Frais de personnel	310	1 191	987	1 505	2 695	3 043	3 994	5 738	9 733
Charges financières	8	33	24	47	136	201	112	337	450
Dépenses d'intervention	187	698	514	886	1 686	3 200	2 286	4 886	7 172
Autres dépenses de fonctionnement	44	159	119	191	412	319	513	731	1 244
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>842</b>	<b>3 425</b>	<b>2 681</b>	<b>4 491</b>	<b>8 185</b>	<b>11 594</b>	<b>11 439</b>	<b>19 779</b>	<b>31 217</b>
Impôts et taxes	518	2 030	1 546	2 527	4 708	6 028	6 621	10 736	17 357
- Impôts locaux	201	642	434	641	1 390	1 824	1 918	3 215	5 133
- Autres impôts et taxes	317	1 388	1 112	1 886	3 317	4 204	4 703	7 522	12 224
Concours de l'État	137	687	567	1 022	2 147	3 944	2 414	6 091	8 505
- DGF	83	351	325	635	1 396	2 987	1 395	4 383	5 778
- Autres dotations	5	11	8	12	20	43	37	62	99
- Péréquation et compensations fiscales	50	324	233	376	731	914	983	1 645	2 628
Subventions reçues et participations	66	279	203	324	311	225	872	536	1 408
Ventes de biens et services	97	341	303	435	827	989	1 176	1 816	2 992
Autres recettes de fonctionnement	24	88	61	182	193	407	355	600	955
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>116</b>	<b>559</b>	<b>449</b>	<b>842</b>	<b>1 608</b>	<b>2 570</b>	<b>1 967</b>	<b>4 178</b>	<b>6 144</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>66</b>	<b>400</b>	<b>324</b>	<b>620</b>	<b>929</b>	<b>1 431</b>	<b>1 409</b>	<b>2 360</b>	<b>3 769</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>250</b>	<b>827</b>	<b>633</b>	<b>1 191</b>	<b>2 681</b>	<b>4 382</b>	<b>2 901</b>	<b>7 062</b>	<b>9 964</b>
Dépenses d'équipement	214	666	501	808	1 786	3 041	2 189	4 828	7 017
Subventions d'équipement versées	19	104	98	222	588	957	443	1 546	1 989
Autres dépenses d'investissement	18	57	34	161	306	383	269	689	958
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>134</b>	<b>388</b>	<b>268</b>	<b>476</b>	<b>1 086</b>	<b>1 662</b>	<b>1 266</b>	<b>2 748</b>	<b>4 014</b>
FCTVA	31	92	68	109	226	359	300	585	885
Dotations et Subventions d'équipement	85	215	144	221	581	951	666	1 532	2 197
Autres recettes d'investissement	19	81	56	145	279	352	300	631	932
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>976</b>	<b>3 693</b>	<b>2 865</b>	<b>4 840</b>	<b>9 258</b>	<b>13 405</b>	<b>12 373</b>	<b>22 663</b>	<b>35 037</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>976</b>	<b>3 813</b>	<b>2 949</b>	<b>4 967</b>	<b>9 271</b>	<b>13 256</b>	<b>12 705</b>	<b>22 527</b>	<b>35 232</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>1</b>	<b>120</b>	<b>84</b>	<b>127</b>	<b>13</b>	<b>-149</b>	<b>331</b>	<b>-136</b>	<b>195</b>
Remboursements de dette (8)	51	159	125	223	679	1 139	558	1 818	2 376
Emprunts (9)	58	183	144	245	755	1 394	630	2 149	2 780
Flux net de dette = (9)-(8)	7	24	19	22	76	255	73	331	404
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>1 026</b>	<b>3 852</b>	<b>2 990</b>	<b>5 063</b>	<b>9 937</b>	<b>14 544</b>	<b>12 931</b>	<b>24 481</b>	<b>37 412</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>1 035</b>	<b>3 996</b>	<b>3 093</b>	<b>5 211</b>	<b>10 026</b>	<b>14 650</b>	<b>13 335</b>	<b>24 676</b>	<b>38 011</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	8	144	103	149	89	106	404	195	599
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>423</b>	<b>1 721</b>	<b>1 258</b>	<b>2 463</b>	<b>7 063</b>	<b>11 754</b>	<b>5 865</b>	<b>18 817</b>	<b>24 682</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	13,8%	16,3%	16,8%	18,8%	19,6%	22,2%	17,2%	21,1%	19,7%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,8%	11,7%	12,1%	13,8%	11,3%	12,3%	12,3%	11,9%	12,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	50,2%	50,2%	46,9%	54,8%	86,3%	101,4%	51,3%	95,1%	79,1%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,6	3,1	2,8	2,9	4,4	4,6	3,0	4,5	4,0
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	42,8%	41,6%	44,2%	41,2%	41,0%	33,7%	42,2%	36,8%	38,8%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) /	91,9%	88,2%	87,8%	86,1%	88,5%	87,6%	87,6%	88,0%	87,9%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	26,8%	20,2%	19,2%	18,8%	23,3%	27,1%	19,9%	25,5%	23,5%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonage ou classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 2261 M€ pour les groupements à fiscalité propre n'étant pas de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

T 3.2.b - Structure des dépenses et des recettes des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2022

Hors gestion active de la dette En %	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	24,2%	27,3%	26,3%	27,9%	25,0%	25,1%	27,1%	25,0%	25,8%
Frais de personnel	42,8%	41,6%	44,2%	41,2%	41,0%	33,7%	42,2%	36,8%	38,8%
Charges financières	1,1%	1,2%	1,1%	1,3%	2,1%	2,2%	1,2%	2,2%	1,8%
Dépenses d'intervention	25,8%	24,4%	23,0%	24,3%	25,6%	35,5%	24,1%	31,3%	28,6%
Autres dépenses de fonctionnement	6,1%	5,6%	5,3%	5,2%	6,3%	3,5%	5,4%	4,7%	5,0%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,5%	59,3%	57,7%	56,3%	57,5%	52,0%	57,9%	54,3%	55,6%
- Impôts locaux	23,9%	18,7%	16,2%	14,3%	17,0%	15,7%	16,8%	16,3%	16,4%
- Autres impôts et taxes	37,6%	40,5%	41,5%	42,0%	40,5%	36,3%	41,1%	38,0%	39,2%
Concours de l'État	16,3%	20,1%	21,2%	22,8%	26,2%	34,0%	21,1%	30,8%	27,2%
- DGF	9,9%	10,3%	12,1%	14,1%	17,1%	25,8%	12,2%	22,2%	18,5%
- Autres dotations	0,6%	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	5,9%	9,5%	8,7%	8,4%	8,9%	7,9%	8,6%	8,3%	8,4%
Subventions reçues et participations	7,8%	8,1%	7,6%	7,2%	3,8%	1,9%	7,6%	2,7%	4,5%
Ventes de biens et services	11,5%	10,0%	11,3%	9,7%	10,1%	8,5%	10,3%	9,2%	9,6%
Autres recettes de fonctionnement	2,9%	2,6%	2,3%	4,1%	2,4%	3,5%	3,1%	3,0%	3,1%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	85,4%	80,5%	79,2%	67,9%	66,6%	69,4%	75,5%	68,4%	70,4%
Subventions d'équipement versées	7,5%	12,6%	15,5%	18,6%	22,0%	21,8%	15,3%	21,9%	20,0%
Autres dépenses d'investissement	7,0%	6,9%	5,3%	13,5%	11,4%	8,7%	9,3%	9,8%	9,6%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	22,8%	23,8%	25,4%	23,0%	20,8%	21,6%	23,7%	21,3%	22,1%
Dotations et Subventions d'équipement	63,3%	55,4%	53,8%	46,5%	53,5%	57,2%	52,6%	55,7%	54,7%
Autres recettes d'investissement	13,9%	20,8%	20,8%	30,5%	25,7%	21,2%	23,7%	23,0%	23,2%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonage ou classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 25,2 % des dépenses de fonctionnement des groupements à fiscalité propre n'étant pas de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés à FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T3.2.c - Dépenses et recettes par habitant des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population de groupement en 2022

Hors gestion active de la dette en € / habitant	en € / habitant									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements	Ensemble des groupements en France entière
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>365</b>	<b>348</b>	<b>345</b>	<b>400</b>	<b>452</b>	<b>464</b>	<b>367</b>	<b>459</b>	<b>419</b>	<b>424</b>
Achats et charges externes	88	95	91	112	113	116	100	115	108	112
Frais de personnel	156	145	153	165	185	157	155	169	163	163
Charges financières	4	4	4	5	9	10	4	10	8	8
Dépenses d'intervention	94	85	79	97	116	165	89	144	120	121
Autres dépenses de fonctionnement	22	19	18	21	28	16	20	22	21	21
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>424</b>	<b>416</b>	<b>415</b>	<b>492</b>	<b>562</b>	<b>597</b>	<b>443</b>	<b>582</b>	<b>522</b>	<b>526</b>
Impôts et taxes	261	247	239	277	323	310	257	316	290	293
- Impôts locaux	101	78	67	70	95	94	74	95	86	86
- Autres impôts et taxes	159	169	172	207	228	216	182	221	204	207
Concours de l'État	69	84	88	112	147	203	94	179	142	140
- DGF	42	43	50	70	96	154	54	129	97	94
- Autres dotations	2	1	1	1	1	2	1	2	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	25	39	36	41	50	47	38	48	44	44
Subventions reçues et participations	33	34	31	36	21	12	34	16	24	26
Ventes de biens et services	49	42	47	48	57	51	46	53	50	51
Autres recettes de fonctionnement	12	11	9	20	13	21	14	18	16	16
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>59</b>	<b>68</b>	<b>70</b>	<b>92</b>	<b>110</b>	<b>132</b>	<b>76</b>	<b>123</b>	<b>103</b>	<b>101</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>33</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>68</b>	<b>64</b>	<b>74</b>	<b>55</b>	<b>69</b>	<b>63</b>	<b>61</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>126</b>	<b>101</b>	<b>98</b>	<b>131</b>	<b>184</b>	<b>225</b>	<b>112</b>	<b>208</b>	<b>167</b>	<b>166</b>
Dépenses d'équipement	108	81	77	89	123	156	85	142	117	118
Subventions d'équipement versées	9	13	15	24	40	49	17	45	33	32
Autres dépenses d'investissement	9	7	5	18	21	20	10	20	16	16
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>68</b>	<b>47</b>	<b>41</b>	<b>52</b>	<b>75</b>	<b>86</b>	<b>49</b>	<b>81</b>	<b>67</b>	<b>67</b>
FCTVA	15	11	11	12	16	18	12	17	15	15
Dotations et Subventions d'équipement	43	26	22	24	40	49	26	45	37	37
Autres recettes d'investissement	9	10	9	16	19	18	12	19	16	15
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>491</b>	<b>449</b>	<b>443</b>	<b>531</b>	<b>636</b>	<b>690</b>	<b>480</b>	<b>667</b>	<b>586</b>	<b>591</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>492</b>	<b>464</b>	<b>456</b>	<b>545</b>	<b>636</b>	<b>682</b>	<b>492</b>	<b>662</b>	<b>589</b>	<b>593</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>-8</b>	<b>13</b>	<b>-4</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
Remboursements de dette (8)	26	19	19	24	47	59	22	53	40	40
Emprunts (9)	29	22	22	27	52	72	24	63	46	49
Flux net de dette = (9)-(8)	4	3	3	2	5	13	3	10	7	9
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>517</b>	<b>468</b>	<b>462</b>	<b>555</b>	<b>682</b>	<b>748</b>	<b>501</b>	<b>720</b>	<b>626</b>	<b>631</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>521</b>	<b>486</b>	<b>478</b>	<b>571</b>	<b>688</b>	<b>754</b>	<b>517</b>	<b>726</b>	<b>636</b>	<b>641</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	4	17	16	16	6	5	16	6	10	11
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>213</b>	<b>209</b>	<b>195</b>	<b>270</b>	<b>485</b>	<b>605</b>	<b>227</b>	<b>553</b>	<b>413</b>	<b>419</b>
<b>Ratios</b>										
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	364	348	345	400	451	464	367	459	419	424
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	174	191	191	208	237	303	196	275	241	241
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	101	78	67	70	95	94	74	95	86	86
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	424	416	415	492	562	597	443	582	522	526
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	114	84	80	93	131	162	88	148	123	124
<b>R5</b> : Dette / habitant	213	209	195	270	485	605	227	553	413	419
<b>R6</b> : DGF / habitant	42	43	50	70	96	154	54	129	97	94

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonages et classifications utilisés.

Lecture : pour l'ensemble des groupements à fiscalité propre n'étant pas de montagne de 300 000 habitants et plus, les achats et charges externes représentent 116 € par habitant.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

## T 4.1 - Ratios financiers en 2022 : dépenses et recettes du budget des groupements à fiscalité propre par région

### T 4.1.a – Dépenses réelles totales / population

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement (y compris les remboursements).

Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

#### Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

Dépenses d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229

moins crédit des comptes 236, 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>577</b>	<b>479</b>	<b>469</b>	<b>556</b>	<b>678</b>	<b>763</b>	<b>513</b>	<b>726</b>	<b>631</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>577</b>	<b>479</b>	<b>469</b>	<b>570</b>	<b>681</b>	<b>763</b>	<b>517</b>	<b>729</b>	<b>633</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	716	474	426	607	609	1 438	546	1 168	837
Bourgogne-Franche-Comté	441	414	534	624	771	-	482	771	565
Bretagne	739	449	376	517	745	865	459	782	602
Centre-Val de Loire	369	540	397	562	730	747	486	735	587
Corse	558	641	-	550	-	-	565	-	565
Grand Est	534	462	469	540	709	1 330	494	947	663
Hauts-de-France	391	409	516	475	755	901	464	805	660
Normandie	700	480	470	587	855	697	524	800	641
Nouvelle-Aquitaine	539	516	481	605	751	1 131	540	926	697
Occitanie	672	572	606	695	603	1 322	629	946	773
Pays de la Loire	828	481	442	539	687	855	489	775	628
Provence-Alpes-Côte d'Azur	750	503	508	558	601	815	553	761	709
Île-de-France	-	394	347	468	508	341	407	373	377
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>509</b>	<b>-</b>	<b>439</b>	<b>357</b>	<b>647</b>	<b>-</b>	<b>370</b>	<b>647</b>	<b>547</b>
Guadeloupe	693	-	-	467	358	-	476	358	446
Martinique	-	-	-	476	628	-	476	628	587
Guyane	237	-	416	201	512	-	251	512	388
Réunion	-	-	-	-	709	-	-	709	709
Mayotte	-	-	450	220	-	-	274	-	274
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	882	945	786	882	808	809
- à une CA	-	1 138	709	591	615	506	605	603	603
- à une CC à FPU	578	479	451	422	574	-	476	574	477
- à une CC à FA	574	447	314	219	-	-	460	-	460

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.1.b – Dépenses réelles totales hors remboursements de dettes / population**

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

**Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.**

En M14 et M57

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

Dépenses d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 moins crédit des comptes 237, 238

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 10 000 habitants	De 10 000 à moins de 20 000 hab.	De 20 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>549</b>	<b>459</b>	<b>449</b>	<b>532</b>	<b>632</b>	<b>702</b>	<b>491</b>	<b>671</b>	<b>591</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>550</b>	<b>459</b>	<b>449</b>	<b>544</b>	<b>633</b>	<b>702</b>	<b>495</b>	<b>673</b>	<b>593</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	686	454	407	582	559	1 318	523	1 071	780
Bourgogne-Franche-Comté	423	396	507	601	732	-	462	732	539
Bretagne	729	432	361	502	704	794	443	731	571
Centre-Val de Loire	350	511	384	530	677	702	461	684	551
Corse	537	629	-	541	-	-	551	-	551
Grand Est	503	443	446	517	654	1 239	471	879	623
Hauts-de-France	364	394	496	448	698	834	442	744	616
Normandie	668	461	453	566	808	663	504	758	612
Nouvelle-Aquitaine	511	496	452	574	707	1 085	513	881	662
Occitanie	637	550	580	653	564	1 204	598	869	721
Pays de la Loire	795	461	431	520	659	778	473	722	594
Provence-Alpes-Côte d'Azur	717	490	488	537	566	733	533	692	652
Île-de-France	-	380	336	433	448	313	386	340	344
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>486</b>	<b>-</b>	<b>435</b>	<b>353</b>	<b>618</b>	<b>-</b>	<b>366</b>	<b>618</b>	<b>527</b>
Guadeloupe	660	-	-	463	330	-	470	330	434
Martinique	-	-	-	471	599	-	471	599	565
Guyane	230	-	412	200	511	-	249	511	386
Réunion	-	-	-	-	676	-	-	676	676
Mayotte	-	-	446	218	-	-	272	-	272
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	830	876	723	830	745	745
- à une CA	-	1 102	678	565	574	459	578	561	567
- à une CC à FPU	550	459	432	407	562	-	456	562	457
- à une CC à FA	546	430	303	218	-	-	441	-	441

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.1.c – Recettes réelles totales / population**

Somme des recettes réelles de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement y compris emprunts.

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

**Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.**

En M14 et M57

Recettes de fonctionnement : crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

Recettes d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>586</b>	<b>500</b>	<b>482</b>	<b>573</b>	<b>685</b>	<b>769</b>	<b>530</b>	<b>732</b>	<b>641</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>585</b>	<b>500</b>	<b>484</b>	<b>588</b>	<b>687</b>	<b>769</b>	<b>534</b>	<b>734</b>	<b>644</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	745	517	428	624	607	1 463	567	1 184	856
Bourgogne-Franche-Comté	439	430	574	658	790	-	501	790	584
Bretagne	717	473	392	527	735	868	474	775	608
Centre-Val de Loire	363	547	415	590	734	768	498	744	598
Corse	552	710	-	533	-	-	564	-	564
Grand Est	533	481	507	538	692	1 324	509	935	668
Hauts-de-France	380	425	512	485	785	903	472	825	675
Normandie	709	496	481	610	866	633	540	785	644
Nouvelle-Aquitaine	541	542	477	620	764	1 084	553	911	698
Occitanie	682	587	630	723	617	1 336	648	960	790
Pays de la Loire	994	505	449	556	690	878	507	789	644
Provence-Alpes-Côte d'Azur	779	532	547	606	600	847	593	785	737
Île-de-France	-	395	365	504	500	341	426	372	377
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>735</b>	<b>-</b>	<b>398</b>	<b>355</b>	<b>663</b>	<b>-</b>	<b>369</b>	<b>663</b>	<b>557</b>
Guadeloupe	1 024	-	-	484	420	-	504	420	482
Martinique	-	-	-	519	620	-	519	620	593
Guyane	311	-	395	221	540	-	265	540	410
Réunion	-	-	-	-	725	-	-	725	725
Mayotte	-	-	399	162	-	-	218	-	218
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	914	945	789	914	811	812
- à une CA	-	1 125	727	605	623	536	619	613	615
- à une CC à FPU	588	501	463	450	587	-	494	587	495
- à une CC à FA	580	457	337	199	-	-	470	-	470

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.1.d – Recettes réelles totales hors emprunts / population**

Somme des recettes réelles de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement hors emprunts.

**Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.**

En M14 et M57

Recettes de fonctionnement : crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

Recettes d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes, 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 20 000 hab.	De 20 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>552</b>	<b>474</b>	<b>458</b>	<b>546</b>	<b>633</b>	<b>690</b>	<b>503</b>	<b>665</b>	<b>593</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>552</b>	<b>474</b>	<b>459</b>	<b>560</b>	<b>635</b>	<b>690</b>	<b>507</b>	<b>667</b>	<b>595</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	701	480	398	595	581	1 381	534	1 121	809
Bourgogne-Franche-Comté	422	403	538	628	762	-	474	762	557
Bretagne	680	434	372	499	706	739	445	716	566
Centre-Val de Loire	358	519	392	567	622	723	476	650	547
Corse	542	710	-	533	-	-	560	-	560
Grand Est	504	452	484	510	647	1 222	482	868	626
Hauts-de-France	368	413	488	462	718	788	452	742	619
Normandie	661	482	462	589	769	591	521	707	600
Nouvelle-Aquitaine	519	514	449	577	700	996	521	836	649
Occitanie	621	562	593	679	565	1 119	609	829	709
Pays de la Loire	879	482	433	540	652	780	488	719	600
Provence-Alpes-Côte d'Azur	733	515	535	576	567	729	568	689	658
Île-de-France	-	376	360	487	460	305	412	335	343
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>559</b>	<b>-</b>	<b>390</b>	<b>344</b>	<b>618</b>	<b>-</b>	<b>355</b>	<b>618</b>	<b>523</b>
Guadeloupe	728	-	-	457	363	-	467	363	440
Martinique	-	-	-	519	598	-	519	598	577
Guyane	311	-	395	221	540	-	265	540	410
Réunion	-	-	-	-	666	-	-	666	666
Mayotte	-	-	388	162	-	-	215	-	215
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	875	856	708	875	729	730
- à une CA	-	1 091	697	574	581	476	588	569	576
- à une CC à FPU	555	475	440	436	555	-	469	555	470
- à une CC à FA	543	439	322	199	-	-	447	-	447

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 4.2 - Ratios financiers 2022 : dépenses de fonctionnement par région

## T 4.2.a – Dépenses réelles de fonctionnement / population

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

Évaluation des dépenses de fonctionnement, en euros par habitant.

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>410</b>	<b>358</b>	<b>348</b>	<b>405</b>	<b>455</b>	<b>468</b>	<b>377</b>	<b>462</b>	<b>424</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>410</b>	<b>358</b>	<b>348</b>	<b>413</b>	<b>450</b>	<b>468</b>	<b>379</b>	<b>461</b>	<b>424</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	513	348	291	405	419	989	377	803	577
Bourgogne-Franche-Comté	318	306	416	475	515	-	360	515	404
Bretagne	549	315	273	363	519	470	325	505	405
Centre-Val de Loire	273	401	304	422	416	485	364	435	393
Corse	435	601	-	435	-	-	457	-	457
Grand Est	360	324	365	391	475	889	357	634	460
Hauts-de-France	244	310	383	343	501	527	342	509	439
Normandie	504	366	370	470	544	433	408	505	450
Nouvelle-Aquitaine	384	395	345	441	497	615	397	551	460
Occitanie	457	440	444	510	388	742	461	557	504
Pays de la Loire	628	359	329	389	445	482	361	465	412
Provence-Alpes-Côte d'Azur	570	392	389	432	438	468	427	460	452
Île-de-France	-	304	271	339	333	213	307	236	243
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>387</b>	<b>-</b>	<b>297</b>	<b>288</b>	<b>505</b>	<b>-</b>	<b>291</b>	<b>505</b>	<b>427</b>
Guadeloupe	513	-	-	399	238	-	403	238	361
Martinique	-	-	-	440	524	-	440	524	502
Guyane	203	-	335	127	419	-	177	419	304
Réunion	-	-	-	-	544	-	-	544	544
Mayotte	-	-	278	136	-	-	170	-	170
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	659	583	480	659	495	496
- à une CA	-	764	565	428	425	330	442	414	424
- à une CC à FPU	411	357	329	314	385	-	350	385	350
- à une CC à FA	406	341	243	154	-	-	341	-	341

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.2.a bis – (R1) : Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / population**

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

Aux dépenses réelles de fonctionnement, on retire les travaux en régie (compte 72) pour obtenir les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie.

*Évaluation des dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie, en euros par habitant.*

Ratio (R1) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>409</b>	<b>357</b>	<b>347</b>	<b>404</b>	<b>454</b>	<b>468</b>	<b>376</b>	<b>462</b>	<b>424</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>409</b>	<b>357</b>	<b>348</b>	<b>412</b>	<b>450</b>	<b>468</b>	<b>379</b>	<b>461</b>	<b>424</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	513	347	291	405	419	989	377	803	577
Bourgogne-Franche-Comté	317	306	416	475	513	-	360	513	404
Bretagne	548	315	273	363	515	469	325	501	403
Centre-Val de Loire	273	401	304	422	415	485	364	435	393
Corse	435	601	-	434	-	-	456	-	456
Grand Est	359	324	365	391	475	889	356	634	460
Hauts-de-France	244	310	383	343	500	527	342	509	439
Normandie	504	366	370	469	543	433	408	505	449
Nouvelle-Aquitaine	382	394	345	438	496	615	396	551	459
Occitanie	455	438	442	509	387	742	459	557	503
Pays de la Loire	628	359	329	389	444	482	361	464	411
Provence-Alpes-Côte d'Azur	569	392	389	432	438	468	427	460	452
Île-de-France	-	304	271	339	333	213	307	236	243
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>387</b>	<b>-</b>	<b>297</b>	<b>288</b>	<b>505</b>	<b>-</b>	<b>291</b>	<b>505</b>	<b>427</b>
Guadeloupe	513	-	-	399	238	-	403	238	361
Martinique	-	-	-	440	524	-	440	524	502
Guyane	203	-	335	127	419	-	177	419	304
Réunion	-	-	-	-	544	-	-	544	544
Mayotte	-	-	278	136	-	-	170	-	170
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	658	581	480	658	495	496
- à une CA	-	764	565	428	425	330	441	414	424
- à une CC à FPU	410	356	329	314	385	-	349	385	349
- à une CC à FA	405	341	243	154	-	-	341	-	341

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.2.b – Achats et charges externes / dépenses réelles de fonctionnement**

En M14 et M57 :

Achats et charges externes : débit net des comptes 60, 61, 62, excepté les comptes 621, 6031

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux achats et charges externes.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>25,1</b>	<b>27,2</b>	<b>26,6</b>	<b>28,8</b>	<b>27,4</b>	<b>24,7</b>	<b>27,4</b>	<b>25,9</b>	<b>26,5</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>25,1</b>	<b>27,2</b>	<b>26,6</b>	<b>28,1</b>	<b>24,8</b>	<b>24,7</b>	<b>27,2</b>	<b>24,7</b>	<b>25,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	27,0	27,1	32,9	27,4	24,1	13,9	28,3	15,6	20,0
Bourgogne-Franche-Comté	20,9	24,8	23,1	31,7	26,6	-	25,9	26,6	26,2
Bretagne	22,7	25,6	23,7	25,8	19,9	18,3	25,2	19,5	22,0
Centre-Val de Loire	31,4	22,9	34,3	25,5	28,6	40,2	26,6	32,3	29,2
Corse	34,1	23,9	-	17,1	-	-	25,2	-	25,2
Grand Est	31,4	32,4	25,7	25,7	22,8	17,7	28,6	20,1	24,2
Hauts-de-France	28,3	34,0	29,6	27,6	25,2	38,5	30,1	29,8	29,9
Normandie	27,2	29,1	24,7	29,4	25,2	31,9	27,9	27,2	27,6
Nouvelle-Aquitaine	19,0	22,5	26,1	23,2	22,3	24,4	22,9	23,4	23,2
Occitanie	23,3	25,6	23,2	28,1	20,2	26,4	25,2	24,2	24,7
Pays de la Loire	23,9	25,9	20,3	31,2	20,0	22,2	25,9	21,2	23,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,0	36,2	44,0	39,7	27,6	16,8	37,6	19,3	23,7
Île-de-France	-	27,1	17,9	32,4	34,5	41,5	26,9	39,6	37,9
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>32,8</b>	<b>-</b>	<b>26,6</b>	<b>44,0</b>	<b>52,5</b>	<b>-</b>	<b>41,6</b>	<b>52,5</b>	<b>49,8</b>
Guadeloupe	28,2	-	-	52,9	31,4	-	51,7	31,4	48,3
Martinique	-	-	-	36,1	42,1	-	36,1	42,1	40,7
Guyane	49,7	-	46,7	45,3	71,9	-	46,2	71,9	64,8
Réunion	-	-	-	-	54,0	-	-	54,0	54,0
Mayotte	-	-	14,8	19,7	-	-	17,8	-	17,8
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	40,2	23,6	24,4	40,2	24,2	24,4
- à une CA	-	24,6	22,8	27,5	28,8	29,8	27,0	28,9	28,1
- à une CC à FPU	23,6	26,7	27,0	33,4	21,5	-	27,0	21,5	27,0
- à une CC à FA	29,7	31,7	34,4	24,3	-	-	31,2	-	31,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.2.c – (R7) : Frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement**

En M14 et M57 :

Frais de personnel : débit net des comptes 621, 631, 633, 64

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux frais de personnel.*

Ratio (R7) de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>40,4</b>	<b>40,9</b>	<b>43,7</b>	<b>40,1</b>	<b>39,5</b>	<b>34,4</b>	<b>41,2</b>	<b>36,6</b>	<b>38,4</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>40,4</b>	<b>40,9</b>	<b>43,8</b>	<b>40,7</b>	<b>41,2</b>	<b>34,4</b>	<b>41,4</b>	<b>37,2</b>	<b>38,9</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	36,4	35,7	37,2	38,9	47,3	24,6	37,5	28,5	31,6
Bourgogne-Franche-Comté	45,6	45,0	49,0	46,7	41,4	-	46,1	41,4	44,4
Bretagne	50,5	44,7	43,9	40,1	51,0	39,4	42,4	47,7	45,3
Centre-Val de Loire	44,4	41,6	34,9	45,0	39,7	46,5	41,6	41,8	41,7
Corse	38,3	24,2	-	39,9	-	-	36,6	-	36,6
Grand Est	41,9	40,1	47,2	41,7	40,9	56,3	42,6	49,2	46,0
Hauts-de-France	42,5	35,4	40,4	31,7	36,1	22,1	35,6	31,2	32,7
Normandie	44,3	42,4	46,3	43,0	43,2	27,9	43,8	38,7	41,4
Nouvelle-Aquitaine	38,2	38,2	47,5	45,9	48,4	47,8	42,7	48,1	45,3
Occitanie	41,0	47,4	48,3	47,0	43,3	32,9	46,4	36,7	41,5
Pays de la Loire	41,4	48,2	53,4	41,2	44,9	40,0	47,4	42,2	44,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36,8	36,1	34,3	33,2	30,3	41,7	34,4	39,0	37,9
Île-de-France	-	31,2	22,0	29,0	32,5	31,9	27,9	32,1	31,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>46,9</b>	<b>-</b>	<b>30,6</b>	<b>28,6</b>	<b>23,2</b>	<b>-</b>	<b>29,4</b>	<b>23,2</b>	<b>24,7</b>
Guadeloupe	47,9	-	-	27,3	42,3	-	28,3	42,3	30,7
Martinique	-	-	-	32,1	27,6	-	32,1	27,6	28,6
Guyane	43,0	-	35,1	40,2	14,6	-	38,3	14,6	21,2
Réunion	-	-	-	-	22,1	-	-	22,1	22,1
Mayotte	-	-	27,9	22,8	-	-	24,8	-	24,8
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	44,8	43,8	34,4	44,8	36,0	36,1
- à une CA	-	44,7	48,7	40,8	38,1	34,6	41,7	37,8	39,3
- à une CC à FPU	41,8	41,5	43,0	36,0	41,3	-	41,4	41,3	41,4
- à une CC à FA	36,5	36,2	36,7	56,1	-	-	36,6	-	36,6

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

#### T 4.2.d - Dépenses d'intervention / dépenses réelles de fonctionnement

Dépenses d'intervention : en M14, débit net des comptes 655 et 657; en M57, débit net des comptes 651, 652, 655, 656, 657

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux dépenses d'intervention.

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>27,3</b>	<b>25,3</b>	<b>23,4</b>	<b>24,4</b>	<b>25,2</b>	<b>35,0</b>	<b>24,8</b>	<b>30,8</b>	<b>28,4</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>27,4</b>	<b>25,3</b>	<b>23,2</b>	<b>24,6</b>	<b>25,7</b>	<b>35,0</b>	<b>24,8</b>	<b>31,2</b>	<b>28,6</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	30,4	30,8	23,7	27,6	22,5	58,1	28,0	52,0	43,7
Bourgogne-Franche-Comté	24,8	23,1	20,7	16,5	24,6	-	21,2	24,6	22,4
Bretagne	6,9	22,6	20,9	23,4	21,1	39,5	22,4	26,4	24,6
Centre-Val de Loire	15,0	30,9	25,7	21,7	21,3	9,9	25,6	17,7	22,1
Corse	20,6	49,1	-	29,6	-	-	29,3	-	29,3
Grand Est	20,5	18,3	20,3	25,5	30,8	15,8	21,2	22,7	22,0
Hauts-de-France	24,2	23,0	24,4	32,5	26,9	31,5	27,1	28,5	28,0
Normandie	24,3	22,7	22,5	22,8	23,4	36,2	22,8	27,2	24,9
Nouvelle-Aquitaine	34,3	31,7	20,7	24,1	23,6	23,9	27,3	23,8	25,6
Occitanie	29,5	22,9	23,9	18,1	26,8	31,6	23,1	29,9	26,5
Pays de la Loire	31,4	17,7	16,8	22,1	29,5	30,9	19,2	30,3	25,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31,1	22,5	18,3	23,6	31,4	34,8	23,3	34,0	31,4
Île-de-France	-	38,1	55,7	33,8	24,8	20,8	41,0	21,9	24,4
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>11,3</b>	<b>-</b>	<b>40,2</b>	<b>20,4</b>	<b>21,0</b>	<b>-</b>	<b>22,5</b>	<b>21,0</b>	<b>21,3</b>
Guadeloupe	14,3	-	-	14,1	17,7	-	14,1	17,7	14,7
Martinique	-	-	-	27,4	27,1	-	27,4	27,1	27,2
Guyane	-	-	15,5	4,6	8,6	-	8,9	8,6	8,7
Réunion	-	-	-	-	20,9	-	-	20,9	20,9
Mayotte	-	-	54,5	42,0	-	-	46,9	-	46,9
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	10,7	23,5	35,4	10,7	33,4	33,2
- à une CA	-	24,2	22,8	24,7	25,7	29,2	24,5	26,0	25,4
- à une CC à FPU	27,1	25,4	23,5	25,4	33,3	-	25,1	33,3	25,2
- à une CC à FA	27,7	24,8	24,4	9,5	-	-	25,7	-	25,7

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.2.e - Charges financières / dépenses réelles de fonctionnement**

En M14 et M57 :

Charges financières : débit net du compte 66

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux charges financières.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	1,3	1,1	1,1	2,0	1,8	1,2	1,9	1,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,0	1,3	1,4	1,1	1,2	-	1,2	1,2	1,2
Bretagne	0,3	1,1	0,8	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	1,0
Centre-Val de Loire	1,2	1,2	1,0	1,3	2,5	1,3	1,2	2,2	1,6
Corse	0,6	0,4	-	0,6	-	-	0,6	-	0,6
Grand Est	1,4	1,4	1,0	1,0	2,4	1,5	1,2	1,9	1,5
Hauts-de-France	0,9	1,0	1,4	1,6	2,5	3,1	1,4	2,8	2,3
Normandie	1,3	1,2	1,0	1,0	1,8	1,8	1,1	1,8	1,4
Nouvelle-Aquitaine	1,0	1,1	1,3	1,7	1,3	1,9	1,3	1,6	1,5
Occitanie	1,2	1,2	1,3	1,7	2,9	3,5	1,4	3,3	2,3
Pays de la Loire	0,5	1,3	0,7	0,9	1,3	2,2	1,0	1,8	1,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	0,8	0,9	1,1	2,1	4,1	1,0	3,6	3,0
Île-de-France	-	0,9	0,9	2,0	3,3	1,9	1,3	2,3	2,2
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>0,9</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>
Guadeloupe	0,9	-	-	0,5	4,2	-	0,6	4,2	1,2
Martinique	-	-	-	0,3	0,9	-	0,3	0,9	0,8
Guyane	1,0	-	0,2	0,1	0,0	-	0,2	0,0	0,1
Réunion	-	-	-	-	1,1	-	-	1,1	1,1
Mayotte	-	-	0,2	0,1	-	-	0,1	-	0,1
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
- à une CA	-	1,6	1,4	1,3	2,0	2,8	1,3	2,0	1,7
- à une CC à FPU	1,2	1,2	1,0	1,0	0,6	-	1,1	0,6	1,1
- à une CC à FA	1,0	0,8	1,0	-	-	-	0,9	-	0,9

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.2.f - Autres dépenses de fonctionnement / dépenses réelles de fonctionnement**

Autres dépenses de fonctionnement : par déduction des dépenses de fonctionnement précédentes  
 Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57)

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux autres dépenses de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>6,0</b>	<b>5,4</b>	<b>5,2</b>	<b>5,4</b>	<b>5,8</b>	<b>3,5</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>6,0</b>	<b>5,4</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>	<b>6,2</b>	<b>3,5</b>	<b>5,4</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	4,7	5,1	5,1	5,1	4,1	1,6	5,0	2,0	3,0
Bourgogne-Franche-Comté	7,6	5,8	5,8	3,9	6,2	-	5,6	6,2	5,8
Bretagne	19,6	6,0	10,6	9,8	6,9	1,6	9,0	5,4	7,0
Centre-Val de Loire	7,9	3,5	4,1	6,6	7,9	2,0	5,0	6,1	5,5
Corse	6,3	2,3	-	12,8	-	-	8,4	-	8,4
Grand Est	4,7	7,7	5,9	6,0	3,2	8,7	6,4	6,2	6,3
Hauts-de-France	4,0	6,6	4,2	6,7	9,3	4,7	5,8	7,7	7,1
Normandie	2,9	4,6	5,6	3,8	6,3	2,2	4,4	5,1	4,8
Nouvelle-Aquitaine	7,4	6,5	4,4	5,0	4,3	2,0	5,7	3,2	4,5
Occitanie	5,1	3,0	3,3	5,1	6,7	5,6	4,0	6,0	5,0
Pays de la Loire	2,7	6,9	8,7	4,6	4,4	4,7	6,6	4,5	5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,0	4,4	2,6	2,5	8,7	2,7	3,7	4,1	4,0
Île-de-France	-	2,6	3,5	2,7	4,8	3,8	2,9	4,1	3,9
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>8,2</b>	<b>-</b>	<b>2,5</b>	<b>6,7</b>	<b>2,3</b>	<b>-</b>	<b>6,2</b>	<b>2,3</b>	<b>3,3</b>
Guadeloupe	8,7	-	-	5,2	4,3	-	5,4	4,3	5,2
Martinique	-	-	-	4,1	2,3	-	4,1	2,3	2,7
Guyane	6,3	-	2,4	9,7	4,8	-	6,4	4,8	5,2
Réunion	-	-	-	-	1,9	-	-	1,9	1,9
Mayotte	-	-	2,5	15,4	-	-	10,4	-	10,4
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	2,1	6,9	3,5	2,1	4,0	4,0
- à une CA	-	5,0	4,3	5,8	5,5	3,5	5,6	5,3	5,4
- à une CC à FPU	6,3	5,2	5,5	4,1	3,3	-	5,4	3,3	5,3
- à une CC à FA	5,0	6,5	3,5	10,1	-	-	5,6	-	5,6

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 4.3 - Ratios financiers 2022 : recettes de fonctionnement et capacité d'épargne par région

## T 4.3.a - (R3) : Recettes réelles de fonctionnement / population

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

Evaluation de l'ensemble des recettes courantes, en euros par habitant.

Ratio (R3) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>479</b>	<b>426</b>	<b>416</b>	<b>495</b>	<b>562</b>	<b>602</b>	<b>453</b>	<b>584</b>	<b>526</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>479</b>	<b>426</b>	<b>417</b>	<b>507</b>	<b>561</b>	<b>602</b>	<b>456</b>	<b>585</b>	<b>527</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	622	427	355	535	525	1 259	477	1 020	732
Bourgogne-Franche-Comté	367	366	490	579	655	-	429	655	494
Bretagne	633	394	344	447	634	652	404	640	508
Centre-Val de Loire	316	459	360	514	526	603	427	548	476
Corse	484	692	-	495	-	-	516	-	516
Grand Est	420	392	437	451	580	1 088	422	775	554
Hauts-de-France	265	369	449	423	627	708	411	655	551
Normandie	590	440	427	542	667	518	477	615	536
Nouvelle-Aquitaine	447	466	408	527	608	815	470	703	565
Occitanie	534	517	527	616	496	961	546	718	624
Pays de la Loire	787	430	392	486	575	677	438	629	531
Provence-Alpes-Côte d'Azur	643	468	498	527	519	604	518	583	567
Île-de-France	-	341	325	442	419	267	373	296	304
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>485</b>	<b>-</b>	<b>336</b>	<b>321</b>	<b>574</b>	<b>-</b>	<b>327</b>	<b>574</b>	<b>485</b>
- dont Guadeloupe	650	-	-	435	322	-	443	322	412
- dont Martinique	-	-	-	487	579	-	487	579	554
- dont Guyane	242	-	368	179	484	-	225	484	361
- dont Réunion	-	-	-	-	618	-	-	618	618
- dont Mayotte	-	-	320	151	-	-	191	-	191
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	802	744	617	802	635	636
- à une CA	-	920	646	521	519	429	534	509	518
- à une CC à FPU	480	426	396	392	499	-	419	499	420
- à une CC à FA	476	400	296	194	-	-	402	-	402

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.3.b - Impôts et taxes / population**

Impôts et taxes : en M14, crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 7391, 7392, 7394, 7396, 7398 et 74752 pour les EPT de la MGP  
en M57 crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 738, 7391, 7392, 7393, 7394, 7398

*Evaluation des impôts et taxes en euros par habitant.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>294</b>	<b>252</b>	<b>236</b>	<b>282</b>	<b>327</b>	<b>309</b>	<b>263</b>	<b>317</b>	<b>293</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>294</b>	<b>252</b>	<b>237</b>	<b>286</b>	<b>320</b>	<b>309</b>	<b>264</b>	<b>314</b>	<b>291</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	378	230	177	264	251	799	248	620	423
Bourgogne-Franche-Comté	205	194	303	301	381	-	233	381	276
Bretagne	393	237	206	259	354	392	238	365	295
Centre-Val de Loire	182	260	197	248	261	353	231	287	253
Corse	364	551	-	304	-	-	362	-	362
Grand Est	243	223	207	201	334	440	215	375	275
Hauts-de-France	158	231	277	247	318	372	249	336	299
Normandie	410	269	257	280	390	211	277	328	298
Nouvelle-Aquitaine	275	293	238	336	363	475	292	415	342
Occitanie	328	315	324	387	326	656	337	483	404
Pays de la Loire	544	243	191	319	335	356	252	346	298
Provence-Alpes-Côte d'Azur	419	296	325	338	355	332	333	338	337
Île-de-France	-	222	218	284	248	62	243	98	113
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>339</b>	<b>-</b>	<b>215</b>	<b>223</b>	<b>410</b>	<b>-</b>	<b>225</b>	<b>410</b>	<b>343</b>
- dont Guadeloupe	528	-	-	325	129	-	332	129	280
- dont Martinique	-	-	-	367	413	-	367	413	401
- dont Guyane	60	-	189	88	311	-	109	311	215
- dont Réunion	-	-	-	-	458	-	-	458	458
- dont Mayotte	-	-	227	75	-	-	111	-	111
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	436	431	317	436	333	334
- à une CA	-	648	368	292	303	219	300	293	296
- à une CC à FPU	283	248	223	241	284	-	243	284	244
- à une CC à FA	328	260	204	142	-	-	270	-	270

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.3.c - Impôts et taxes / Recettes réelles de fonctionnement**

Impôts et taxes : en M14, crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 7391, 7392, 7394, 7396, 7398 et 74752 pour les EPT de la MGP

en M57 crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 738, 7391, 7392, 7393, 7394, 7398

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

*Part relative des impôts et taxes dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>61,4</b>	<b>59,2</b>	<b>56,9</b>	<b>56,9</b>	<b>58,2</b>	<b>51,4</b>	<b>58,1</b>	<b>54,3</b>	<b>55,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>61,3</b>	<b>59,2</b>	<b>56,8</b>	<b>56,4</b>	<b>57,0</b>	<b>51,4</b>	<b>57,9</b>	<b>53,6</b>	<b>55,3</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	60,8	53,9	49,9	49,3	47,8	63,5	52,0	60,8	57,8
Bourgogne-Franche-Comté	55,8	53,0	61,9	52,0	58,2	-	54,3	58,2	55,8
Bretagne	62,0	60,1	59,9	57,9	55,8	60,1	59,0	57,1	58,0
Centre-Val de Loire	57,7	56,6	54,8	48,2	49,6	58,4	54,2	52,3	53,3
Corse	75,3	79,7	-	61,4	-	-	70,2	-	70,2
Grand Est	57,9	57,0	47,3	44,5	57,6	40,5	51,0	48,3	49,6
Hauts-de-France	59,6	62,4	61,8	58,4	50,8	52,5	60,6	51,4	54,3
Normandie	69,6	61,2	60,1	51,7	58,4	40,6	58,0	53,2	55,7
Nouvelle-Aquitaine	61,5	62,8	58,4	63,7	59,7	58,3	62,1	58,9	60,5
Occitanie	61,4	61,0	61,4	62,9	65,8	68,2	61,7	67,3	64,7
Pays de la Loire	69,1	56,4	48,8	65,7	58,2	52,6	57,5	55,0	56,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	65,0	63,3	65,2	64,1	68,4	54,9	64,3	57,9	59,4
Île-de-France	-	65,1	67,0	64,3	59,2	23,4	65,3	33,2	37,3
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>69,9</b>	<b>-</b>	<b>64,0</b>	<b>69,3</b>	<b>71,4</b>	<b>-</b>	<b>68,7</b>	<b>71,4</b>	<b>70,7</b>
- dont Guadeloupe	81,3	-	-	74,7	40,2	-	75,0	40,2	68,0
- dont Martinique	-	-	-	75,4	71,3	-	75,4	71,3	72,3
- dont Guyane	24,8	-	51,4	49,2	64,2	-	48,6	64,2	59,6
- dont Réunion	-	-	-	-	74,2	-	-	74,2	74,2
- dont Mayotte	-	-	71,1	49,8	-	-	58,2	-	58,2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	54,4	57,9	51,4	54,4	52,5	52,5
- à une CA	-	70,4	56,9	55,9	58,3	50,9	56,2	57,6	57,1
- à une CC à FPU	58,8	58,2	56,2	61,5	56,9	-	58,1	56,9	58,0
- à une CC à FA	68,9	65,0	68,9	73,2	-	-	67,1	-	67,1

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.3.d - Impôts locaux / recettes réelles de fonctionnement**

Impôts locaux : en M14, crédit net des comptes, 731, 732, 7391, 7392 et 74752 pour les EPT de la MGP et hormis les comptes 73224 et 7323 en M57, crédit net des comptes 7311, 732, 7333, 7334, 73911, 7392, 73933, 73934 et hormis les comptes 73223, 73225, 7323, 739225  
Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

*Part relative des impôts locaux dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>25,2</b>	<b>18,4</b>	<b>15,2</b>	<b>14,5</b>	<b>16,1</b>	<b>15,9</b>	<b>17,0</b>	<b>16,0</b>	<b>16,4</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>25,2</b>	<b>18,4</b>	<b>15,1</b>	<b>14,2</b>	<b>16,1</b>	<b>15,9</b>	<b>16,9</b>	<b>16,0</b>	<b>16,3</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	28,4	12,2	2,1	8,7	15,2	22,3	11,1	21,1	17,6
Bourgogne-Franche-Comté	23,4	17,5	21,2	12,4	22,9	-	17,5	22,9	19,6
Bretagne	40,7	20,2	15,2	12,5	18,8	25,5	15,6	20,9	18,5
Centre-Val de Loire	12,9	19,4	2,6	10,3	13,9	4,5	13,1	11,0	12,1
Corse	28,4	26,1	-	16,7	-	-	23,0	-	23,0
Grand Est	27,4	23,8	11,6	10,2	8,7	17,1	17,1	13,2	15,1
Hauts-de-France	27,7	22,2	17,2	11,7	18,8	17,8	16,6	18,4	17,8
Normandie	34,8	30,5	27,3	14,2	25,0	16,9	24,0	22,7	23,3
Nouvelle-Aquitaine	18,3	17,9	15,2	26,5	21,2	38,4	20,5	30,4	25,5
Occitanie	24,4	12,5	22,1	22,4	18,6	25,5	19,8	23,0	21,5
Pays de la Loire	32,4	26,5	20,2	25,6	28,9	27,7	24,4	28,2	26,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,9	4,6	12,9	8,4	2,3	20,4	11,3	16,4	15,2
Île-de-France	-	1,5	6,1	0,5	1,2	-15,1	2,2	-10,6	-9,0
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>28,4</b>	<b>-</b>	<b>25,4</b>	<b>20,9</b>	<b>15,6</b>	<b>-</b>	<b>21,7</b>	<b>15,6</b>	<b>17,1</b>
Guadeloupe	32,8	-	-	10,0	6,0	-	11,3	6,0	10,2
Martinique	-	-	-	30,0	18,1	-	30,0	18,1	20,9
Guyane	11,2	-	-27,0	28,6	14,4	-	7,3	14,4	12,3
Réunion	-	-	-	-	15,7	-	-	15,7	15,7
Mayotte	-	-	54,7	45,3	-	-	49,0	-	49,0
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	24,2	26,7	16,7	24,2	18,4	18,4
- à une CA	-	32,3	22,1	14,5	12,4	1,7	15,5	11,3	12,9
- à une CC à FPU	21,9	16,8	13,0	12,8	17,4	-	15,9	17,4	15,9
- à une CC à FA	34,8	28,4	32,7	43,3	-	-	31,6	-	31,6

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.3.e - Concours et dotations de l'Etat / recettes réelles de fonctionnement**

Concours et dotations de l'Etat : en M14, crédit net des comptes, 741, 742, 744, 745, 746, 7483; en M57, crédit net des comptes 741, 742, 743, 744, 745, 746, 7483  
 Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

*Part relative des concours et dotations de l'Etat dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>17,2</b>	<b>20,1</b>	<b>21,6</b>	<b>23,1</b>	<b>25,5</b>	<b>33,2</b>	<b>21,3</b>	<b>29,9</b>	<b>26,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>17,2</b>	<b>20,1</b>	<b>21,5</b>	<b>23,1</b>	<b>26,2</b>	<b>33,2</b>	<b>21,2</b>	<b>30,4</b>	<b>26,8</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	18,0	23,6	29,1	23,8	26,9	22,1	23,9	22,9	23,2
Bourgogne-Franche-Comté	17,1	19,9	18,4	25,7	24,7	-	21,0	24,7	22,4
Bretagne	12,2	18,8	20,2	21,2	16,8	18,3	20,2	17,3	18,6
Centre-Val de Loire	18,8	22,0	24,6	22,6	29,4	22,5	22,2	27,2	24,6
Corse	10,5	8,7	-	29,4	-	-	18,2	-	18,2
Grand Est	17,5	22,8	25,6	29,8	24,8	19,9	24,9	22,1	23,5
Hauts-de-France	18,3	19,1	17,9	26,6	33,2	34,0	21,7	33,5	29,7
Normandie	14,7	21,3	19,5	25,2	28,8	38,0	21,8	31,4	26,5
Nouvelle-Aquitaine	18,7	17,3	21,8	21,2	20,6	25,6	19,7	23,2	21,5
Occitanie	17,8	17,3	15,9	18,0	21,8	18,1	17,2	19,4	18,4
Pays de la Loire	8,2	21,5	22,7	17,7	25,0	26,5	20,3	25,8	23,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,2	21,5	18,8	22,2	22,4	34,0	20,6	31,4	29,0
Île-de-France	-	19,2	21,6	18,4	31,6	67,3	19,5	57,4	52,6
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>17,2</b>	<b>-</b>	<b>32,7</b>	<b>25,2</b>	<b>18,8</b>	<b>-</b>	<b>25,9</b>	<b>18,8</b>	<b>20,6</b>
Guadeloupe	7,8	-	-	19,5	49,5	-	18,8	49,5	25,0
Martinique	-	-	-	19,3	18,8	-	19,3	18,8	18,9
Guyane	54,3	-	43,5	38,9	17,3	-	41,5	17,3	24,5
Réunion	-	-	-	-	17,2	-	-	17,2	17,2
Mayotte	-	-	26,7	49,7	-	-	40,6	-	40,6
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	25,3	25,1	33,1	25,3	31,7	31,7
- à une CA	-	13,2	18,7	23,4	25,6	35,1	22,8	26,5	25,1
- à une CC à FPU	19,1	20,6	22,8	22,0	31,3	-	21,2	31,3	21,4
- à une CC à FA	11,5	17,6	8,6	10,3	-	-	14,1	-	14,1

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.3.f - Dotation globale de fonctionnement / recettes réelles de fonctionnement**

Dotation globale de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 741

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

*Part relative de la dotation globale de fonctionnement dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>9,3</b>	<b>10,5</b>	<b>12,5</b>	<b>14,6</b>	<b>16,4</b>	<b>25,1</b>	<b>12,3</b>	<b>21,4</b>	<b>17,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>9,3</b>	<b>10,5</b>	<b>12,5</b>	<b>14,4</b>	<b>17,0</b>	<b>25,1</b>	<b>12,2</b>	<b>21,9</b>	<b>18,1</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	8,1	12,7	16,7	14,6	16,6	16,7	13,6	16,7	15,6
Bourgogne-Franche-Comté	10,5	11,7	12,6	17,4	15,9	-	13,4	15,9	14,3
Bretagne	8,6	11,2	12,9	13,6	14,1	14,2	12,7	14,1	13,5
Centre-Val de Loire	13,1	11,2	15,6	14,6	21,1	19,8	13,1	20,7	16,6
Corse	6,0	4,6	-	19,5	-	-	11,5	-	11,5
Grand Est	8,9	10,4	12,5	16,5	18,0	12,8	12,5	15,1	13,9
Hauts-de-France	9,7	10,1	10,2	16,4	14,4	25,1	12,6	18,3	16,5
Normandie	9,1	9,2	13,3	14,3	13,4	23,4	12,2	16,3	14,2
Nouvelle-Aquitaine	10,4	9,7	12,0	13,6	16,5	18,2	11,6	17,4	14,5
Occitanie	9,5	8,6	9,9	11,9	17,2	12,0	10,0	13,9	12,0
Pays de la Loire	5,1	11,4	11,4	11,4	15,2	18,5	11,3	17,1	14,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,1	10,8	12,5	13,9	18,0	21,5	12,3	20,7	18,8
Île-de-France	-	11,0	13,9	13,0	25,3	57,3	12,6	48,5	44,0
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>13,3</b>	<b>-</b>	<b>13,4</b>	<b>19,2</b>	<b>10,0</b>	<b>-</b>	<b>18,3</b>	<b>10,0</b>	<b>12,0</b>
- dont Guadeloupe	3,9	-	-	15,0	29,3	-	14,4	29,3	17,4
- dont Martinique	-	-	-	11,5	13,2	-	11,5	13,2	12,8
- dont Guyane	50,2	-	16,9	37,4	11,9	-	30,6	11,9	17,4
- dont Réunion	-	-	-	-	7,6	-	-	7,6	7,6
- dont Mayotte	-	-	11,5	38,2	-	-	27,6	-	27,6
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	17,7	15,5	25,1	17,7	23,5	23,5
- à une CA	-	9,5	13,1	15,1	16,8	24,2	14,9	17,6	16,5
- à une CC à FPU	10,5	11,1	12,8	11,7	10,9	-	11,6	10,9	11,6
- à une CC à FA	5,8	5,8	4,1	6,5	-	-	5,6	-	5,6

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

### T 4.3.g - Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement

Ventes de produits, prestations de services, marchandises : en M14 et M57, crédit net du compte 70.

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

Part relative des ventes de produits, prestations de services, marchandises dans le total des recettes de fonctionnement.

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>10,3</b>	<b>10,0</b>	<b>11,0</b>	<b>9,3</b>	<b>9,9</b>	<b>9,3</b>	<b>10,0</b>	<b>9,5</b>	<b>9,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>10,3</b>	<b>10,0</b>	<b>11,1</b>	<b>9,6</b>	<b>10,5</b>	<b>9,3</b>	<b>10,2</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	7,3	8,6	6,5	8,1	13,6	5,5	7,8	6,9	7,2
Bourgogne-Franche-Comté	15,0	16,3	12,7	13,9	10,4	-	14,9	10,4	13,2
Bretagne	13,9	9,5	8,9	11,7	20,7	14,3	10,4	18,7	15,1
Centre-Val de Loire	12,4	11,9	9,3	19,7	13,8	11,9	13,6	13,2	13,4
Corse	7,0	5,0	-	4,6	-	-	5,7	-	5,7
Grand Est	11,8	9,3	18,7	16,5	9,5	34,5	14,1	23,0	18,7
Hauts-de-France	7,9	7,5	8,1	7,0	11,1	2,6	7,5	8,0	7,8
Normandie	7,8	9,8	11,8	10,4	8,3	7,6	10,4	8,1	9,3
Nouvelle-Aquitaine	11,7	8,9	8,4	7,8	13,7	11,9	8,8	12,8	10,8
Occitanie	9,9	11,4	11,1	9,5	6,2	7,1	10,5	6,8	8,6
Pays de la Loire	14,9	11,5	19,5	8,5	10,1	15,6	13,0	13,2	13,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,5	6,6	8,2	5,3	5,1	9,5	6,3	8,5	8,0
Île-de-France	-	6,5	4,5	4,3	4,2	5,2	5,0	4,9	4,9
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>4,3</b>	<b>-</b>	<b>1,1</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>-</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>
Guadeloupe	5,2	-	-	1,3	0,3	-	1,5	0,3	1,3
Martinique	-	-	-	1,9	3,0	-	1,9	3,0	2,7
Guyane	0,7	-	2,8	5,2	3,4	-	4,0	3,4	3,6
Réunion	-	-	-	-	3,3	-	-	3,3	3,3
Mayotte	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1	-	0,1
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	12,4	11,4	9,3	12,4	9,7	9,7
- à une CA	-	6,6	15,2	9,9	9,4	9,0	10,4	9,4	9,8
- à une CC à FPU	10,5	10,3	10,4	6,4	4,4	-	9,9	4,4	9,8
- à une CC à FA	9,6	8,3	8,1	2,1	-	-	8,7	-	8,7

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.3.h – Taux d'épargne brute : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement**

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>14,5</b>	<b>16,1</b>	<b>16,3</b>	<b>18,2</b>	<b>19,1</b>	<b>22,2</b>	<b>16,8</b>	<b>20,9</b>	<b>19,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>14,5</b>	<b>16,1</b>	<b>16,4</b>	<b>18,6</b>	<b>19,7</b>	<b>22,2</b>	<b>16,9</b>	<b>21,2</b>	<b>19,5</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	17,5	18,5	18,1	24,2	20,2	21,4	21,0	21,2	21,1
Bourgogne-Franche-Comté	13,3	16,4	15,1	18,0	21,4	-	16,1	21,4	18,1
Bretagne	13,3	20,0	20,6	18,8	18,1	27,9	19,5	21,1	20,4
Centre-Val de Loire	13,4	12,6	15,6	17,8	20,9	19,5	14,7	20,5	17,4
Corse	10,0	13,1	-	12,1	-	-	11,4	-	11,4
Grand Est	14,4	17,2	16,6	13,3	18,1	18,3	15,6	18,2	17,0
Hauts-de-France	7,8	16,1	14,6	18,9	20,1	25,7	16,7	22,2	20,4
Normandie	14,6	16,7	13,5	13,3	18,5	16,3	14,5	17,9	16,1
Nouvelle-Aquitaine	14,0	15,3	15,5	16,4	18,3	24,5	15,5	21,6	18,6
Occitanie	14,5	14,9	15,7	17,2	21,9	22,8	15,7	22,5	19,2
Pays de la Loire	20,1	16,5	15,9	19,8	22,6	28,7	17,5	26,1	22,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,4	16,3	21,8	18,0	15,7	22,6	17,6	21,1	20,3
Île-de-France	-	10,8	16,9	23,2	20,5	20,2	17,7	20,3	20,0
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>20,1</b>	<b>-</b>	<b>11,6</b>	<b>10,5</b>	<b>12,1</b>	<b>-</b>	<b>11,0</b>	<b>12,1</b>	<b>11,9</b>
Guadeloupe	21,1	-	-	8,3	26,1	-	9,0	26,1	12,4
Martinique	-	-	-	9,7	9,4	-	9,7	9,4	9,5
Guyane	16,1	-	9,0	29,3	13,5	-	21,1	13,5	15,8
Réunion	-	-	-	-	11,9	-	-	11,9	11,9
Mayotte	-	-	13,1	10,0	-	-	11,2	-	11,2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	17,9	21,7	22,1	17,9	22,0	22,0
- à une CA	-	17,0	12,5	17,9	18,1	23,3	17,3	18,6	18,1
- à une CC à FPU	14,4	16,2	17,0	19,9	22,7	-	16,6	22,7	16,7
- à une CC à FA	14,7	14,7	17,7	20,8	-	-	15,2	-	15,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 4.4 - Ratios financiers 2022 : dépenses d'investissement par régions

### T 4.4.a – Dépenses réelles d'investissement / population

Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

*Niveau des dépenses d'investissement réalisées, en euros par habitant.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>167</b>	<b>121</b>	<b>121</b>	<b>151</b>	<b>223</b>	<b>295</b>	<b>137</b>	<b>263</b>	<b>207</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>168</b>	<b>121</b>	<b>121</b>	<b>157</b>	<b>231</b>	<b>295</b>	<b>138</b>	<b>268</b>	<b>209</b>
<i>Groupements selon l'appartenance à une région :</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	203	126	134	202	190	449	169	364	260
Bourgogne-Franche-Comté	123	108	118	149	256	-	122	256	161
Bretagne	190	134	103	154	225	395	134	277	198
Centre-Val de Loire	96	139	93	140	314	262	122	299	194
Corse	122	40	-	115	-	-	108	-	108
Grand Est	175	138	104	150	234	441	137	314	203
Hauts-de-France	147	99	132	132	255	375	121	296	222
Normandie	196	114	100	118	311	264	116	295	192
Nouvelle-Aquitaine	154	122	136	164	254	516	143	375	237
Occitanie	215	133	162	185	215	579	168	389	268
Pays de la Loire	200	122	113	149	242	373	128	311	217
Provence-Alpes-Côte d'Azur	180	111	119	126	163	347	126	301	257
Île-de-France	-	90	77	129	175	128	100	137	133
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>121</b>	<b>-</b>	<b>142</b>	<b>69</b>	<b>142</b>	<b>-</b>	<b>79</b>	<b>142</b>	<b>119</b>
Guadeloupe	181	-	-	68	121	-	73	121	85
Martinique	-	-	-	36	104	-	36	104	86
Guyane	33	-	80	75	93	-	74	93	84
Réunion	-	-	-	-	165	-	-	165	165
Mayotte	-	-	172	84	-	-	104	-	104
<i>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</i>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	224	363	305	224	313	313
- à une CA	-	374	144	163	190	176	163	188	179
- à une CC à FPU	167	122	122	108	189	-	126	189	127
- à une CC à FA	168	106	71	65	-	-	119	-	119

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.4.a bis – Dépenses réelles d'investissement hors remboursements / population**

En M14 et M57 :

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238

**Niveau hors remboursements de dette, en euros par habitant.**

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>140</b>	<b>102</b>	<b>101</b>	<b>127</b>	<b>177</b>	<b>234</b>	<b>114</b>	<b>209</b>	<b>166</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>140</b>	<b>102</b>	<b>101</b>	<b>131</b>	<b>183</b>	<b>234</b>	<b>115</b>	<b>212</b>	<b>169</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	173	106	115	177	141	329	146	268	203
Bourgogne-Franche-Comté	105	90	91	125	217	-	102	217	135
Bretagne	180	116	88	139	185	323	118	227	166
Centre-Val de Loire	77	110	80	108	261	217	97	248	159
Corse	102	28	-	106	-	-	94	-	94
Grand Est	143	118	81	127	179	351	114	245	163
Hauts-de-France	120	84	113	104	197	307	100	235	178
Normandie	164	95	83	96	265	230	96	253	162
Nouvelle-Aquitaine	126	101	107	133	209	470	116	329	203
Occitanie	180	110	136	143	176	462	138	312	217
Pays de la Loire	167	102	101	131	214	296	111	257	182
Provence-Alpes-Côte d'Azur	147	98	99	105	128	266	106	231	200
Île-de-France	-	76	65	94	115	101	80	103	101
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>138</b>	<b>66</b>	<b>114</b>	<b>-</b>	<b>75</b>	<b>114</b>	<b>100</b>
Guadeloupe	147	-	-	64	93	-	67	93	73
Martinique	-	-	-	31	75	-	31	75	63
Guyane	27	-	77	73	92	-	71	92	82
Réunion	-	-	-	-	132	-	-	132	132
Mayotte	-	-	168	82	-	-	103	-	103
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	172	294	243	172	250	249
- à une CA	-	338	113	136	149	129	136	146	142
- à une CC à FPU	139	102	103	93	177	-	106	177	107
- à une CC à FA	140	88	59	64	-	-	100	-	100

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.4.b – Dépenses d'équipement / population**

En M14 et M57 :

Dépenses d'équipement : débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237, 238

*Evaluation de l'effort d'équipement, en euros par habitant.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>117</b>	<b>82</b>	<b>80</b>	<b>87</b>	<b>118</b>	<b>164</b>	<b>87</b>	<b>144</b>	<b>118</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>117</b>	<b>82</b>	<b>80</b>	<b>90</b>	<b>120</b>	<b>164</b>	<b>88</b>	<b>146</b>	<b>120</b>
<i>Groupements selon l'appartenance à une région :</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	142	87	93	97	93	226	99	183	138
Bourgogne-Franche-Comté	89	69	77	95	148	-	81	148	100
Bretagne	87	75	50	78	105	177	69	127	95
Centre-Val de Loire	66	95	55	96	201	137	82	183	123
Corse	95	26	-	91	-	-	84	-	84
Grand Est	120	88	61	100	111	270	88	172	120
Hauts-de-France	75	70	92	80	115	215	80	149	120
Normandie	148	84	67	77	182	176	80	180	123
Nouvelle-Aquitaine	107	86	88	97	151	315	93	226	147
Occitanie	153	90	111	97	117	343	109	224	161
Pays de la Loire	137	79	80	96	151	190	85	172	127
Provence-Alpes-Côte d'Azur	102	66	84	74	57	202	76	166	144
Île-de-France	-	70	56	72	89	68	67	72	71
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>94</b>	<b>-</b>	<b>125</b>	<b>50</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>60</b>	<b>91</b>	<b>80</b>
Guadeloupe	139	-	-	53	55	-	57	55	56
Martinique	-	-	-	21	53	-	21	53	44
Guyane	27	-	77	70	91	-	69	91	81
Réunion	-	-	-	-	107	-	-	107	107
Mayotte	-	-	148	50	-	-	73	-	73
<i>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</i>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	144	210	170	144	175	175
- à une CA	-	317	96	91	96	98	93	96	95
- à une CC à FPU	115	82	81	72	132	-	85	132	85
- à une CC à FA	122	66	49	7	-	-	79	-	79

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

#### T 4.4.b bis – (R4) : Dépenses d'équipement y compris travaux en régie et dépenses pour compte de tiers / population

En M14 et M57 :

Dépenses d'équipement : débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236 (M57), 237, 238

Travaux en régie : crédit du compte 72 (en opération budgétaire)

Dépenses pour compte de tiers : débit des comptes 454, 456 (455 en M57) et 458

##### Evaluation de l'effort d'équipement, en euros par habitant

Ratio (R4) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>125</b>	<b>85</b>	<b>83</b>	<b>91</b>	<b>126</b>	<b>169</b>	<b>91</b>	<b>150</b>	<b>124</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>125</b>	<b>85</b>	<b>83</b>	<b>94</b>	<b>129</b>	<b>169</b>	<b>92</b>	<b>152</b>	<b>125</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	148	92	96	103	96	244	104	196	147
Bourgogne-Franche-Comté	95	72	78	96	161	-	83	161	106
Bretagne	89	77	51	81	130	181	71	145	104
Centre-Val de Loire	68	97	55	97	203	140	83	185	124
Corse	96	26	-	92	-	-	85	-	85
Grand Est	129	94	62	101	114	280	92	178	124
Hauts-de-France	86	72	96	81	133	217	82	162	128
Normandie	153	86	67	79	190	176	82	185	126
Nouvelle-Aquitaine	113	90	92	102	155	326	98	234	153
Occitanie	167	96	123	103	126	353	118	234	171
Pays de la Loire	137	82	81	98	155	197	87	177	131
Provence-Alpes-Côte d'Azur	120	67	84	82	62	206	83	170	148
Île-de-France	-	70	57	83	90	70	71	74	73
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>94</b>	<b>-</b>	<b>125</b>	<b>50</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>60</b>	<b>91</b>	<b>80</b>
Guadeloupe	139	-	-	53	55	-	57	55	56
Martinique	-	-	-	22	53	-	22	53	45
Guyane	27	-	77	70	91	-	69	91	81
Réunion	-	-	-	-	107	-	-	107	107
Mayotte	-	-	148	50	-	-	73	-	73
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	145	219	175	145	181	181
- à une CA	-	323	100	96	103	103	97	103	101
- à une CC à FPU	123	86	83	74	135	-	88	135	89
- à une CC à FA	130	68	52	7	-	-	84	-	84

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

#### T 4.4.c – (R10) Taux d'équipement : dépenses d'équipement y compris travaux en régie et dépenses pour compte de tiers / recettes réelles de fonctionnement

En M14 et M57 :

Dépenses d'équipement : débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236 (M57), 237, 238

Travaux en régie : crédit du compte 72 (en opération budgétaire)

Dépenses pour compte de tiers : débit des comptes 454, 456 (455 en M57) et 458

Recettes réelles de fonctionnement : crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

##### Comparaison de l'effort d'équipement au niveau des recettes réelles de fonctionnement

Ratio (R10) de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>26,0</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>	<b>18,4</b>	<b>22,3</b>	<b>28,2</b>	<b>20,1</b>	<b>25,7</b>	<b>23,5</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>26,1</b>	<b>20,0</b>	<b>19,9</b>	<b>18,5</b>	<b>23,0</b>	<b>28,2</b>	<b>20,1</b>	<b>26,1</b>	<b>23,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	23,8	21,5	27,0	19,2	18,3	19,4	21,7	19,2	20,1
Bourgogne-Franche-Comté	25,8	19,7	15,9	16,5	24,7	-	19,5	24,7	21,4
Bretagne	14,0	19,5	14,9	18,1	20,5	27,7	17,7	22,7	20,5
Centre-Val de Loire	21,4	21,0	15,3	18,9	38,7	23,2	19,5	33,8	26,2
Corse	19,9	3,8	-	18,6	-	-	16,5	-	16,5
Grand Est	30,7	24,0	14,1	22,5	19,6	25,7	21,8	22,9	22,4
Hauts-de-France	32,4	19,5	21,4	19,2	21,2	30,7	20,1	24,7	23,2
Normandie	25,9	19,6	15,7	14,7	28,5	33,9	17,2	30,1	23,5
Nouvelle-Aquitaine	25,3	19,4	22,6	19,3	25,5	40,0	20,8	33,2	27,1
Occitanie	31,3	18,6	23,3	16,7	25,3	36,7	21,6	32,6	27,3
Pays de la Loire	17,4	19,1	20,6	20,1	27,0	29,0	19,9	28,1	24,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,7	14,4	16,9	15,6	12,0	34,1	15,9	29,1	26,1
Île-de-France	-	20,5	17,5	18,7	21,5	26,2	19,0	24,9	24,1
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>19,3</b>	<b>-</b>	<b>37,3</b>	<b>15,6</b>	<b>15,8</b>	<b>-</b>	<b>18,3</b>	<b>15,8</b>	<b>16,4</b>
Guadeloupe	21,5	-	-	12,3	17,1	-	12,8	17,1	13,7
Martinique	-	-	-	4,4	9,2	-	4,4	9,2	8,0
Guyane	11,0	-	20,9	39,2	18,8	-	30,9	18,8	22,4
Réunion	-	-	-	-	17,3	-	-	17,3	17,3
Mayotte	-	-	46,4	32,9	-	-	38,2	-	38,2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	18,1	29,4	28,4	18,1	28,6	28,5
- à une CA	-	35,0	15,5	18,3	19,8	23,9	18,2	20,2	19,5
- à une CC à FPU	25,6	20,2	21,0	18,8	27,0	-	21,1	27,0	21,1
- à une CC à FA	27,4	17,0	17,4	3,4	-	-	20,9	-	20,9

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.4.d – Subventions d'équipement versées / dépenses réelles d'investissement**

Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Subventions d'équipement versées : débit du compte 204 et 2324 en M57

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

**Rapport entre les subventions d'équipement versées et les dépenses d'investissement.**

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>6,6</b>	<b>10,2</b>	<b>12,5</b>	<b>15,7</b>	<b>17,7</b>	<b>16,8</b>	<b>12,4</b>	<b>17,1</b>	<b>15,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>6,6</b>	<b>10,2</b>	<b>12,6</b>	<b>15,7</b>	<b>18,0</b>	<b>16,8</b>	<b>12,3</b>	<b>17,2</b>	<b>15,8</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	8,4	7,9	12,3	11,6	19,1	15,1	10,7	15,8	14,0
Bourgogne-Franche-Comté	8,1	10,8	7,7	18,5	17,5	-	12,1	17,5	14,6
Bretagne	48,5	28,9	32,3	36,4	23,0	33,6	33,5	27,6	29,8
Centre-Val de Loire	6,9	7,6	19,5	6,6	8,7	24,2	9,2	12,5	11,3
Corse	3,8	5,9	-	11,7	-	-	7,6	-	7,6
Grand Est	5,8	12,4	13,3	10,7	12,7	11,0	11,1	11,8	11,5
Hauts-de-France	23,4	8,5	11,5	14,8	21,5	19,0	12,3	20,4	18,5
Normandie	2,4	5,9	10,4	12,8	19,5	15,3	9,0	18,2	15,0
Nouvelle-Aquitaine	4,4	6,7	9,9	16,2	16,3	18,8	10,5	17,9	15,2
Occitanie	6,0	7,7	7,8	17,1	18,9	16,7	9,8	17,4	14,8
Pays de la Loire	14,2	12,1	16,6	20,4	20,4	17,1	16,4	18,3	17,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,4	15,6	12,1	14,8	27,7	11,0	13,3	13,2	13,2
Île-de-France	-	2,4	2,2	9,2	12,8	20,6	5,6	18,7	17,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>7,3</b>	<b>17,0</b>	<b>12,9</b>	<b>-</b>	<b>14,3</b>	<b>12,9</b>	<b>13,3</b>
Guadeloupe	0,0	-	-	0,9	22,9	-	0,8	22,9	8,9
Martinique	-	-	-	26,2	17,4	-	26,2	17,4	18,4
Guyane	0,0	-	0,0	3,8	0,6	-	2,8	0,6	1,5
Réunion	-	-	-	-	12,4	-	-	12,4	12,4
Mayotte	-	-	9,0	39,0	-	-	27,3	-	27,3
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	11,6	12,9	17,2	11,6	16,5	16,4
- à une CA	-	1,9	7,9	15,9	19,8	10,2	15,1	18,8	17,6
- à une CC à FPU	7,1	9,8	13,4	15,4	21,2	-	11,0	21,2	11,2
- à une CC à FA	5,4	15,3	7,5	0,0	-	-	9,7	-	9,7

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.4.e – Emprunts réalisés / dépenses réelles d'investissement**

Les emprunts réalisés et les remboursements de dettes sont calculés hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229

diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>20,3</b>	<b>21,2</b>	<b>19,8</b>	<b>18,1</b>	<b>23,0</b>	<b>26,7</b>	<b>19,6</b>	<b>25,3</b>	<b>23,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>19,8</b>	<b>21,2</b>	<b>20,0</b>	<b>18,2</b>	<b>22,5</b>	<b>26,7</b>	<b>19,6</b>	<b>25,2</b>	<b>23,6</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	21,7	29,5	22,6	14,1	13,7	18,2	19,4	17,5	18,1
Bourgogne-Franche-Comté	13,7	25,7	30,6	19,9	10,7	-	21,7	10,7	16,7
Bretagne	19,5	29,3	19,0	18,3	12,7	32,5	21,6	21,3	21,4
Centre-Val de Loire	5,1	20,2	24,2	16,8	35,9	17,1	18,0	31,2	26,3
Corse	8,2	0,0	-	0,1	-	-	4,0	-	4,0
Grand Est	16,5	21,3	22,0	18,5	19,2	22,9	19,9	21,2	20,6
Hauts-de-France	8,2	11,9	18,2	17,5	26,6	30,5	16,1	28,3	25,4
Normandie	24,5	12,0	18,9	17,2	31,1	16,3	16,7	26,5	23,1
Nouvelle-Aquitaine	14,5	22,8	21,0	26,4	25,1	17,0	22,5	20,0	20,9
Occitanie	28,1	18,8	22,6	23,9	24,4	37,5	23,3	33,7	30,1
Pays de la Loire	57,5	18,3	14,4	10,8	15,5	26,3	15,2	22,3	20,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25,7	15,8	10,8	23,9	20,1	34,0	20,1	32,1	30,6
Île-de-France	-	20,6	7,0	13,6	23,3	27,6	14,2	26,5	25,6
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>145,7</b>	<b>-</b>	<b>5,4</b>	<b>16,1</b>	<b>31,9</b>	<b>-</b>	<b>18,4</b>	<b>31,9</b>	<b>28,7</b>
Guadeloupe	164,0	-	-	39,4	47,3	-	50,9	47,3	49,6
Martinique	-	-	-	0,0	21,4	-	0,0	21,4	19,0
Guyane	0,0	-	0,0	0,2	0,0	-	0,1	0,0	0,1
Réunion	-	-	-	-	35,7	-	-	35,7	35,7
Mayotte	-	-	6,6	0,0	-	-	2,5	-	2,5
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	17,7	24,5	26,3	17,7	26,0	26,0
- à une CA	-	9,2	20,6	19,2	22,4	33,9	19,2	23,7	22,1
- à une CC à FPU	19,8	21,9	19,7	13,0	16,9	-	19,9	16,9	19,9
- à une CC à FA	21,8	17,3	21,4	0,0	-	-	19,5	-	19,5

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 4.5 - Ratios financiers 2022 : recettes d'investissement par région

## T 4.5.a – Recettes réelles d'investissement (y compris emprunts) / population

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

Niveau des recettes d'investissement réalisées, en euros par habitant.

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>107</b>	<b>74</b>	<b>67</b>	<b>78</b>	<b>123</b>	<b>167</b>	<b>77</b>	<b>147</b>	<b>116</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>106</b>	<b>74</b>	<b>67</b>	<b>81</b>	<b>126</b>	<b>167</b>	<b>78</b>	<b>150</b>	<b>117</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	123	90	73	89	82	205	89	165	125
Bourgogne-Franche-Comté	72	64	84	79	135	-	72	135	90
Bretagne	84	79	48	80	101	216	71	136	100
Centre-Val de Loire	48	88	55	77	209	165	72	196	122
Corse	68	18	-	38	-	-	48	-	48
Grand Est	113	89	70	87	112	236	87	159	114
Hauts-de-France	115	55	63	62	159	194	61	171	124
Normandie	119	56	54	68	199	115	63	170	108
Nouvelle-Aquitaine	94	76	69	93	156	269	83	208	133
Occitanie	147	70	103	108	121	375	102	242	166
Pays de la Loire	207	74	58	71	114	201	69	160	113
Provence-Alpes-Côte d'Azur	136	64	50	80	81	243	75	202	170
Île-de-France	-	54	40	63	81	74	53	75	73
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>250</b>	<b>-</b>	<b>62</b>	<b>34</b>	<b>89</b>	<b>-</b>	<b>42</b>	<b>89</b>	<b>72</b>
Guadeloupe	374	-	-	49	99	-	61	99	71
Martinique	-	-	-	32	41	-	32	41	39
Guyane	69	-	27	42	56	-	40	56	49
Réunion	-	-	-	-	108	-	-	108	108
Mayotte	-	-	79	11	-	-	27	-	27
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	112	201	172	112	176	176
- à une CA	-	205	81	84	104	107	85	104	97
- à une CC à FPU	108	75	67	58	88	-	75	88	75
- à une CC à FA	104	56	41	5	-	-	68	-	68

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.5.a bis – Recettes réelles d'investissement hors emprunts / population**

En M14 et M57 :

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes, 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775

**Niveau des recettes d'investissement réalisées hors emprunts, en euros par habitant.**

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>73</b>	<b>48</b>	<b>43</b>	<b>51</b>	<b>71</b>	<b>88</b>	<b>50</b>	<b>81</b>	<b>67</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>73</b>	<b>48</b>	<b>43</b>	<b>53</b>	<b>74</b>	<b>88</b>	<b>51</b>	<b>82</b>	<b>68</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	79	53	43	61	56	123	57	101	77
Bourgogne-Franche-Comté	56	36	48	49	107	-	45	107	63
Bretagne	47	40	28	52	72	87	42	77	57
Centre-Val de Loire	43	60	32	53	96	120	50	103	71
Corse	58	18	-	38	-	-	44	-	44
Grand Est	84	60	47	59	67	135	59	93	72
Hauts-de-France	103	43	39	39	91	80	41	87	68
Normandie	71	42	35	48	102	72	43	92	64
Nouvelle-Aquitaine	72	48	41	50	92	181	50	133	84
Occitanie	87	45	67	64	69	158	63	111	85
Pays de la Loire	93	52	41	55	77	103	50	91	70
Provence-Alpes-Côte d'Azur	89	47	37	49	48	125	50	106	92
Île-de-France	-	36	35	45	40	39	39	39	39
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>74</b>	<b>-</b>	<b>55</b>	<b>23</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>43</b>	<b>38</b>
Guadeloupe	78	-	-	22	42	-	24	42	28
Martinique	-	-	-	32	19	-	32	19	23
Guyane	69	-	27	42	56	-	40	56	49
Réunion	-	-	-	-	49	-	-	49	49
Mayotte	-	-	68	11	-	-	24	-	24
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	73	112	92	73	95	94
- à une CA	-	171	51	53	62	47	53	60	57
- à une CC à FPU	75	48	43	44	56	-	49	56	50
- à une CC à FA	67	38	26	5	-	-	45	-	45

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.5.b – Dotations et subventions d'équipement / recettes réelles d'investissement**

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Dotations et subventions d'équipement : crédit des comptes 13, 102 excepté les comptes 139, 1027, 10222, 10229

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229

augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>41,7</b>	<b>36,6</b>	<b>34,5</b>	<b>30,9</b>	<b>31,5</b>	<b>30,2</b>	<b>34,9</b>	<b>30,7</b>	<b>31,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>42,0</b>	<b>36,6</b>	<b>34,2</b>	<b>30,6</b>	<b>31,5</b>	<b>30,2</b>	<b>34,8</b>	<b>30,6</b>	<b>31,9</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	38,7	34,5	30,8	34,1	41,3	28,2	34,2	30,3	31,8
Bourgogne-Franche-Comté	45,3	33,1	38,3	41,6	53,4	-	38,8	53,4	45,1
Bretagne	44,4	28,3	30,3	30,5	33,3	22,0	29,9	27,8	28,6
Centre-Val de Loire	61,2	37,3	39,0	40,5	22,7	57,3	41,0	30,9	34,5
Corse	63,4	70,7	-	52,5	-	-	59,9	-	59,9
Grand Est	48,2	38,1	32,5	30,2	30,9	34,7	36,3	33,1	34,6
Hauts-de-France	48,3	43,1	34,2	32,5	28,2	21,9	36,5	25,8	28,0
Normandie	36,0	49,7	37,4	27,3	27,2	38,6	37,3	29,8	32,3
Nouvelle-Aquitaine	49,5	33,8	27,2	24,8	32,1	32,0	31,9	32,0	32,0
Occitanie	32,3	36,5	34,1	28,3	31,7	26,0	32,7	27,5	29,2
Pays de la Loire	32,6	34,8	43,0	35,1	34,2	24,6	37,1	27,9	30,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38,5	45,7	41,8	24,6	45,4	33,7	33,2	34,9	34,7
Île-de-France	-	33,4	44,1	17,9	21,9	32,0	29,1	29,9	29,8
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>19,0</b>	<b>-</b>	<b>61,7</b>	<b>43,2</b>	<b>31,8</b>	<b>-</b>	<b>43,1</b>	<b>31,8</b>	<b>34,2</b>
Guadeloupe	17,3	-	-	27,7	18,1	-	25,3	18,1	22,7
Martinique	-	-	-	43,2	16,5	-	43,2	16,5	22,4
Guyane	32,9	-	65,1	75,8	77,3	-	70,2	77,3	74,5
Réunion	-	-	-	-	31,0	-	-	31,0	31,0
Mayotte	-	-	61,1	79,7	-	-	66,7	-	66,7
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	34,2	32,6	31,1	34,2	31,3	31,3
- à une CA	-	53,3	39,5	29,7	31,1	14,0	30,9	29,1	29,7
- à une CC à FPU	42,2	36,4	33,6	36,6	23,3	-	36,7	23,3	36,5
- à une CC à FA	40,4	35,6	39,0	51,4	-	-	38,4	-	38,4

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.5.c – Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) / recettes réelles d'investissement**

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

FCTVA : recette du compte 10222

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269,279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>15,6</b>	<b>15,2</b>	<b>16,3</b>	<b>14,9</b>	<b>12,2</b>	<b>11,3</b>	<b>15,4</b>	<b>11,6</b>	<b>12,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15,7</b>	<b>15,2</b>	<b>16,2</b>	<b>14,8</b>	<b>12,1</b>	<b>11,3</b>	<b>15,4</b>	<b>11,6</b>	<b>12,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	15,0	13,2	17,1	12,9	13,4	13,2	14,1	13,2	13,6
Bourgogne-Franche-Comté	19,1	12,3	12,5	14,3	14,5	-	14,4	14,5	14,4
Bretagne	9,4	13,0	11,7	13,7	11,0	8,6	13,0	9,8	11,1
Centre-Val de Loire	20,6	15,9	13,6	19,8	7,8	10,7	16,9	8,5	11,4
Corse	20,1	24,4	-	20,3	-	-	20,4	-	20,4
Grand Est	13,7	12,9	10,5	12,3	16,6	10,1	12,4	12,9	12,7
Hauts-de-France	14,1	19,1	18,5	16,8	9,9	9,6	17,9	9,8	11,5
Normandie	17,2	18,1	17,0	19,4	11,9	19,5	18,2	13,7	15,2
Nouvelle-Aquitaine	17,5	16,3	19,8	15,0	11,4	11,8	16,7	11,7	13,5
Occitanie	15,1	17,0	15,0	12,9	12,6	9,0	14,9	10,0	11,6
Pays de la Loire	11,3	16,2	20,6	17,8	15,6	15,7	17,8	15,7	16,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,4	14,6	24,0	15,8	8,2	11,3	15,6	11,0	11,5
Île-de-France	-	20,0	18,6	18,7	15,1	10,6	19,1	11,5	12,1
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>3,2</b>	<b>-</b>	<b>25,9</b>	<b>18,0</b>	<b>13,6</b>	<b>-</b>	<b>17,3</b>	<b>13,6</b>	<b>14,4</b>
Guadeloupe	3,5	-	-	12,1	11,4	-	10,1	11,4	10,6
Martinique	-	-	-	38,2	29,5	-	38,2	29,5	31,5
Guyane	0,9	-	34,9	21,1	22,7	-	21,3	22,7	22,2
Réunion	-	-	-	-	11,2	-	-	11,2	11,2
Mayotte	-	-	24,4	19,6	-	-	23,0	-	23,0
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	21,6	12,3	11,3	21,6	11,4	11,5
- à une CA	-	20,1	15,5	14,5	11,9	12,1	14,7	12,0	12,8
- à une CC à FPU	15,4	15,0	16,6	16,3	23,7	-	15,6	23,7	15,7
- à une CC à FA	16,1	16,6	14,3	8,6	-	-	16,1	-	16,1

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.5.d – Autres recettes d'investissement / recettes réelles d'investissement**

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

Autres recettes : ce sont les recettes réelles d'investissement hors emprunts moins les dotations et subventions d'équipement et moins le fonds de compensation pour la TVA.

Les recettes réelles d'investissement : en M14 et M57, crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>10,9</b>	<b>13,2</b>	<b>13,2</b>	<b>19,1</b>	<b>14,4</b>	<b>11,3</b>	<b>14,9</b>	<b>12,5</b>	<b>13,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>10,9</b>	<b>13,2</b>	<b>13,4</b>	<b>19,4</b>	<b>15,1</b>	<b>11,3</b>	<b>15,1</b>	<b>12,7</b>	<b>13,4</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	10,4	11,0	10,6	21,0	13,5	18,7	15,1	17,8	16,8
Bourgogne-Franche-Comté	12,3	11,4	6,2	6,6	11,8	-	9,8	11,8	10,6
Bretagne	2,1	9,2	16,9	20,7	27,2	9,8	16,1	18,8	17,7
Centre-Val de Loire	7,9	15,0	6,3	9,1	15,4	4,9	11,4	12,9	12,4
Corse	1,6	4,9	-	26,9	-	-	10,7	-	10,7
Grand Est	12,7	16,1	24,1	25,7	12,2	12,4	19,8	12,3	15,9
Hauts-de-France	27,0	16,4	9,3	13,5	19,1	9,7	13,5	15,5	15,0
Normandie	6,5	7,8	10,1	23,5	12,3	4,7	13,7	10,5	11,6
Nouvelle-Aquitaine	9,3	13,3	11,8	13,7	15,6	23,6	12,5	20,4	17,5
Occitanie	11,6	11,1	15,5	17,8	12,4	7,1	14,1	8,5	10,4
Pays de la Loire	0,7	18,9	8,2	24,3	17,4	10,8	16,9	13,1	14,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,0	12,2	8,4	21,8	5,8	6,4	17,6	6,4	7,6
Île-de-France	-	12,5	23,9	35,5	12,9	9,7	25,0	10,4	11,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>7,4</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	<b>6,1</b>	<b>3,4</b>	<b>-</b>	<b>5,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>
Guadeloupe	0,0	-	-	5,0	12,6	-	3,9	12,6	7,0
Martinique	-	-	-	18,6	0,3	-	18,6	0,3	4,3
Guyane	66,2	-	0,0	2,7	0,0	-	8,3	0,0	3,2
Réunion	-	-	-	-	3,0	-	-	3,0	3,0
Mayotte	-	-	0,3	0,7	-	-	0,4	-	0,4
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	9,0	11,0	11,0	9,0	11,0	10,9
- à une CA	-	9,9	8,2	18,5	16,0	17,8	17,6	16,2	16,7
- à une CC à FPU	11,8	13,0	14,0	23,2	16,8	-	14,1	16,8	14,1
- à une CC à FA	8,2	15,4	9,8	39,9	-	-	11,3	-	11,3

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 4.6 - Ratios financiers 2022 : charge de la dette et marge de manœuvre par région

## T 4.6.a – (R5) : Encours de la dette au 31/12/2022 / population

En M14 et M57 :

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

Evaluation de l'endettement total en fin d'exercice, en euros par habitant.

Ratio (R5) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>242</b>	<b>215</b>	<b>202</b>	<b>265</b>	<b>479</b>	<b>643</b>	<b>232</b>	<b>571</b>	<b>419</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>241</b>	<b>215</b>	<b>204</b>	<b>280</b>	<b>490</b>	<b>643</b>	<b>237</b>	<b>579</b>	<b>425</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	306	243	193	248	449	1 037	241	846	524
Bourgogne-Franche-Comté	171	204	304	316	359	-	233	359	269
Bretagne	136	226	118	222	373	792	193	501	329
Centre-Val de Loire	176	235	158	247	703	371	211	609	372
Corse	92	112	-	186	-	-	136	-	136
Grand Est	236	238	231	271	614	884	245	717	421
Hauts-de-France	61	148	247	251	545	689	214	594	433
Normandie	308	193	207	219	523	402	212	481	326
Nouvelle-Aquitaine	226	223	225	406	500	685	282	585	405
Occitanie	314	227	282	383	551	1 459	295	984	608
Pays de la Loire	248	238	123	191	279	826	184	566	370
Provence-Alpes-Côte d'Azur	294	165	201	266	341	1 051	232	874	712
Île-de-France	-	184	118	335	506	237	220	289	282
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>383</b>	<b>-</b>	<b>73</b>	<b>51</b>	<b>361</b>	<b>-</b>	<b>61</b>	<b>361</b>	<b>253</b>
Guadeloupe	570	-	-	70	682	-	89	682	242
Martinique	-	-	-	44	280	-	44	280	217
Guyane	107	-	31	7	1	-	18	1	9
Réunion	-	-	-	-	411	-	-	411	411
Mayotte	-	-	94	48	-	-	59	-	59
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	658	763	652	658	668	668
- à une CA	-	461	374	288	415	529	296	428	379
- à une CC à FPU	251	224	188	168	158	-	209	158	208
- à une CC à FA	214	145	110	0	-	-	158	-	158

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.6.b – Annuité de la dette / population**

L'annuité de la dette est calculée hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

L'annuité de la dette comprend les remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 et les charges d'intérêts des emprunts et dettes (débit net du compte 6611)

*Evaluation de la charge de la dette payée, en euros par habitant pour l'exercice considéré.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>32</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>29</b>	<b>55</b>	<b>71</b>	<b>26</b>	<b>64</b>	<b>47</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>32</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	<b>57</b>	<b>71</b>	<b>27</b>	<b>65</b>	<b>48</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	37	24	22	29	58	134	27	109	66
Bourgogne-Franche-Comté	21	22	32	29	46	-	24	46	30
Bretagne	12	21	18	18	46	77	19	56	35
Centre-Val de Loire	22	34	16	37	63	51	29	60	41
Corse	23	15	-	12	-	-	17	-	17
Grand Est	36	24	27	27	66	103	27	80	47
Hauts-de-France	29	18	25	33	67	78	26	70	52
Normandie	39	23	21	26	56	40	24	50	35
Nouvelle-Aquitaine	32	25	34	37	51	54	32	52	40
Occitanie	40	28	32	51	50	144	37	95	63
Pays de la Loire	36	24	14	22	34	88	20	62	41
Provence-Alpes-Côte d'Azur	39	17	23	26	43	101	24	86	71
Île-de-France	-	16	14	41	70	31	24	39	37
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>34</b>	<b>23</b>
Guadeloupe	39	-	-	7	38	-	8	38	16
Martinique	-	-	-	6	34	-	6	34	26
Guyane	9	-	4	2	2	-	3	2	2
Réunion	-	-	-	-	39	-	-	39	39
Mayotte	-	-	4	1	-	-	2	-	2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	67	82	72	67	74	74
- à une CA	-	48	39	32	49	56	32	50	43
- à une CC à FPU	33	24	22	18	15	-	24	15	24
- à une CC à FA	32	20	14	0	-	-	22	-	22

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.6.c – (R11) : Encours de la dette au 31/12/2022 / recettes réelles de fonctionnement (Taux d'endettement)**

En M14 et M57 :

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

Recettes réelles de fonctionnement : crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 (et 75882 en M57)

Ratio R11 de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>50,4</b>	<b>50,5</b>	<b>48,7</b>	<b>53,6</b>	<b>85,2</b>	<b>106,8</b>	<b>51,3</b>	<b>97,7</b>	<b>79,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>50,3</b>	<b>50,5</b>	<b>49,0</b>	<b>55,3</b>	<b>87,3</b>	<b>106,8</b>	<b>51,9</b>	<b>99,0</b>	<b>80,6</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	49,2	56,8	54,4	46,5	85,5	82,4	50,4	82,9	71,7
Bourgogne-Franche-Comté	46,6	55,7	62,0	54,6	54,8	-	54,3	54,8	54,5
Bretagne	21,4	57,3	34,2	49,8	58,8	121,4	47,8	78,3	64,8
Centre-Val de Loire	55,8	51,1	44,0	48,0	133,6	61,5	49,6	111,2	78,3
Corse	19,0	16,2	-	37,6	-	-	26,4	-	26,4
Grand Est	56,2	60,7	52,9	60,2	105,8	81,3	58,0	92,6	76,0
Hauts-de-France	22,9	40,2	55,0	59,3	86,9	97,2	52,1	90,7	78,5
Normandie	52,2	44,0	48,5	40,5	78,5	77,6	44,5	78,2	60,9
Nouvelle-Aquitaine	50,4	47,9	55,1	77,1	82,2	84,1	60,0	83,2	71,7
Occitanie	58,8	44,0	53,5	62,2	111,0	151,8	54,0	137,0	97,4
Pays de la Loire	31,5	55,2	31,3	39,4	48,5	122,0	42,1	90,0	69,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45,7	35,3	40,4	50,4	65,6	174,1	44,9	149,9	125,7
Île-de-France	-	54,0	36,4	75,8	120,6	88,8	58,8	97,6	92,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>78,9</b>	<b>-</b>	<b>21,8</b>	<b>15,8</b>	<b>62,9</b>	<b>-</b>	<b>18,7</b>	<b>62,9</b>	<b>52,2</b>
Guadeloupe	87,7	-	-	16,1	212,1	-	20,0	212,1	58,8
Martinique	-	-	-	9,1	48,4	-	9,1	48,4	39,2
Guyane	44,1	-	8,4	4,1	0,3	-	8,0	0,3	2,6
Réunion	-	-	-	-	66,6	-	-	66,6	66,6
Mayotte	-	-	29,3	32,1	-	-	31,0	-	31,0
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	82,0	102,6	105,8	82,0	105,2	105,0
- à une CA	-	50,1	57,8	55,3	80,0	123,3	55,5	84,2	73,2
- à une CC à FPU	52,3	52,5	47,5	42,7	31,7	-	49,8	31,7	49,6
- à une CC à FA	44,9	36,2	37,3	0,0	-	-	39,2	-	39,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.6.d – Encours de la dette au 31/12/2022 / épargne brute (délai de désendettement)**

En M14 et M57 :

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

*Ce ratio exprime le poids de la dette en nombre d'années d'épargne.*

En nombre d'années

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>4,5</b>	<b>4,8</b>	<b>3,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>3,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	2,8	3,1	3,0	1,9	4,2	3,9	2,4	3,9	3,4
Bourgogne-Franche-Comté	3,5	3,4	4,1	3,0	2,6	-	3,4	2,6	3,0
Bretagne	1,6	2,9	1,7	2,7	3,3	4,4	2,5	3,7	3,2
Centre-Val de Loire	4,2	4,0	2,8	2,7	6,4	3,1	3,4	5,4	4,5
Corse	1,9	1,2	-	3,1	-	-	2,3	-	2,3
Grand Est	3,9	3,5	3,2	4,5	5,8	4,4	3,7	5,1	4,5
Hauts-de-France	2,9	2,5	3,8	3,1	4,3	3,8	3,1	4,1	3,8
Normandie	3,6	2,6	3,6	3,0	4,2	4,7	3,1	4,4	3,8
Nouvelle-Aquitaine	3,6	3,1	3,6	4,7	4,5	3,4	3,9	3,9	3,9
Occitanie	4,1	2,9	3,4	3,6	5,1	6,7	3,4	6,1	5,1
Pays de la Loire	1,6	3,3	2,0	2,0	2,1	4,2	2,4	3,4	3,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,0	2,2	1,9	2,8	4,2	7,7	2,6	7,1	6,2
Île-de-France	-	5,0	2,2	3,3	5,9	4,4	3,3	4,8	4,6
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>3,9</b>	<b>-</b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>	<b>5,2</b>	<b>-</b>	<b>1,7</b>	<b>5,2</b>	<b>4,4</b>
Guadeloupe	4,2	-	-	1,9	8,1	-	2,2	8,1	4,7
Martinique	-	-	-	0,9	5,1	-	0,9	5,1	4,1
Guyane	2,7	-	0,9	0,1	0,0	-	0,4	0,0	0,2
Réunion	-	-	-	-	5,6	-	-	5,6	5,6
Mayotte	-	-	2,2	3,2	-	-	2,8	-	2,8
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	4,6	4,7	4,8	4,6	4,8	4,8
- à une CA	-	3,0	4,6	3,1	4,4	5,3	3,2	4,5	4,0
- à une CC à FPU	3,6	3,2	2,8	2,1	1,4	-	3,0	1,4	3,0
- à une CC à FA	3,0	2,5	2,1	0,0	-	-	2,6	-	2,6

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.6.e - (R9) : Marge d'autofinancement courant (MAC) :  
(dépenses réelles de fonctionnement+remboursement de dette) / recettes réelles de fonctionnement**

Les remboursements de dettes sont calculés hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57), augmenté du remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688, on retire aussi les travaux en régie (crédit du compte 72, en opérations budgétaires).

Recettes de fonctionnement : crédit net des comptes 7 sauf 775, 776, 777, 78 (et 75882 en M57)

**Rapport entre les charges courantes augmentées des remboursements de la dette et les recettes courantes.**

Un ratio supérieur à 100 exprime que les charges courantes et de remboursement ne sont pas totalement financées par les recettes courantes.

Ratio R9 de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>91,0</b>	<b>88,4</b>	<b>88,4</b>	<b>86,6</b>	<b>89,1</b>	<b>88,0</b>	<b>88,0</b>	<b>88,4</b>	<b>88,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>91,1</b>	<b>88,4</b>	<b>88,4</b>	<b>86,4</b>	<b>88,7</b>	<b>88,0</b>	<b>88,0</b>	<b>88,3</b>	<b>88,1</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	87,3	86,0	87,1	80,3	89,1	88,1	83,7	88,2	86,7
Bourgogne-Franche-Comté	91,4	88,5	90,4	86,0	84,4	-	88,5	84,4	86,9
Bretagne	88,1	84,4	83,9	84,6	87,7	82,9	84,4	86,2	85,4
Centre-Val de Loire	92,3	93,7	88,2	88,5	89,2	87,9	91,2	88,8	90,0
Corse	94,2	88,6	-	89,5	-	-	91,2	-	91,2
Grand Est	92,9	87,8	88,7	91,8	91,4	90,0	89,8	90,6	90,2
Hauts-de-France	102,3	88,0	89,8	87,5	89,0	83,9	88,5	87,1	87,5
Normandie	91,0	87,5	90,5	90,6	88,4	90,3	89,7	89,0	89,3
Nouvelle-Aquitaine	91,6	89,0	91,6	89,0	88,9	81,2	89,9	84,8	87,3
Occitanie	91,6	89,1	88,9	89,6	85,9	89,5	89,6	88,2	88,9
Pays de la Loire	84,1	88,1	87,0	84,0	82,1	82,6	86,3	82,4	84,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	93,5	86,6	82,2	85,9	91,0	90,9	86,2	90,9	89,8
Île-de-France	-	93,1	86,7	84,6	93,7	90,1	87,8	91,1	90,6
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>84,6</b>	<b>-</b>	<b>89,5</b>	<b>90,5</b>	<b>92,8</b>	<b>-</b>	<b>90,2</b>	<b>92,8</b>	<b>92,1</b>
Guadeloupe	84,1	-	-	92,8	82,6	-	92,3	82,6	90,4
Martinique	-	-	-	91,3	95,6	-	91,3	95,6	94,6
Guyane	86,7	-	92,0	71,5	86,8	-	79,9	86,8	84,8
Réunion	-	-	-	-	93,4	-	-	93,4	93,4
Mayotte	-	-	88,0	90,9	-	-	89,8	-	89,8
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	88,5	87,3	88,0	88,5	87,9	87,9
- à une CA	-	86,9	92,1	87,2	89,8	87,7	87,7	89,6	88,9
- à une CC à FPU	91,1	88,3	87,7	83,8	79,8	-	88,0	79,8	87,9
- à une CC à FA	90,8	89,5	86,3	79,5	-	-	89,5	-	89,5

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**T 4.6.f – Intérêts versés / encours de la dette au 31/12/2022**

En M14 et M57 :

Intérêt des emprunts et dettes : débit net du compte 6611

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	2,2	1,8	1,6	1,7	1,8	1,4	1,8	1,5	1,5
Bourgogne-Franche-Comté	1,9	1,9	1,9	1,7	1,8	-	1,8	1,8	1,8
Bretagne	1,3	1,4	1,9	1,6	1,4	0,7	1,6	1,1	1,2
Centre-Val de Loire	1,8	2,0	1,7	1,9	1,3	1,7	1,9	1,4	1,6
Corse	3,0	2,4	-	1,3	-	-	1,9	-	1,9
Grand Est	2,1	1,8	1,6	1,5	1,8	1,5	1,7	1,6	1,7
Hauts-de-France	3,5	2,1	2,1	2,2	1,7	1,5	2,1	1,6	1,7
Normandie	2,1	2,2	1,7	2,2	1,8	1,5	2,0	1,7	1,8
Nouvelle-Aquitaine	1,8	1,8	2,0	1,5	1,3	1,2	1,7	1,2	1,4
Occitanie	1,7	2,2	2,0	2,2	2,0	1,8	2,1	1,8	1,9
Pays de la Loire	1,4	1,9	1,6	1,9	2,0	1,3	1,9	1,5	1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,1	1,8	1,7	1,7	2,3	1,8	1,8	1,9	1,9
Île-de-France	-	1,4	2,0	2,0	2,1	1,5	1,8	1,7	1,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>0,9</b>	<b>-</b>	<b>0,7</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>-</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>
Guadeloupe	0,8	-	-	3,0	1,5	-	2,5	1,5	1,7
Martinique	-	-	-	2,7	1,7	-	2,7	1,7	1,7
Guyane	1,9	-	1,7	1,5	7,6	-	1,7	7,6	2,1
Réunion	-	-	-	-	1,5	-	-	1,5	1,5
Mayotte	-	-	0,6	0,3	-	-	0,4	-	0,4
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2022 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	2,2	1,7	1,5	2,2	1,6	1,6
- à une CA	-	2,6	2,1	1,8	1,8	1,7	1,8	1,8	1,8
- à une CC à FPU	1,9	1,9	1,7	1,8	1,5	-	1,8	1,5	1,8
- à une CC à FA	2,0	1,9	2,3	-	-	-	2,0	-	2,0

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

T 5.1 - Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses de fonctionnement

## T 5.1.a – Montants des dépenses de fonctionnement en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	21	569	2 562	21	3 131	3 153
Opérations non ventilables	-	-	-	1	19	277	1	295	296
Administration générale	-	-	-	20	533	2 211	20	2 744	2 764
Conseils, assemblée locale	-	-	-	1	15	55	1	70	71
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	2	20	0	22	22
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	5	142	558	5	701	706
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	4	14	0	18	18
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	2	2	0	4	4
Incendie et secours	-	-	-	5	125	538	5	663	668
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	1	3	0	4	4
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	11	2	0	13	13
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	7	24	127	7	150	157
Services communs (enseignement)	-	-	-	4	0	1	4	2	5
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	0	4	0	4	4
Enseignement du second degré	-	-	-	0	1	80	0	81	81
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0	21	28	0	49	49
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	3	0	13	3	13	15
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	1	0	0	2	2
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	9	216	692	9	908	917
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	21	80	0	101	101
Culture	-	-	-	6	126	444	6	570	576
dont : expression et action culturelles	-	-	-	3	87	274	3	361	364
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	3	38	170	3	209	212
Sports	-	-	-	1	67	163	1	230	231
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1	3	4	1	7	8
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	6	28	1 111	6	1 139	1 145
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	402	0	402	402
Santé	-	-	-	0	3	45	0	47	47
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	6	26	664	6	690	696
dont : services communs action sociale	-	-	-	2	8	81	2	89	91
: famille et enfance	-	-	-	3	5	197	3	202	205
: personnes âgées	-	-	-	0	2	41	0	44	44
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	248	0	248	248
: autres interventions sociales	-	-	-	1	10	97	1	107	108
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	6	151	630	6	782	788
Services communs et sécurité	-	-	-	0	3	85	0	88	88
Aménagement des territoires	-	-	-	6	130	442	6	572	578
dont : espaces verts urbains	-	-	-	3	49	100	3	149	153
: éclairage public	-	-	-	1	36	103	1	140	141
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1	44	239	1	283	284
Habitat	-	-	-	1	19	102	1	121	122
<b>Environnement</b>	-	-	-	24	273	1 644	24	1 917	1 941
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	10	62	0	71	72
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	21	175	975	21	1 150	1 171
Propreté urbaine	-	-	-	0	39	375	0	414	414
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2	38	165	2	203	205
Autres actions environnementales	-	-	-	0	12	67	0	79	79
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	16	306	1 441	16	1 747	1 763
Services communs (transports)	-	-	-	2	22	118	2	140	142
Transports scolaires	-	-	-	4	0	23	4	23	27
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	104	762	0	867	867
Routes et voiries	-	-	-	9	169	478	9	647	656
Infrastructures	-	-	-	1	11	60	1	71	72
<b>Action économique</b>	-	-	-	3	119	371	3	489	492
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	2	90	263	2	353	354
Foires et marchés	-	-	-	1	9	16	1	24	25
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	1	8	0	9	9
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	0	14	0	14	14
Développement touristique	-	-	-	1	19	71	1	90	90
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	2	0	2	2
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	98	1 829	9 138	98	10 967	11 064
Charges financières	-	-	-	2	42	219	2	262	264

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.1.b – Répartition des dépenses de fonctionnement par fonction en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	21,9%	31,1%	28,0%	21,9%	28,6%	28,5%
Opérations non ventilables	-	-	-	0,9%	1,0%	3,0%	0,9%	2,7%	2,7%
Administration générale	-	-	-	20,3%	29,1%	24,2%	20,3%	25,0%	25,0%
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0,7%	0,8%	0,6%	0,7%	0,6%	0,6%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	0,2%	0,2%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	5,1%	7,8%	6,1%	5,1%	6,4%	6,4%
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,2%	0,2%
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Incendie et secours	-	-	-	5,1%	6,8%	5,9%	5,1%	6,0%	6,0%
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	6,8%	1,3%	1,4%	6,8%	1,4%	1,4%
Services communs (enseignement)	-	-	-	3,8%	0,0%	0,0%	3,8%	0,0%	0,0%
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,1%	0,9%	0,0%	0,7%	0,7%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0,4%	1,1%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	2,6%	0,0%	0,1%	2,6%	0,1%	0,1%
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	9,5%	11,8%	7,6%	9,5%	8,3%	8,3%
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,4%	1,1%	0,9%	0,4%	0,9%	0,9%
Culture	-	-	-	6,4%	6,9%	4,9%	6,4%	5,2%	5,2%
dont : expression et action culturelles	-	-	-	3,0%	4,8%	3,0%	3,0%	3,3%	3,3%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	3,4%	2,1%	1,9%	3,4%	1,9%	1,9%
Sports	-	-	-	1,3%	3,6%	1,8%	1,3%	2,1%	2,1%
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1,4%	0,2%	0,0%	1,4%	0,1%	0,1%
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	6,4%	1,5%	12,2%	6,4%	10,4%	10,3%
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	4,4%	0,0%	3,7%	3,6%
Santé	-	-	-	0,1%	0,1%	0,5%	0,1%	0,4%	0,4%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	6,4%	1,4%	7,3%	6,4%	6,3%	6,3%
dont : services communs action sociale	-	-	-	1,7%	0,4%	0,9%	1,7%	0,8%	0,8%
: famille et enfance	-	-	-	3,4%	0,3%	2,2%	3,4%	1,8%	1,9%
: personnes âgées	-	-	-	0,4%	0,1%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	2,7%	0,0%	2,3%	2,2%
: autres interventions sociales	-	-	-	0,8%	0,6%	1,1%	0,8%	1,0%	1,0%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	6,6%	8,3%	6,9%	6,6%	7,1%	7,1%
Services communs et sécurité	-	-	-	0,0%	0,2%	0,9%	0,0%	0,8%	0,8%
Aménagement des territoires	-	-	-	6,1%	7,1%	4,8%	6,1%	5,2%	5,2%
dont : espaces verts urbains	-	-	-	3,2%	2,7%	1,1%	3,2%	1,4%	1,4%
: éclairage public	-	-	-	1,5%	2,0%	1,1%	1,5%	1,3%	1,3%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1,3%	2,4%	2,6%	1,3%	2,6%	2,6%
Habitat	-	-	-	0,6%	1,0%	1,1%	0,6%	1,1%	1,1%
<b>Environnement</b>	-	-	-	24,3%	14,9%	18,0%	24,3%	17,5%	17,5%
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,4%	0,5%	0,7%	0,4%	0,7%	0,6%
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	21,4%	9,6%	10,7%	21,4%	10,5%	10,6%
Propreté urbaine	-	-	-	0,1%	2,1%	4,1%	0,1%	3,8%	3,7%
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2,3%	2,1%	1,8%	2,3%	1,8%	1,9%
Autres actions environnementales	-	-	-	0,1%	0,7%	0,7%	0,1%	0,7%	0,7%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	16,4%	16,7%	15,8%	16,4%	15,9%	15,9%
Services communs (transports)	-	-	-	1,5%	1,2%	1,3%	1,5%	1,3%	1,3%
Transports scolaires	-	-	-	3,9%	0,0%	0,2%	3,9%	0,2%	0,2%
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0,4%	5,7%	8,3%	0,4%	7,9%	7,8%
Routes et voiries	-	-	-	9,3%	9,2%	5,2%	9,3%	5,9%	5,9%
Infrastructures	-	-	-	1,1%	0,6%	0,7%	1,1%	0,6%	0,6%
<b>Action économique</b>	-	-	-	3,0%	6,5%	4,1%	3,0%	4,5%	4,4%
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	1,6%	4,9%	2,9%	1,6%	3,2%	3,2%
Foires et marchés	-	-	-	0,8%	0,5%	0,2%	0,8%	0,2%	0,2%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Développement touristique	-	-	-	0,5%	1,0%	0,8%	0,5%	0,8%	0,8%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.1.c – Dépenses de fonctionnement par habitant en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	141	177	132	141	138	138
Opérations non ventilables	-	-	-	5	6	14	5	13	13
Administration générale	-	-	-	131	166	114	131	121	121
Conseils, assemblée locale	-	-	-	5	5	3	5	3	3
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	1	1	0	1	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	33	44	29	33	31	31
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	33	39	28	33	29	29
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	3	0	0	1	1
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	44	7	6	44	7	7
Services communs (enseignement)	-	-	-	25	0	0	25	0	0
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Enseignement du second degré	-	-	-	0	0	4	0	4	4
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	2	7	1	2	2	2
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	17	0	1	17	1	1
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	61	67	36	61	40	40
Services communs et vie sociale	-	-	-	3	6	4	3	4	4
Culture	-	-	-	41	39	23	41	25	25
dont : expression et action culturelles	-	-	-	19	27	14	19	16	16
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	22	12	9	22	9	9
Sports	-	-	-	8	21	8	8	10	10
Jeunesse et loisirs	-	-	-	9	1	0	9	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	41	9	57	41	50	50
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	21	0	18	18
Santé	-	-	-	0	1	2	0	2	2
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	41	8	34	41	30	30
dont : services communs action sociale	-	-	-	11	3	4	11	4	4
: famille et enfance	-	-	-	22	2	10	22	9	9
: personnes âgées	-	-	-	2	1	2	2	2	2
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	13	0	11	11
: autres interventions sociales	-	-	-	5	3	5	5	5	5
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	43	47	32	43	34	35
Services communs et sécurité	-	-	-	0	1	4	0	4	4
Aménagement des territoires	-	-	-	39	40	23	39	25	25
dont : espaces verts urbains	-	-	-	21	15	5	21	7	7
: éclairage public	-	-	-	10	11	5	10	6	6
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	8	14	12	8	12	12
Habitat	-	-	-	4	6	5	4	5	5
<b>Environnement</b>	-	-	-	156	85	84	156	85	85
Services communs et actions transversales	-	-	-	3	3	3	3	3	3
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	138	55	50	138	51	51
Propreté urbaine	-	-	-	0	12	19	0	18	18
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	15	12	8	15	9	9
Autres actions environnementales	-	-	-	0	4	3	0	3	3
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	105	95	74	105	77	77
Services communs (transports)	-	-	-	10	7	6	10	6	6
Transports scolaires	-	-	-	25	0	1	25	1	1
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	2	33	39	2	38	38
Routes et voiries	-	-	-	60	52	25	60	29	29
Infrastructures	-	-	-	7	3	3	7	3	3
<b>Action économique</b>	-	-	-	19	37	19	19	22	22
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	10	28	13	10	16	16
Foires et marchés	-	-	-	5	3	1	5	1	1
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	0	1	0	1	1
Développement touristique	-	-	-	3	6	4	3	4	4
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	644	569	469	644	483	484
Charges financières	-	-	-	15	13	11	15	12	12

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota : Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.2 - Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses d'investissement hors remboursements

## T 5.2.a – Montants des dépenses d'investissement en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en millions d'euros									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU	
<b>Services généraux</b>	-	-	-	2	112	729	2	841	843	
Opérations non ventilables	-	-	-	0	52	384	0	437	437	
Administration générale	-	-	-	2	59	327	2	386	388	
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0	0	0	0	0	0	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	0	18	0	18	18	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	0	4	24	0	29	29	
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	1	2	0	3	3	
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	0	0	0	0	0	
Incendie et secours	-	-	-	0	3	20	0	22	22	
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	2	0	2	2	
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	1	1	0	2	2	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	1	53	156	1	209	209	
Services communs (enseignement)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	3	49	0	52	52	
Enseignement du second degré	-	-	-	0	0	45	0	45	45	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	1	49	60	1	109	110	
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	0	0	1	0	1	1	
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	1	0	0	1	1	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	1	89	336	1	425	426	
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	1	3	0	5	5	
Culture	-	-	-	1	17	98	1	115	116	
dont : expression et action culturelles	-	-	-	0	13	53	0	66	66	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	1	4	45	1	49	50	
Sports	-	-	-	0	71	233	0	304	304	
Jeunesse et loisirs	-	-	-	0	0	2	0	2	2	
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	2	8	23	2	31	33	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	
Santé	-	-	-	2	3	3	2	6	8	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	0	5	20	0	25	25	
dont : services communs action sociale	-	-	-	0	2	0	0	3	3	
: famille et enfance	-	-	-	0	0	3	0	3	3	
: personnes âgées	-	-	-	0	0	1	0	1	1	
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	3	0	3	3	
: autres interventions sociales	-	-	-	0	2	12	0	14	14	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	1	171	1 199	1	1 371	1 372	
Services communs et sécurité	-	-	-	0	13	23	0	35	35	
Aménagement des territoires	-	-	-	0	118	716	0	834	834	
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0	8	38	0	46	46	
: éclairage public	-	-	-	0	26	79	0	104	105	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0	85	600	0	684	684	
Habitat	-	-	-	1	40	461	1	501	502	
<b>Environnement</b>	-	-	-	5	74	304	5	378	382	
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	9	26	0	35	35	
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	2	24	53	2	77	79	
Propreté urbaine	-	-	-	0	3	19	0	21	21	
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2	18	120	2	138	139	
Autres actions environnementales	-	-	-	1	21	86	1	107	108	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	9	293	1 599	9	1 892	1 901	
Services communs (transports)	-	-	-	0	1	32	0	33	33	
Transports scolaires	-	-	-	0	0	0	0	0	0	
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	7	141	0	149	149	
Routes et voiries	-	-	-	4	234	1 242	4	1 475	1 479	
Infrastructures	-	-	-	5	51	184	5	235	240	
<b>Action économique</b>	-	-	-	6	139	355	6	494	499	
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	4	113	307	4	420	424	
Foires et marchés	-	-	-	0	5	7	0	12	12	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	3	2	0	5	5	
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	2	30	0	31	32	
Développement touristique	-	-	-	1	17	9	1	26	27	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	4	0	4	4	
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	-	-	26	943	4 728	26	5 672	5 698	

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.2.b – Répartition des dépenses d'investissement hors remboursements par fonction en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	7,1%	11,8%	15,4%	7,1%	14,8%	14,8%
Opérations non ventilables	-	-	-	0,9%	5,5%	8,1%	0,9%	7,7%	7,7%
Administration générale	-	-	-	6,2%	6,3%	6,9%	6,2%	6,8%	6,8%
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,3%	0,3%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	0,0%	0,5%	0,5%	0,0%	0,5%	0,5%
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Incendie et secours	-	-	-	0,0%	0,3%	0,4%	0,0%	0,4%	0,4%
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	3,3%	5,6%	3,3%	3,3%	3,7%	3,7%
Services communs (enseignement)	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,0%	0,3%	1,0%	0,0%	0,9%	0,9%
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,0%	1,0%	0,0%	0,8%	0,8%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	2,5%	5,2%	1,3%	2,5%	1,9%	1,9%
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	0,8%	0,0%	0,0%	0,8%	0,0%	0,0%
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	3,9%	9,5%	7,1%	3,9%	7,5%	7,5%
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Culture	-	-	-	3,4%	1,8%	2,1%	3,4%	2,0%	2,0%
dont : expression et action culturelles	-	-	-	0,3%	1,3%	1,1%	0,3%	1,2%	1,2%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	3,2%	0,5%	0,9%	3,2%	0,9%	0,9%
Sports	-	-	-	0,2%	7,5%	4,9%	0,2%	5,4%	5,3%
Jeunesse et loisirs	-	-	-	0,2%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	6,6%	0,9%	0,5%	6,6%	0,6%	0,6%
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé	-	-	-	6,4%	0,4%	0,1%	6,4%	0,1%	0,1%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	0,2%	0,5%	0,4%	0,2%	0,4%	0,4%
dont : services communs action sociale	-	-	-	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
: famille et enfance	-	-	-	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%
: personnes âgées	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
: autres interventions sociales	-	-	-	0,0%	0,2%	0,3%	0,0%	0,3%	0,3%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	5,0%	18,1%	25,4%	5,0%	24,2%	24,1%
Services communs et sécurité	-	-	-	0,0%	1,4%	0,5%	0,0%	0,6%	0,6%
Aménagement des territoires	-	-	-	1,0%	12,5%	15,1%	1,0%	14,7%	14,6%
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0,0%	0,8%	0,8%	0,0%	0,8%	0,8%
: éclairage public	-	-	-	1,0%	2,7%	1,7%	1,0%	1,8%	1,8%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0,0%	9,0%	12,7%	0,0%	12,1%	12,0%
Habitat	-	-	-	4,0%	4,3%	9,7%	4,0%	8,8%	8,8%
<b>Environnement</b>	-	-	-	17,4%	7,8%	6,4%	17,4%	6,7%	6,7%
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,0%	0,9%	0,5%	0,0%	0,6%	0,6%
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	8,1%	2,5%	1,1%	8,1%	1,4%	1,4%
Propreté urbaine	-	-	-	0,0%	0,3%	0,4%	0,0%	0,4%	0,4%
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	7,0%	1,9%	2,5%	7,0%	2,4%	2,4%
Autres actions environnementales	-	-	-	2,3%	2,2%	1,8%	2,3%	1,9%	1,9%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	35,4%	31,0%	33,8%	35,4%	33,4%	33,4%
Services communs (transports)	-	-	-	0,0%	0,1%	0,7%	0,0%	0,6%	0,6%
Transports scolaires	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0,0%	0,8%	3,0%	0,0%	2,6%	2,6%
Routes et voiries	-	-	-	15,5%	24,8%	26,3%	15,5%	26,0%	26,0%
Infrastructures	-	-	-	19,9%	5,4%	3,9%	19,9%	4,1%	4,2%
<b>Action économique</b>	-	-	-	21,3%	14,8%	7,5%	21,3%	8,7%	8,8%
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	15,8%	12,0%	6,5%	15,8%	7,4%	7,4%
Foires et marchés	-	-	-	0,1%	0,5%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,3%	0,3%	0,0%	0,3%	0,1%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,4%	0,2%	0,6%	0,4%	0,6%	0,6%
Développement touristique	-	-	-	4,6%	1,8%	0,2%	4,6%	0,5%	0,5%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.2.c – Dépenses d'investissement hors remboursements par habitant en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en € / habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	12	35	37	12	37	37
Opérations non ventilables	-	-	-	2	16	20	2	19	19
Administration générale	-	-	-	11	18	17	11	17	17
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	0	1	0	1	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	6	16	8	6	9	9
Services communs (enseignement)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	1	3	0	2	2
Enseignement du second degré	-	-	-	0	0	2	0	2	2
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	4	15	3	4	5	5
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	1	0	0	1	0	0
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	7	28	17	7	19	19
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Culture	-	-	-	6	5	5	6	5	5
dont : expression et action culturelles	-	-	-	0	4	3	0	3	3
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	5	1	2	5	2	2
Sports	-	-	-	0	22	12	0	13	13
Jeunesse et loisirs	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	11	3	1	11	1	1
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Santé	-	-	-	11	1	0	11	0	0
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	0	1	1	0	1	1
dont : services communs action sociale	-	-	-	0	1	0	0	0	0
: famille et enfance	-	-	-	0	0	0	0	0	0
: personnes âgées	-	-	-	0	0	0	0	0	0
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	0	0	0	0
: autres interventions sociales	-	-	-	0	1	1	0	1	1
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	9	53	62	9	60	60
Services communs et sécurité	-	-	-	0	4	1	0	2	2
Aménagement des territoires	-	-	-	2	37	37	2	37	37
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0	2	2	0	2	2
: éclairage public	-	-	-	2	8	4	2	5	5
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0	26	31	0	30	30
Habitat	-	-	-	7	12	24	7	22	22
<b>Environnement</b>	-	-	-	30	23	16	30	17	17
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	3	1	0	2	2
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	14	7	3	14	3	3
Propreté urbaine	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	12	6	6	12	6	6
Autres actions environnementales	-	-	-	4	7	4	4	5	5
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	61	91	82	61	83	83
Services communs (transports)	-	-	-	0	0	2	0	1	1
Transports scolaires	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	2	7	0	7	7
Routes et voiries	-	-	-	27	73	64	27	65	65
Infrastructures	-	-	-	34	16	9	34	10	11
<b>Action économique</b>	-	-	-	37	43	18	37	22	22
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	27	35	16	27	19	19
Foires et marchés	-	-	-	0	1	0	0	1	1
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	1	1	0	1	0	0
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	1	1	2	1	1	1
Développement touristique	-	-	-	8	5	0	8	1	1
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	-	-	172	294	243	172	250	249

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.3 - Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses totales

## T 5.3.a – Montants des dépenses totales en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	23	681	3 291	23	3 972	3 995
Opérations non ventilables	-	-	-	1	71	661	1	732	733
Administration générale	-	-	-	21	592	2 538	21	3 130	3 152
Conseils, assemblée locale	-	-	-	1	15	55	1	70	71
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	2	38	0	40	40
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	5	147	583	5	730	735
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	5	16	0	20	20
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	2	2	0	4	4
Incendie et secours	-	-	-	5	128	557	5	685	690
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	1	5	0	6	6
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	12	3	0	14	14
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	8	76	282	8	359	366
Services communs (enseignement)	-	-	-	4	0	1	4	2	5
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	3	53	0	56	56
Enseignement du second degré	-	-	-	0	1	125	0	127	127
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	1	70	88	1	158	159
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	3	0	14	3	14	17
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	2	0	0	2	2
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	10	306	1 027	10	1 333	1 343
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	22	83	0	106	106
Culture	-	-	-	7	143	542	7	685	692
dont : expression et action culturelles	-	-	-	3	100	327	3	427	430
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	4	43	215	4	258	262
Sports	-	-	-	1	138	396	1	533	535
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1	3	6	1	9	10
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	8	36	1 134	8	1 170	1 178
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	402	0	402	402
Santé	-	-	-	2	6	48	2	53	55
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	6	30	684	6	715	721
dont : services communs action sociale	-	-	-	2	10	81	2	92	93
: famille et enfance	-	-	-	3	5	199	3	205	208
: personnes âgées	-	-	-	0	2	43	0	45	45
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	252	0	252	252
: autres interventions sociales	-	-	-	1	12	109	1	122	122
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	8	323	1 830	8	2 152	2 160
Services communs et sécurité	-	-	-	0	16	108	0	124	124
Aménagement des territoires	-	-	-	6	248	1 158	6	1 406	1 413
dont : espaces verts urbains	-	-	-	3	57	138	3	195	198
: éclairage public	-	-	-	2	62	182	2	244	246
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1	128	839	1	967	968
Habitat	-	-	-	2	59	563	2	622	624
<b>Environnement</b>	-	-	-	28	347	1 948	28	2 295	2 323
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	18	88	0	106	106
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	23	199	1 028	23	1 227	1 250
Propreté urbaine	-	-	-	0	41	394	0	435	435
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	4	56	285	4	340	344
Autres actions environnementales	-	-	-	1	33	153	1	186	187
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	25	599	3 040	25	3 639	3 664
Services communs (transports)	-	-	-	2	23	150	2	173	174
Transports scolaires	-	-	-	4	0	23	4	23	27
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	112	904	0	1 015	1 016
Routes et voiries	-	-	-	13	402	1 720	13	2 122	2 135
Infrastructures	-	-	-	6	61	244	6	305	312
<b>Action économique</b>	-	-	-	8	258	725	8	983	992
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	6	203	570	6	772	778
Foires et marchés	-	-	-	1	13	23	1	36	37
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	4	10	0	13	14
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	2	43	0	45	46
Développement touristique	-	-	-	2	36	80	2	116	117
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	6	0	6	6
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	-	-	124	2 772	13 866	124	16 638	16 762
Charges financières	-	-	-	2	42	219	2	262	264

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.3.b – Répartitions des dépenses totales par fonction en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	18,8%	24,6%	23,7%	18,8%	23,9%	23,8%
Opérations non ventilables	-	-	-	0,9%	2,6%	4,8%	0,9%	4,4%	4,4%
Administration générale	-	-	-	17,3%	21,4%	18,3%	17,3%	18,8%	18,8%
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0,6%	0,6%	0,4%	0,6%	0,4%	0,4%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,1%	0,3%	0,0%	0,2%	0,2%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	4,1%	5,3%	4,2%	4,1%	4,4%	4,4%
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Incendie et secours	-	-	-	4,1%	4,6%	4,0%	4,1%	4,1%	4,1%
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	6,1%	2,8%	2,0%	6,1%	2,2%	2,2%
Services communs (enseignement)	-	-	-	3,0%	0,0%	0,0%	3,0%	0,0%	0,0%
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,0%	0,1%	0,4%	0,0%	0,3%	0,3%
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,0%	0,9%	0,0%	0,8%	0,8%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0,8%	2,5%	0,6%	0,8%	0,9%	0,9%
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	2,2%	0,0%	0,1%	2,2%	0,1%	0,1%
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	8,3%	11,0%	7,4%	8,3%	8,0%	8,0%
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,3%	0,8%	0,6%	0,3%	0,6%	0,6%
Culture	-	-	-	5,8%	5,1%	3,9%	5,8%	4,1%	4,1%
dont : expression et action culturelles	-	-	-	2,4%	3,6%	2,4%	2,4%	2,6%	2,6%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	3,4%	1,5%	1,6%	3,4%	1,5%	1,6%
Sports	-	-	-	1,1%	5,0%	2,9%	1,1%	3,2%	3,2%
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1,1%	0,1%	0,0%	1,1%	0,1%	0,1%
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	6,5%	1,3%	8,2%	6,5%	7,0%	7,0%
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	2,9%	0,0%	2,4%	2,4%
Santé	-	-	-	1,4%	0,2%	0,3%	1,4%	0,3%	0,3%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	5,1%	1,1%	4,9%	5,1%	4,3%	4,3%
dont : services communs action sociale	-	-	-	1,4%	0,4%	0,6%	1,4%	0,6%	0,6%
: famille et enfance	-	-	-	2,8%	0,2%	1,4%	2,8%	1,2%	1,2%
: personnes âgées	-	-	-	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%	1,5%	1,5%
: autres interventions sociales	-	-	-	0,7%	0,4%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	6,3%	11,6%	13,2%	6,3%	12,9%	12,9%
Services communs et sécurité	-	-	-	0,0%	0,6%	0,8%	0,0%	0,7%	0,7%
Aménagement des territoires	-	-	-	5,0%	8,9%	8,4%	5,0%	8,5%	8,4%
dont : espaces verts urbains	-	-	-	2,6%	2,1%	1,0%	2,6%	1,2%	1,2%
: éclairage public	-	-	-	1,4%	2,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1,0%	4,6%	6,0%	1,0%	5,8%	5,8%
Habitat	-	-	-	1,3%	2,1%	4,1%	1,3%	3,7%	3,7%
<b>Environnement</b>	-	-	-	22,8%	12,5%	14,0%	22,8%	13,8%	13,9%
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,4%	0,7%	0,6%	0,4%	0,6%	0,6%
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	18,6%	7,2%	7,4%	18,6%	7,4%	7,5%
Propreté urbaine	-	-	-	0,0%	1,5%	2,8%	0,0%	2,6%	2,6%
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	3,3%	2,0%	2,1%	3,3%	2,0%	2,1%
Autres actions environnementales	-	-	-	0,5%	1,2%	1,1%	0,5%	1,1%	1,1%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	20,4%	21,6%	21,9%	20,4%	21,9%	21,9%
Services communs (transports)	-	-	-	1,2%	0,8%	1,1%	1,2%	1,0%	1,0%
Transports scolaires	-	-	-	3,1%	0,0%	0,2%	3,1%	0,1%	0,2%
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0,3%	4,0%	6,5%	0,3%	6,1%	6,1%
Routes et voiries	-	-	-	10,6%	14,5%	12,4%	10,6%	12,8%	12,7%
Infrastructures	-	-	-	5,1%	2,2%	1,8%	5,1%	1,8%	1,9%
<b>Action économique</b>	-	-	-	6,8%	9,3%	5,2%	6,8%	5,9%	5,9%
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	4,6%	7,3%	4,1%	4,6%	4,6%	4,6%
Foires et marchés	-	-	-	0,7%	0,5%	0,2%	0,7%	0,2%	0,2%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%
Développement touristique	-	-	-	1,4%	1,3%	0,6%	1,4%	0,7%	0,7%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.3.c – Dépenses totales par habitant en 2022 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	153	212	169	153	175	175
Opérations non ventilables	-	-	-	7	22	34	7	32	32
Administration générale	-	-	-	141	184	130	141	138	138
Conseils, assemblée locale	-	-	-	5	5	3	5	3	3
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	1	2	0	2	2
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	33	46	30	33	32	32
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	1	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	33	40	29	33	30	30
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	4	0	0	1	1
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	49	24	15	49	16	16
Services communs (enseignement)	-	-	-	25	0	0	25	0	0
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	1	3	0	2	2
Enseignement du second degré	-	-	-	0	0	6	0	6	6
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	7	22	5	7	7	7
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	18	0	1	18	1	1
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	1	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	68	95	53	68	59	59
Services communs et vie sociale	-	-	-	3	7	4	3	5	5
Culture	-	-	-	47	44	28	47	30	30
dont : expression et action culturelles	-	-	-	20	31	17	20	19	19
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	28	13	11	28	11	11
Sports	-	-	-	9	43	20	9	24	23
Jeunesse et loisirs	-	-	-	9	1	0	9	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	53	11	58	53	52	52
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	21	0	18	18
Santé	-	-	-	11	2	2	11	2	2
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	41	9	35	41	31	32
dont : services communs action sociale	-	-	-	11	3	4	11	4	4
: famille et enfance	-	-	-	22	2	10	22	9	9
: personnes âgées	-	-	-	2	1	2	2	2	2
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	13	0	11	11
: autres interventions sociales	-	-	-	5	4	6	5	5	5
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	51	100	94	51	95	95
Services communs et sécurité	-	-	-	0	5	6	0	5	5
Aménagement des territoires	-	-	-	41	77	59	41	62	62
dont : espaces verts urbains	-	-	-	21	18	7	21	9	9
: éclairage public	-	-	-	11	19	9	11	11	11
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	8	40	43	8	43	42
Habitat	-	-	-	11	18	29	11	27	27
<b>Environnement</b>	-	-	-	186	108	100	186	101	102
Services communs et actions transversales	-	-	-	3	6	5	3	5	5
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	152	62	53	152	54	55
Propreté urbaine	-	-	-	0	13	20	0	19	19
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	27	17	15	27	15	15
Autres actions environnementales	-	-	-	4	10	8	4	8	8
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	166	186	156	166	160	160
Services communs (transports)	-	-	-	10	7	8	10	8	8
Transports scolaires	-	-	-	25	0	1	25	1	1
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	2	35	46	2	45	44
Routes et voiries	-	-	-	87	125	88	87	94	93
Infrastructures	-	-	-	42	19	13	42	13	14
<b>Action économique</b>	-	-	-	56	80	37	56	43	43
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	38	63	29	38	34	34
Foires et marchés	-	-	-	5	4	1	5	2	2
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	1	1	0	1	1	1
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	1	1	2	1	2	2
Développement touristique	-	-	-	11	11	4	11	5	5
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	-	-	815	863	712	815	733	734
Charges financières	-	-	-	15	13	11	15	12	12

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## T 5.4 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement

## T 5.4.a – Montants des dépenses de fonctionnement en 2022 (communautés d'agglomération)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)								en millions d'euros		
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA	
<b>Services généraux</b>	-	9	110	883	1 345	81	1 002	1 426	2 428	
Opérations non ventilables	-	1	14	44	46	8	59	54	113	
Administration générale	-	8	92	803	1 237	68	903	1 305	2 208	
Conseils, assemblée locale	-	1	3	36	61	5	40	66	106	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	1	0	0	1	1	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	1	16	158	302	15	175	317	492	
Services communs (sécurité)	-	0	0	1	6	4	1	9	11	
Police, sécurité, justice	-	0	0	7	27	2	7	29	35	
Incendie et secours	-	1	16	146	260	10	163	270	432	
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	2	6	0	2	6	7	
Autres interventions de protection civile	-	0	0	2	4	0	3	4	6	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	4	24	92	129	12	120	141	261	
Services communs (enseignement)	-	0	1	24	5	0	25	5	30	
Enseignement du premier degré	-	3	10	30	16	0	43	16	58	
Enseignement du second degré	-	0	0	1	0	1	1	1	2	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	1	9	36	5	9	41	50	
Hébergement et restauration scolaires	-	1	13	15	59	6	29	65	93	
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	1	13	14	0	14	14	28	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	6	73	522	872	106	602	978	1 580	
Services communs et vie sociale	-	0	4	19	53	2	23	55	78	
Culture	-	4	31	224	483	66	258	549	808	
dont : expression et action culturelles	-	2	20	142	316	47	164	363	527	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	1	11	81	167	19	94	187	281	
Sports	-	2	20	199	284	35	222	320	542	
Jeunesse et loisirs	-	0	18	80	51	3	99	54	152	
<b>Santé, action sociale</b>	-	6	44	293	328	26	343	354	697	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	1	2	0	1	2	3	
Santé	-	0	1	5	11	0	6	11	18	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	6	43	286	316	26	335	342	677	
dont : services communs action sociale	-	1	4	32	51	3	37	54	91	
: famille et enfance	-	5	33	203	176	15	241	190	431	
: personnes âgées	-	0	2	10	42	2	11	44	55	
: personnes handicapées	-	0	0	1	0	0	1	0	2	
: autres interventions sociales	-	0	4	41	47	7	45	53	98	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	2	8	134	202	32	145	234	379	
Services communs et sécurité	-	0	0	6	9	0	6	9	15	
Aménagement des territoires	-	2	5	98	150	25	105	175	280	
dont : espaces verts urbains	-	1	1	34	34	12	36	46	82	
: éclairage public	-	1	1	12	37	13	14	50	64	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1	2	53	79	0	56	79	135	
Habitat	-	0	3	30	43	7	34	50	83	
<b>Environnement</b>	-	9	82	795	1 470	187	886	1 657	2 543	
Services communs et actions transversales	-	0	4	27	63	4	31	67	98	
Collecte et traitement des déchets	-	7	67	645	1 163	140	720	1 303	2 023	
Propreté urbaine	-	1	0	18	44	8	19	51	70	
Actions en matière de gestion des eaux	-	1	8	79	162	32	88	194	282	
Autres actions environnementales	-	0	3	26	38	3	30	41	70	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	2	30	313	556	59	346	614	960	
Services communs (transports)	-	1	4	47	78	11	52	88	140	
Transports scolaires	-	0	5	49	53	0	54	53	107	
Transports publics (hors scolaire)	-	0	6	145	299	32	151	331	482	
Routes et voiries	-	1	12	50	79	12	62	91	153	
Infrastructures	-	0	4	22	47	4	26	51	78	
<b>Action économique</b>	-	3	20	209	318	26	232	344	576	
Services communs (y compris R & D)	-	2	10	118	206	22	130	228	358	
Foires et marchés	-	0	0	2	7	0	3	7	10	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	3	6	1	3	7	10	
Industrie, commerce et artisanat	-	0	1	4	10	0	5	10	15	
Développement touristique	-	1	8	82	89	3	91	92	184	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	44	407	3 399	5 521	545	3 850	6 066	9 916	
Charges financières	-	1	6	43	110	16	50	126	176	

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hors les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.4.b – Répartition des dépenses de fonctionnement par fonction en 2022 (communautés d'agglomération)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	<b>21,5%</b>	<b>27,0%</b>	<b>26,0%</b>	<b>24,4%</b>	<b>14,9%</b>	<b>26,0%</b>	<b>23,5%</b>	<b>24,5%</b>
Opérations non ventilables	-	2,5%	3,5%	1,3%	0,8%	1,5%	1,5%	0,9%	1,1%
Administration générale	-	17,6%	22,7%	23,6%	22,4%	12,4%	23,4%	21,5%	22,3%
Conseils, assemblée locale	-	1,4%	0,8%	1,1%	1,1%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	<b>3,1%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,5%</b>	<b>2,8%</b>	<b>4,6%</b>	<b>5,2%</b>	<b>5,0%</b>
Services communs (sécurité)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,7%	0,0%	0,2%	0,1%
Police, sécurité, justice	-	0,4%	0,0%	0,2%	0,5%	0,4%	0,2%	0,5%	0,4%
Incendie et secours	-	2,4%	3,9%	4,3%	4,7%	1,7%	4,2%	4,4%	4,4%
Hygiène et salubrité publique	-	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Autres interventions de protection civile	-	0,2%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	<b>9,5%</b>	<b>6,0%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,2%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,6%</b>
Services communs (enseignement)	-	0,5%	0,2%	0,7%	0,1%	0,1%	0,6%	0,1%	0,3%
Enseignement du premier degré	-	6,2%	2,4%	0,9%	0,3%	0,0%	1,1%	0,3%	0,6%
Enseignement du second degré	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0,0%	0,1%	0,3%	0,7%	0,9%	0,2%	0,7%	0,5%
Hébergement et restauration scolaires	-	2,6%	3,1%	0,4%	1,1%	1,1%	0,7%	1,1%	0,9%
Autres services annexes de l'enseignement	-	0,2%	0,2%	0,4%	0,2%	0,0%	0,4%	0,2%	0,3%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	<b>14,7%</b>	<b>17,9%</b>	<b>15,4%</b>	<b>15,8%</b>	<b>19,5%</b>	<b>15,6%</b>	<b>16,1%</b>	<b>15,9%</b>
Services communs et vie sociale	-	0,4%	0,9%	0,6%	1,0%	0,4%	0,6%	0,9%	0,8%
Culture	-	8,3%	7,6%	6,6%	8,8%	12,1%	6,7%	9,1%	8,1%
dont : expression et action culturelles	-	4,9%	4,9%	4,2%	5,7%	8,6%	4,3%	6,0%	5,3%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	3,4%	2,7%	2,4%	3,0%	3,5%	2,4%	3,1%	2,8%
Sports	-	5,4%	5,0%	5,9%	5,1%	6,5%	5,8%	5,3%	5,5%
Jeunesse et loisirs	-	0,5%	4,4%	2,4%	0,9%	0,5%	2,6%	0,9%	1,5%
<b>Santé, action sociale</b>	-	<b>13,7%</b>	<b>10,9%</b>	<b>8,6%</b>	<b>5,9%</b>	<b>4,9%</b>	<b>8,9%</b>	<b>5,8%</b>	<b>7,0%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé	-	0,0%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	13,7%	10,6%	8,4%	5,7%	4,8%	8,7%	5,6%	6,8%
dont : services communs action sociale	-	1,2%	1,1%	0,9%	0,9%	0,5%	1,0%	0,9%	0,9%
: famille et enfance	-	11,8%	8,2%	6,0%	3,2%	2,7%	6,3%	3,1%	4,4%
: personnes âgées	-	0,2%	0,4%	0,3%	0,8%	0,3%	0,3%	0,7%	0,6%
: personnes handicapées	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	-	0,5%	0,9%	1,2%	0,8%	1,3%	1,2%	0,9%	1,0%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	<b>5,7%</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,7%</b>	<b>5,9%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,8%</b>
Services communs et sécurité	-	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%
Aménagement des territoires	-	4,7%	1,1%	2,9%	2,7%	4,6%	2,7%	2,9%	2,8%
dont : espaces verts urbains	-	1,6%	0,3%	1,0%	0,6%	2,2%	0,9%	0,8%	0,8%
: éclairage public	-	1,4%	0,2%	0,4%	0,7%	2,4%	0,4%	0,8%	0,6%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1,7%	0,6%	1,5%	1,4%	0,1%	1,4%	1,3%	1,4%
Habitat	-	1,0%	2,8%	2,9%	0,8%	1,2%	0,9%	0,8%	0,8%
<b>Environnement</b>	-	<b>20,8%</b>	<b>20,2%</b>	<b>23,4%</b>	<b>26,6%</b>	<b>34,3%</b>	<b>23,0%</b>	<b>27,3%</b>	<b>25,6%</b>
Services communs et actions transversales	-	0,3%	0,9%	0,8%	1,1%	0,7%	0,8%	1,1%	1,0%
Collecte et traitement des déchets	-	16,6%	16,5%	19,0%	21,1%	25,8%	18,7%	21,5%	20,4%
Propreté urbaine	-	1,2%	0,0%	0,5%	0,8%	1,4%	0,5%	0,8%	0,7%
Actions en matière de gestion des eaux	-	2,6%	1,9%	2,3%	2,9%	5,9%	2,3%	3,2%	2,8%
Autres actions environnementales	-	0,0%	0,8%	0,8%	0,7%	0,6%	0,8%	0,7%	0,7%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	<b>4,5%</b>	<b>7,4%</b>	<b>9,2%</b>	<b>10,1%</b>	<b>10,7%</b>	<b>9,0%</b>	<b>10,1%</b>	<b>9,7%</b>
Services communs (transports)	-	2,2%	0,9%	1,4%	1,4%	1,9%	1,4%	1,5%	1,4%
Transports scolaires	-	0,3%	1,2%	1,5%	1,0%	0,0%	1,4%	0,9%	1,1%
Transports publics (hors scolaire)	-	0,1%	1,5%	4,3%	5,4%	5,9%	3,9%	5,5%	4,9%
Routes et voiries	-	1,3%	2,9%	1,5%	1,4%	2,2%	1,6%	1,5%	1,5%
Infrastructures	-	0,4%	0,9%	0,7%	0,9%	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%
<b>Action économique</b>	-	<b>6,6%</b>	<b>4,8%</b>	<b>6,2%</b>	<b>5,8%</b>	<b>4,8%</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,7%</b>	<b>5,8%</b>
Services communs (y compris R & D)	-	4,1%	2,5%	3,5%	3,7%	4,1%	3,4%	3,8%	3,6%
Foires et marchés	-	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	0,4%	0,2%	0,1%	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%
Développement touristique	-	1,9%	2,0%	2,4%	1,6%	0,5%	2,4%	1,5%	1,9%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.4.c – Dépenses de fonctionnement par habitant en 2022 (communautés d'agglomération)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en €/habitant									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA	
<b>Services généraux</b>	-	162	150	110	102	48	113	95	102	
Opérations non ventilables	-	19	19	5	3	5	7	4	5	
Administration générale	-	133	127	100	93	40	102	87	93	
Conseils, assemblée locale	-	11	5	4	5	3	5	4	4	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	23	22	20	23	9	20	21	21	
Services communs (sécurité)	-	0	0	0	0	2	0	1	0	
Police, sécurité, justice	-	3	0	1	2	1	1	2	1	
Incendie et secours	-	18	21	18	20	6	18	18	18	
Hygiène et salubrité publique	-	1	0	0	0	0	0	0	0	
Autres interventions de protection civile	-	1	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	71	33	11	10	7	14	9	11	
Services communs (enseignement)	-	4	1	3	0	0	3	0	1	
Enseignement du premier degré	-	47	13	4	1	0	5	1	2	
Enseignement du second degré	-	0	0	0	0	1	0	0	0	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	1	1	3	3	1	3	2	
Hébergement et restauration scolaires	-	19	17	2	4	3	3	4	4	
Autres services annexes de l'enseignement	-	1	1	2	1	0	2	1	1	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	111	100	65	66	62	68	65	66	
Services communs et vie sociale	-	3	5	2	4	1	3	4	3	
Culture	-	63	43	28	36	39	29	37	34	
dont : expression et action culturelles	-	37	27	18	24	28	19	24	22	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	26	15	10	13	11	11	12	12	
Sports	-	41	28	25	21	21	25	21	23	
Jeunesse et loisirs	-	4	25	10	4	2	11	4	6	
<b>Santé, action sociale</b>	-	103	61	36	25	16	39	24	29	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
Santé	-	0	2	1	1	0	1	1	1	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	103	59	36	24	15	38	23	28	
dont : services communs action sociale	-	9	6	4	4	2	4	4	4	
: famille et enfance	-	89	46	25	13	9	27	13	18	
: personnes âgées	-	1	2	1	3	1	1	3	2	
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
: autres interventions sociales	-	3	5	5	4	4	5	4	4	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	43	11	17	15	19	16	16	16	
Services communs et sécurité	-	0	0	1	1	0	1	1	1	
Aménagement des territoires	-	35	6	12	11	15	12	12	12	
dont : espaces verts urbains	-	12	2	4	3	7	4	3	3	
: éclairage public	-	11	1	1	3	8	2	3	3	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	13	3	7	6	0	6	5	6	
Habitat	-	7	4	4	3	4	4	3	4	
<b>Environnement</b>	-	156	113	99	111	110	100	111	107	
Services communs et actions transversales	-	2	5	3	5	2	3	4	4	
Collecte et traitement des déchets	-	125	92	80	88	82	82	87	85	
Propreté urbaine	-	9	0	2	3	4	2	3	3	
Actions en matière de gestion des eaux	-	20	11	10	12	19	10	13	12	
Autres actions environnementales	-	0	5	3	3	2	3	3	3	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	34	41	39	42	34	39	41	40	
Services communs (transports)	-	17	5	6	6	6	6	6	6	
Transports scolaires	-	2	7	6	4	0	6	4	4	
Transports publics (hors scolaire)	-	1	8	18	23	19	17	22	20	
Routes et voiries	-	10	16	6	6	7	7	6	6	
Infrastructures	-	3	5	3	4	2	3	3	3	
<b>Action économique</b>	-	50	27	26	24	15	26	23	24	
Services communs (y compris R & D)	-	31	14	15	16	13	15	15	15	
Foires et marchés	-	1	0	0	1	0	0	0	0	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	0	0	1	0	0	0	
Industrie, commerce et artisanat	-	3	1	0	1	0	1	1	1	
Développement touristique	-	14	11	10	7	2	10	6	8	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	752	557	423	417	320	436	406	417	
Charges financières	-	12	8	5	8	9	6	8	7	

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota : Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## T 5.5 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses d'investissement hors remboursements

## T 5.5.a – Montants des dépenses d'investissement hors remboursements en 2022 (communauté d'agglomération)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en millions d'euro									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA	
<b>Services généraux</b>	-	1	11	255	308	43	267	351	618	
Opérations non ventilables	-	0	0	127	72	14	128	85	213	
Administration générale	-	1	10	128	236	29	139	266	405	
Conseils, assemblée locale	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	0	0	6	19	2	6	21	27	
Services communs (sécurité)	-	0	0	1	5	2	1	7	8	
Police, sécurité, justice	-	0	0	1	3	0	1	3	4	
Incendie et secours	-	0	0	4	5	0	4	5	9	
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	0	1	0	0	1	2	
Autres interventions de protection civile	-	0	0	0	4	0	0	4	5	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	1	3	30	60	17	33	76	110	
Services communs (enseignement)	-	0	0	0	2	0	0	2	2	
Enseignement du premier degré	-	1	1	16	14	0	18	14	32	
Enseignement du second degré	-	0	0	3	3	0	3	3	6	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	1	3	38	15	4	53	57	
Hébergement et restauration scolaires	-	0	1	0	3	1	1	5	6	
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	0	7	0	0	7	0	7	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	7	13	183	294	29	202	323	526	
Services communs et vie sociale	-	0	1	1	2	0	1	3	4	
Culture	-	4	6	40	106	19	51	125	176	
dont : expression et action culturelles	-	0	5	13	82	15	18	97	115	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	4	2	27	24	4	33	28	61	
Sports	-	3	6	136	180	9	144	190	334	
Jeunesse et loisirs	-	0	1	5	6	0	6	6	12	
<b>Santé, action sociale</b>	-	1	3	30	41	5	33	46	79	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	0	2	0	0	2	2	
Santé	-	0	0	10	5	2	10	6	16	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	1	3	20	34	4	23	38	61	
dont : services communs action sociale	-	0	0	2	2	0	2	2	4	
: famille et enfance	-	0	1	11	17	1	12	19	31	
: personnes âgées	-	0	1	1	4	0	2	4	6	
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	1	0	1	1	
: autres interventions sociales	-	0	1	6	11	2	7	12	19	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	1	4	81	304	16	86	320	406	
Services communs et sécurité	-	0	0	1	1	0	1	1	3	
Aménagement des territoires	-	1	1	30	145	9	31	154	185	
dont : espaces verts urbains	-	0	0	3	6	1	3	7	10	
: éclairage public	-	0	0	6	27	8	7	34	41	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	0	1	22	112	0	22	112	135	
Habitat	-	0	3	50	158	7	53	165	218	
<b>Environnement</b>	-	0	16	141	274	22	157	296	453	
Services communs et actions transversales	-	0	1	8	14	1	9	16	25	
Collecte et traitement des déchets	-	0	6	49	100	2	54	102	156	
Propreté urbaine	-	0	0	1	3	0	1	3	4	
Actions en matière de gestion des eaux	-	0	6	58	103	17	65	120	184	
Autres actions environnementales	-	0	3	25	54	2	28	56	84	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	9	24	229	425	65	262	490	753	
Services communs (transports)	-	1	2	18	42	14	21	56	77	
Transports scolaires	-	0	0	1	0	0	1	0	1	
Transports publics (hors scolaire)	-	0	1	18	90	6	19	97	116	
Routes et voiries	-	5	17	102	186	27	124	212	336	
Infrastructures	-	4	4	90	107	18	98	125	223	
<b>Action économique</b>	-	0	8	144	241	21	152	261	413	
Services communs (y compris R & D)	-	0	6	105	197	17	112	214	325	
Foires et marchés	-	0	0	1	0	0	1	0	2	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	1	3	3	1	6	7	
Industrie, commerce et artisanat	-	0	1	4	12	0	5	12	17	
Développement touristique	-	0	1	32	29	1	33	29	62	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	2	0	0	2	3	
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	20	82	1 097	1 968	220	1 200	2 188	3 388	

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.5.b – Répartition des dépenses d'investissement hors remboursements par fonction en 2022 (communauté d'agglomération)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en %									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA	
<b>Services généraux</b>	-	<b>5,0%</b>	<b>13,2%</b>	<b>23,3%</b>	<b>15,7%</b>	<b>19,5%</b>	<b>22,3%</b>	<b>16,0%</b>	<b>18,3%</b>	
Opérations non ventilables	-	2,0%	0,6%	11,6%	3,6%	6,2%	10,7%	3,9%	6,3%	
Administration générale	-	3,0%	12,6%	11,7%	12,0%	13,3%	11,6%	12,1%	11,9%	
Conseils, assemblée locale	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,8%</b>	
Services communs (sécurité)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%	1,0%	0,0%	0,3%	0,2%	
Police, sécurité, justice	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
Incendie et secours	-	0,0%	0,3%	0,4%	0,3%	0,0%	0,3%	0,2%	0,3%	
Hygiène et salubrité publique	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	
Autres interventions de protection civile	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	<b>5,0%</b>	<b>3,4%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,0%</b>	<b>7,6%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,2%</b>	
Services communs (enseignement)	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	
Enseignement du premier degré	-	4,7%	1,4%	1,4%	0,7%	0,2%	1,5%	0,6%	0,9%	
Enseignement du second degré	-	0,0%	0,0%	0,3%	0,1%	0,0%	0,3%	0,1%	0,2%	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0,0%	1,3%	0,3%	1,9%	6,7%	0,3%	2,4%	1,7%	
Hébergement et restauration scolaires	-	0,2%	0,6%	0,0%	0,2%	0,6%	0,1%	0,2%	0,2%	
Autres services annexes de l'enseignement	-	0,0%	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,6%	0,0%	0,2%	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	<b>33,2%</b>	<b>16,3%</b>	<b>16,6%</b>	<b>14,9%</b>	<b>13,2%</b>	<b>16,9%</b>	<b>14,8%</b>	<b>15,5%</b>	
Services communs et vie sociale	-	0,0%	0,7%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	
Culture	-	20,1%	7,7%	3,7%	5,4%	8,7%	4,2%	5,7%	5,2%	
dont : expression et action culturelles	-	1,6%	5,8%	1,2%	4,2%	6,8%	1,5%	4,4%	3,4%	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	18,5%	1,9%	2,5%	1,2%	1,9%	2,7%	1,3%	1,8%	
Sports	-	13,0%	7,0%	12,4%	9,2%	4,3%	12,0%	8,7%	9,9%	
Jeunesse et loisirs	-	0,1%	0,8%	0,5%	0,3%	0,1%	0,5%	0,3%	0,3%	
<b>Santé, action sociale</b>	-	<b>2,9%</b>	<b>4,0%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,3%</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	
Santé	-	0,0%	0,3%	0,9%	0,2%	0,7%	0,8%	0,3%	0,5%	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	2,9%	3,6%	1,8%	1,7%	1,7%	2,0%	1,7%	1,8%	
dont : services communs action sociale	-	0,5%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
: famille et enfance	-	2,4%	1,0%	1,0%	0,9%	0,6%	1,0%	0,9%	0,9%	
: personnes âgées	-	0,0%	1,0%	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	
: personnes handicapées	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
: autres interventions sociales	-	0,0%	1,5%	0,5%	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	<b>3,3%</b>	<b>5,0%</b>	<b>7,4%</b>	<b>15,5%</b>	<b>7,3%</b>	<b>7,1%</b>	<b>14,6%</b>	<b>12,0%</b>	
Services communs et sécurité	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
Aménagement des territoires	-	2,8%	1,0%	2,7%	7,4%	3,9%	2,6%	7,0%	5,5%	
dont : espaces verts urbains	-	0,0%	0,0%	0,2%	0,3%	0,5%	0,2%	0,3%	0,3%	
: éclairage public	-	2,1%	0,2%	0,5%	1,4%	3,4%	0,5%	1,6%	1,2%	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	0,7%	0,8%	2,0%	5,7%	0,0%	1,9%	5,1%	4,0%	
Habitat	-	0,5%	4,0%	4,5%	8,0%	3,3%	4,4%	7,5%	6,4%	
<b>Environnement</b>	-	<b>1,3%</b>	<b>19,0%</b>	<b>12,8%</b>	<b>13,9%</b>	<b>10,1%</b>	<b>13,1%</b>	<b>13,5%</b>	<b>13,4%</b>	
Services communs et actions transversales	-	0,3%	0,8%	0,7%	0,7%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	
Collecte et traitement des déchets	-	0,1%	6,9%	4,4%	5,1%	1,0%	4,5%	4,7%	4,6%	
Propreté urbaine	-	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
Actions en matière de gestion des eaux	-	0,7%	7,7%	5,3%	5,2%	7,5%	5,4%	5,5%	5,4%	
Autres actions environnementales	-	0,0%	3,6%	2,3%	2,7%	1,0%	2,3%	2,6%	2,5%	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	<b>47,9%</b>	<b>29,3%</b>	<b>20,9%</b>	<b>21,6%</b>	<b>29,6%</b>	<b>21,9%</b>	<b>22,4%</b>	<b>22,2%</b>	
Services communs (transports)	-	3,5%	2,1%	1,7%	2,2%	6,2%	1,7%	2,6%	2,3%	
Transports scolaires	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	
Transports publics (hors scolaire)	-	0,0%	1,6%	1,6%	4,6%	2,9%	1,6%	4,4%	3,4%	
Routes et voiries	-	24,8%	21,0%	9,3%	9,4%	12,1%	10,3%	9,7%	9,9%	
Infrastructures	-	19,6%	4,5%	8,2%	5,4%	8,4%	8,1%	5,7%	6,6%	
<b>Action économique</b>	-	<b>1,5%</b>	<b>9,6%</b>	<b>13,1%</b>	<b>12,2%</b>	<b>9,3%</b>	<b>12,7%</b>	<b>11,9%</b>	<b>12,2%</b>	
Services communs (y compris R & D)	-	0,9%	7,4%	9,6%	10,0%	7,7%	9,3%	9,8%	9,6%	
Foires et marchés	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	1,3%	0,1%	0,3%	0,2%	
Industrie, commerce et artisanat	-	0,0%	0,9%	0,4%	0,6%	0,0%	0,4%	0,5%	0,5%	
Développement touristique	-	0,6%	1,3%	2,9%	1,5%	0,3%	2,7%	1,3%	1,8%	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.5.c – Dépenses d'investissement hors remboursements par habitant en 2022 (communauté d'agglomération)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en € / habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	17	15	32	23	25	30	23	26
Opérations non ventilables	-	7	1	16	5	8	14	6	9
Administration générale	-	10	14	16	18	17	16	18	17
Conseils, assemblée locale	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	0	0	1	1	1	1	1	1
Services communs (sécurité)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Police, sécurité, justice	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	17	4	4	5	10	4	5	5
Services communs (enseignement)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement du premier degré	-	16	2	2	1	0	2	1	1
Enseignement du second degré	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	1	0	3	9	0	4	2
Hébergement et restauration scolaires	-	1	0	0	0	1	0	0	0
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	0	1	0	0	1	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	112	18	23	22	17	23	22	22
Services communs et vie sociale	-	0	1	0	0	0	0	0	0
Culture	-	68	9	5	8	11	6	8	7
dont : expression et action culturelles	-	5	7	2	6	9	2	6	5
: conservation et diffusion du patrimoine	-	62	2	3	2	2	4	2	3
Sports	-	44	8	17	14	6	16	13	14
Jeunesse et loisirs	-	0	1	1	0	0	1	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	10	4	4	3	3	4	3	3
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé	-	0	0	1	0	1	1	0	1
Action sociale (hors APA et RSA)	-	10	4	2	3	2	3	3	3
dont : services communs action sociale	-	2	0	0	0	0	0	0	0
: famille et enfance	-	8	1	1	1	1	1	1	1
: personnes âgées	-	0	1	0	0	0	0	0	0
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	0	0	0	0
: autres interventions sociales	-	0	2	1	1	1	1	1	1
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	11	6	10	23	9	10	21	17
Services communs et sécurité	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement des territoires	-	9	1	4	11	5	4	10	8
dont : espaces verts urbains	-	0	0	0	0	1	0	0	0
: éclairage public	-	7	0	1	2	4	1	2	2
: autres aménagements urbains et ruraux	-	2	1	3	8	0	3	8	6
Habitat	-	2	5	6	12	4	6	11	9
<b>Environnement</b>	-	4	21	18	21	13	18	20	19
Services communs et actions transversales	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Collecte et traitement des déchets	-	0	8	6	8	1	6	7	7
Propreté urbaine	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions en matière de gestion des eaux	-	2	9	7	8	10	7	8	8
Autres actions environnementales	-	0	4	3	4	1	3	4	4
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	162	33	28	32	38	30	33	32
Services communs (transports)	-	12	2	2	3	8	2	4	3
Transports scolaires	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	-	0	2	2	7	4	2	6	5
Routes et voiries	-	84	24	13	14	16	14	14	14
Infrastructures	-	66	5	11	8	11	11	8	9
<b>Action économique</b>	-	5	11	18	18	12	17	17	17
Services communs (y compris R & D)	-	3	8	13	15	10	13	14	14
Foires et marchés	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	0	0	2	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	-	0	1	1	1	0	1	1	1
Développement touristique	-	2	1	4	2	0	4	2	3
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	<b>338</b>	<b>113</b>	<b>136</b>	<b>149</b>	<b>129</b>	<b>136</b>	<b>146</b>	<b>142</b>

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## T 5.6 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses totales

## T 5.6.a – Montants des dépenses totales en 2022 (communautés d'agglomération)

en millions d'euros									
Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 30 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	10	121	1 138	1 653	124	1 269	1 777	3 046
Opérations non ventilables	-	1	15	171	118	22	187	140	327
Administration générale	-	8	103	931	1 473	97	1 042	1 570	2 612
Conseils, assemblée locale	-	1	3	36	61	5	40	66	106
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	1	0	0	1	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	1	16	164	321	18	181	338	519
Services communs (sécurité)	-	0	0	2	11	6	2	17	19
Police, sécurité, justice	-	0	0	7	30	2	7	32	39
Incendie et secours	-	1	16	150	265	10	167	275	441
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	2	7	0	2	7	9
Autres interventions de protection civile	-	0	0	3	8	0	3	8	11
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	5	27	121	189	29	153	218	371
Services communs (enseignement)	-	0	1	24	6	0	25	7	32
Enseignement du premier degré	-	4	11	46	29	0	61	30	90
Enseignement du second degré	-	0	0	4	3	1	4	4	8
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	2	12	74	20	13	94	107
Hébergement et restauration scolaires	-	1	13	15	62	7	30	69	99
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	1	20	14	0	21	14	35
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	13	86	705	1 166	135	804	1 301	2 106
Services communs et vie sociale	-	0	4	20	56	2	24	58	82
Culture	-	8	37	264	589	85	309	675	984
dont : expression et action culturelles	-	2	25	155	398	62	183	460	642
: conservation et diffusion du patrimoine	-	5	13	109	191	23	127	215	341
Sports	-	5	26	336	465	45	366	509	876
Jeunesse et loisirs	-	0	19	85	57	3	104	59	164
<b>Santé, action sociale</b>	-	7	47	322	369	32	376	400	777
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	1	3	0	1	3	4
Santé	-	0	2	15	15	2	16	17	34
Action sociale (hors APA et RSA)	-	7	46	306	350	30	359	380	739
dont : services communs action sociale	-	1	4	34	53	3	39	56	94
: famille et enfance	-	6	34	214	193	16	254	209	463
: personnes âgées	-	0	3	11	46	2	13	48	61
: personnes handicapées	-	0	0	2	1	1	2	1	3
: autres interventions sociales	-	0	5	47	57	8	52	66	118
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	3	12	215	506	48	230	554	785
Services communs et sécurité	-	0	0	7	11	0	7	11	18
Aménagement des territoires	-	3	5	128	295	34	136	329	465
dont : espaces verts urbains	-	1	1	36	40	13	38	53	91
: éclairage public	-	1	1	18	64	21	20	84	104
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1	3	74	191	0	78	192	270
Habitat	-	1	6	80	201	14	87	215	301
<b>Environnement</b>	-	9	98	936	1 744	209	1 043	1 953	2 996
Services communs et actions transversales	-	0	4	35	78	5	40	83	122
Collecte et traitement des déchets	-	7	73	694	1 263	143	774	1 405	2 179
Propreté urbaine	-	1	0	19	47	8	20	54	74
Actions en matière de gestion des eaux	-	1	14	137	265	48	152	314	466
Autres actions environnementales	-	0	6	51	92	5	57	97	154
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	11	54	542	981	124	608	1 105	1 713
Services communs (transports)	-	2	5	66	120	24	73	144	217
Transports scolaires	-	0	5	50	53	0	55	53	108
Transports publics (hors scolaire)	-	0	8	162	389	38	170	428	598
Routes et voiries	-	5	29	152	265	39	186	303	489
Infrastructures	-	4	8	112	154	22	124	176	301
<b>Action économique</b>	-	3	27	353	559	47	384	606	989
Services communs (y compris R & D)	-	2	16	224	403	39	242	442	684
Foires et marchés	-	0	0	3	7	0	4	7	11
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	4	9	4	4	13	17
Industrie, commerce et artisanat	-	0	2	8	22	0	10	22	32
Développement touristique	-	1	9	114	118	3	124	122	246
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	2	0	0	2	3
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	64	489	4 497	7 489	765	5 050	8 255	13 304
Charges financières	-	1	6	43	110	16	50	126	176

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.6.b – Répartition des dépenses totales par fonction en 2022 (communautés d'agglomération)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 30 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	16,4%	24,7%	25,3%	22,1%	16,2%	25,1%	21,5%	22,9%
Opérations non ventilables	-	2,3%	3,0%	3,8%	1,6%	2,9%	3,7%	1,7%	2,5%
Administration générale	-	13,1%	21,0%	20,7%	19,7%	12,7%	20,6%	19,0%	19,6%
Conseils, assemblée locale	-	1,0%	0,7%	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	2,1%	3,3%	3,6%	4,3%	2,3%	3,6%	4,1%	3,9%
Services communs (sécurité)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,8%	0,0%	0,2%	0,1%
Police, sécurité, justice	-	0,3%	0,0%	0,2%	0,4%	0,3%	0,1%	0,4%	0,3%
Incendie et secours	-	1,7%	3,3%	3,3%	3,5%	1,2%	3,3%	3,3%	3,3%
Hygiène et salubrité publique	-	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Autres interventions de protection civile	-	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	8,1%	5,5%	2,7%	2,5%	3,8%	3,0%	2,6%	2,8%
Services communs (enseignement)	-	0,4%	0,2%	0,5%	0,1%	0,0%	0,5%	0,1%	0,2%
Enseignement du premier degré	-	5,8%	2,2%	1,0%	0,4%	0,1%	1,2%	0,4%	0,7%
Enseignement du second degré	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0,0%	0,3%	0,3%	1,0%	2,6%	0,3%	1,1%	0,8%
Hébergement et restauration scolaires	-	1,8%	2,7%	0,3%	0,8%	0,9%	0,6%	0,8%	0,7%
Autres services annexes de l'enseignement	-	0,1%	0,1%	0,4%	0,2%	0,0%	0,4%	0,2%	0,3%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	20,4%	17,6%	15,7%	15,6%	17,7%	15,9%	15,8%	15,8%
Services communs et vie sociale	-	0,3%	0,9%	0,4%	0,7%	0,3%	0,5%	0,7%	0,6%
Culture	-	12,0%	7,6%	5,9%	7,9%	11,2%	6,1%	8,2%	7,4%
dont : expression et action culturelles	-	3,9%	5,0%	3,5%	5,3%	8,1%	3,6%	5,6%	4,8%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	8,1%	2,6%	2,4%	2,6%	3,1%	2,5%	2,6%	2,6%
Sports	-	7,8%	5,3%	7,5%	6,2%	5,9%	7,3%	6,2%	6,6%
Jeunesse et loisirs	-	0,4%	3,8%	1,9%	0,8%	0,4%	2,1%	0,7%	1,2%
<b>Santé, action sociale</b>	-	10,3%	9,7%	7,2%	4,9%	4,1%	7,5%	4,8%	5,8%
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé	-	0,0%	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	10,3%	9,4%	6,8%	4,7%	3,9%	7,1%	4,6%	5,6%
dont : services communs action sociale	-	1,0%	0,9%	0,7%	0,7%	0,4%	0,8%	0,7%	0,7%
: famille et enfance	-	8,9%	7,0%	4,8%	2,6%	2,1%	5,0%	2,5%	3,5%
: personnes âgées	-	0,1%	0,5%	0,2%	0,6%	0,2%	0,3%	0,6%	0,5%
: personnes handicapées	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	-	0,3%	1,0%	1,0%	0,8%	1,1%	1,0%	0,8%	0,9%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	4,9%	2,4%	4,8%	6,8%	6,3%	4,6%	6,7%	5,9%
Services communs et sécurité	-	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Aménagement des territoires	-	4,1%	1,1%	2,9%	3,9%	4,4%	2,7%	4,0%	3,5%
dont : espaces verts urbains	-	1,1%	0,3%	0,8%	0,5%	1,7%	0,8%	0,6%	0,7%
: éclairage public	-	1,6%	0,2%	0,4%	0,8%	2,7%	0,4%	1,0%	0,8%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1,4%	0,6%	1,6%	2,6%	0,1%	1,5%	2,3%	2,0%
Habitat	-	0,8%	1,3%	1,8%	2,7%	1,8%	1,7%	2,6%	2,3%
<b>Environnement</b>	-	14,7%	20,0%	20,8%	23,3%	27,3%	20,7%	23,7%	22,5%
Services communs et actions transversales	-	0,3%	0,9%	0,8%	1,0%	0,6%	0,8%	1,0%	0,9%
Collecte et traitement des déchets	-	11,5%	14,9%	15,4%	16,9%	18,6%	15,3%	17,0%	16,4%
Propreté urbaine	-	0,9%	0,0%	0,4%	0,6%	1,0%	0,4%	0,7%	0,6%
Actions en matière de gestion des eaux	-	2,0%	2,9%	3,0%	3,5%	6,3%	3,0%	3,8%	3,5%
Autres actions environnementales	-	0,0%	1,3%	1,1%	1,2%	0,7%	1,1%	1,2%	1,2%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	17,9%	11,1%	12,1%	13,1%	16,2%	12,0%	13,4%	12,9%
Services communs (transports)	-	2,6%	1,1%	1,5%	1,6%	3,2%	1,4%	1,7%	1,6%
Transports scolaires	-	0,2%	1,0%	1,1%	0,7%	0,0%	1,1%	0,6%	0,8%
Transports publics (hors scolaire)	-	0,1%	1,5%	3,6%	5,2%	5,0%	3,4%	5,2%	4,5%
Routes et voiries	-	8,6%	5,9%	3,4%	3,5%	5,1%	3,7%	3,7%	3,7%
Infrastructures	-	6,4%	1,5%	2,5%	2,1%	2,9%	2,5%	2,1%	2,3%
<b>Action économique</b>	-	5,0%	5,6%	7,8%	7,5%	6,1%	7,6%	7,3%	7,4%
Services communs (y compris R & D)	-	3,1%	3,3%	5,0%	5,4%	5,1%	4,8%	5,4%	5,1%
Foires et marchés	-	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,5%	0,1%	0,2%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	0,3%	0,4%	0,2%	0,3%	0,0%	0,2%	0,3%	0,2%
Développement touristique	-	1,5%	1,9%	2,5%	1,6%	0,5%	2,5%	1,5%	1,8%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.6.c – Dépenses totales par habitant en 2022 (communautés d'agglomération)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en €/ habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 30 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	179	165	142	125	73	144	119	128
Opérations non ventilables	-	25	20	21	9	13	21	9	14
Administration générale	-	143	141	116	111	57	118	105	110
Conseils, assemblée locale	-	11	5	4	5	3	5	4	4
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	23	22	20	24	10	21	23	22
Services communs (sécurité)	-	0	0	0	1	3	0	1	1
Police, sécurité, justice	-	3	0	1	2	1	1	2	2
Incendie et secours	-	18	22	19	20	6	19	18	19
Hygiène et salubrité publique	-	1	0	0	1	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	1	0	0	1	0	0	1	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	88	37	15	14	17	17	15	16
Services communs (enseignement)	-	4	1	3	0	0	3	0	1
Enseignement du premier degré	-	63	15	6	2	0	7	2	4
Enseignement du second degré	-	0	0	0	0	1	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	2	1	6	12	2	6	5
Hébergement et restauration scolaires	-	20	18	2	5	4	3	5	4
Autres services annexes de l'enseignement	-	1	1	3	1	0	2	1	1
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	223	118	88	88	80	91	87	89
Services communs et vie sociale	-	3	6	2	4	1	3	4	3
Culture	-	131	51	33	44	50	35	45	41
dont : expression et action culturelles	-	43	34	19	30	36	21	31	27
: conservation et diffusion du patrimoine	-	88	17	14	14	14	14	14	14
Sports	-	85	36	42	35	26	41	34	37
Jeunesse et loisirs	-	5	26	11	4	2	12	4	7
<b>Santé, action sociale</b>	-	113	65	40	28	19	43	27	33
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé	-	0	2	2	1	1	2	1	1
Action sociale (hors APA et RSA)	-	113	63	38	26	17	41	25	31
dont : services communs action sociale	-	11	6	4	4	2	4	4	4
: famille et enfance	-	97	47	27	15	9	29	14	19
: personnes âgées	-	1	4	1	3	1	2	3	3
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	0	0	0	0
: autres interventions sociales	-	4	7	6	4	5	6	4	5
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	54	16	27	38	28	26	37	33
Services communs et sécurité	-	0	0	1	1	0	1	1	1
Aménagement des territoires	-	45	7	16	22	20	15	22	20
dont : espaces verts urbains	-	12	2	5	3	8	4	4	4
: éclairage public	-	18	1	2	5	12	2	6	4
: autres aménagements urbains et ruraux	-	15	4	9	14	0	9	13	11
Habitat	-	9	9	10	15	8	10	14	13
<b>Environnement</b>	-	161	134	116	132	123	118	131	126
Services communs et actions transversales	-	4	6	4	6	3	4	6	5
Collecte et traitement des déchets	-	125	100	86	95	84	88	94	92
Propreté urbaine	-	10	0	2	4	5	2	4	3
Actions en matière de gestion des eaux	-	22	19	17	20	28	17	21	20
Autres actions environnementales	-	0	9	6	7	3	6	6	6
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	195	75	67	74	73	69	74	72
Services communs (transports)	-	29	7	8	9	14	8	10	9
Transports scolaires	-	2	7	6	4	0	6	4	5
Transports publics (hors scolaire)	-	1	10	20	29	23	19	29	25
Routes et voiries	-	94	40	19	20	23	21	20	21
Infrastructures	-	69	10	14	12	13	14	12	13
<b>Action économique</b>	-	55	38	44	42	28	43	41	42
Services communs (y compris R & D)	-	34	22	28	30	23	27	30	29
Foires et marchés	-	1	1	0	1	0	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	1	1	0	0	1	1
Industrie, commerce et artisanat	-	3	2	1	2	0	1	1	1
Développement touristique	-	16	13	14	9	2	14	8	10
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	1 090	670	559	565	450	572	552	560
Charges financières	-	12	8	5	8	9	6	8	7

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.7 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses de fonctionnement

## T 5.7.a – Montants des dépenses de fonctionnement en 2022 (communautés de communes)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>121</b>	<b>740</b>	<b>543</b>	<b>166</b>	<b>26</b>	-	<b>861</b>	<b>735</b>	<b>1 596</b>
Opérations non ventilables	17	65	59	10	6	-	83	76	158
Administration générale	101	656	467	150	20	-	757	637	1 394
Conseils, assemblée locale	2	19	16	6	0	-	21	22	43
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>5</b>	<b>70</b>	<b>72</b>	<b>26</b>	<b>0</b>	-	<b>74</b>	<b>98</b>	<b>173</b>
Services communs (sécurité)	0	2	3	0	0	-	2	4	5
Police, sécurité, justice	0	8	2	0	0	-	8	3	11
Incendie et secours	4	56	63	24	0	-	60	87	147
Hygiène et salubrité publique	0	1	2	2	0	-	1	4	5
Autres interventions de protection civile	0	3	1	0	0	-	4	1	4
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>24</b>	<b>141</b>	<b>72</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	-	<b>165</b>	<b>85</b>	<b>250</b>
Services communs (enseignement)	5	11	4	1	0	-	16	5	21
Enseignement du premier degré	12	57	36	4	0	-	69	40	110
Enseignement du second degré	0	1	1	1	0	-	1	2	3
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	1	1	2	0	-	1	3	4
Hébergement et restauration scolaires	6	60	24	5	0	-	66	29	95
Autres services annexes de l'enseignement	1	11	6	1	0	-	11	6	18
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>51</b>	<b>471</b>	<b>355</b>	<b>105</b>	<b>9</b>	-	<b>522</b>	<b>470</b>	<b>992</b>
Services communs et vie sociale	4	22	21	4	0	-	26	25	52
Culture	17	136	105	33	4	-	153	142	295
dont : expression et action culturelles	9	88	65	23	4	-	97	92	189
: conservation et diffusion du patrimoine	8	48	39	10	0	-	56	49	105
Sports	21	152	117	35	5	-	173	156	329
Jeunesse et loisirs	9	161	114	33	0	-	170	147	317
<b>Santé, action sociale</b>	<b>23</b>	<b>294</b>	<b>245</b>	<b>59</b>	<b>14</b>	-	<b>318</b>	<b>318</b>	<b>636</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	1	4	4	1	0	-	5	4	9
Santé	1	10	8	1	0	-	11	9	20
Action sociale (hors APA et RSA)	22	280	233	57	14	-	302	305	607
dont : services communs action sociale	2	23	23	7	0	-	25	31	56
: famille et enfance	16	216	174	40	14	-	232	228	459
: personnes âgées	2	14	16	3	0	-	17	19	36
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	1
: autres interventions sociales	1	27	19	8	0	-	28	27	55
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>7</b>	<b>67</b>	<b>62</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	-	<b>74</b>	<b>87</b>	<b>160</b>
Services communs et sécurité	0	2	3	3	0	-	3	5	8
Aménagement des territoires	4	48	42	16	0	-	52	58	110
dont : espaces verts urbains	0	12	7	6	0	-	12	13	26
: éclairage public	1	5	7	3	0	-	6	10	16
: autres aménagements urbains et ruraux	3	30	28	6	0	-	34	34	68
Habitat	2	17	18	5	0	-	19	24	43
<b>Environnement</b>	<b>69</b>	<b>615</b>	<b>418</b>	<b>227</b>	<b>17</b>	-	<b>683</b>	<b>662</b>	<b>1 345</b>
Services communs et actions transversales	6	50	40	18	0	-	56	58	113
Collecte et traitement des déchets	56	484	315	185	14	-	540	513	1 053
Propreté urbaine	1	5	3	1	0	-	6	4	10
Actions en matière de gestion des eaux	3	51	39	17	1	-	53	57	110
Autres actions environnementales	3	25	22	7	1	-	28	30	58
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>22</b>	<b>137</b>	<b>120</b>	<b>54</b>	<b>5</b>	-	<b>159</b>	<b>180</b>	<b>339</b>
Services communs (transports)	3	29	28	22	2	-	33	52	84
Transports scolaires	1	15	13	3	0	-	16	17	33
Transports publics (hors scolaire)	6	16	23	7	0	-	22	31	53
Routes et voiries	10	66	47	17	3	-	77	67	144
Infrastructures	1	10	9	5	0	-	11	14	25
<b>Action économique</b>	<b>21</b>	<b>153</b>	<b>138</b>	<b>49</b>	<b>9</b>	-	<b>174</b>	<b>196</b>	<b>370</b>
Services communs (y compris R & D)	7	79	75	29	4	-	86	108	194
Foires et marchés	0	2	1	0	0	-	2	1	3
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	2	5	2	0	-	2	7	9
Industrie, commerce et artisanat	0	3	3	2	0	-	3	5	8
Développement touristique	14	67	54	16	5	-	81	75	156
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	<b>343</b>	<b>2 688</b>	<b>2 026</b>	<b>724</b>	<b>80</b>	-	<b>3 031</b>	<b>2 830</b>	<b>5 862</b>
Charges financières	4	32	21	7	0	-	36	29	64

(a) cf. Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales (ci-dessous), Champ : communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

(b) Il n'y a pas de communautés de communes de plus de 300 000 habitants.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.7.b – Répartition des dépenses de fonctionnement par fonction en 2022 (communautés de communes)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>35,2%</b>	<b>27,5%</b>	<b>26,8%</b>	<b>22,9%</b>	<b>32,3%</b>	-	<b>28,4%</b>	<b>26,0%</b>	<b>27,2%</b>
Opérations non ventilables	5,1%	2,4%	2,9%	1,4%	7,5%	-	2,7%	2,7%	2,7%
Administration générale	29,6%	24,4%	23,1%	20,7%	24,3%	-	25,0%	22,5%	23,8%
Conseils, assemblée locale	0,5%	0,7%	0,8%	0,8%	0,6%	-	0,7%	0,8%	0,7%
Coopération décentralisée et actions internationales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,6%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>2,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,9%</b>
Services communs (sécurité)	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Police, sécurité, justice	0,0%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,3%	0,1%	0,2%
Incendie et secours	1,1%	2,1%	3,1%	3,3%	0,0%	-	2,0%	3,1%	2,5%
Hygiène et salubrité publique	0,0%	0,0%	0,1%	0,3%	0,0%	-	0,0%	0,2%	0,1%
Autres interventions de protection civile	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>7,0%</b>	<b>5,2%</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,9%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>5,4%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>
Services communs (enseignement)	1,4%	0,4%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,5%	0,2%	0,4%
Enseignement du premier degré	3,5%	2,1%	1,8%	0,6%	0,0%	-	2,3%	1,4%	1,9%
Enseignement du second degré	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0,1%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%
Hébergement et restauration scolaires	1,7%	2,2%	1,2%	0,7%	0,0%	-	2,2%	1,0%	1,6%
Autres services annexes de l'enseignement	0,2%	0,4%	0,3%	0,1%	0,0%	-	0,4%	0,2%	0,3%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>15,0%</b>	<b>17,5%</b>	<b>17,5%</b>	<b>14,5%</b>	<b>11,1%</b>	-	<b>17,2%</b>	<b>16,6%</b>	<b>16,9%</b>
Services communs et vie sociale	1,2%	0,8%	1,0%	0,6%	0,1%	-	0,9%	0,9%	0,9%
Culture	4,9%	5,1%	5,2%	4,6%	4,9%	-	5,0%	5,0%	5,0%
dont : expression et action culturelles	2,7%	3,3%	3,2%	3,2%	4,9%	-	3,2%	3,3%	3,2%
: conservation et diffusion du patrimoine	2,2%	1,8%	1,9%	1,4%	0,0%	-	1,8%	1,7%	1,8%
Sports	6,2%	5,6%	5,8%	4,8%	5,6%	-	5,7%	5,5%	5,6%
Jeunesse et loisirs	2,7%	6,0%	5,6%	4,5%	0,5%	-	5,6%	5,2%	5,4%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>6,8%</b>	<b>10,9%</b>	<b>12,1%</b>	<b>8,1%</b>	<b>18,0%</b>	-	<b>10,5%</b>	<b>11,2%</b>	<b>10,8%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	0,2%	0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,2%	0,2%
Santé	0,2%	0,4%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,4%	0,3%	0,3%
Action sociale (hors APA et RSA)	6,3%	10,4%	11,5%	7,9%	18,0%	-	10,0%	10,8%	10,4%
dont : services communs action sociale	0,6%	0,9%	1,2%	0,9%	0,5%	-	0,8%	1,1%	1,0%
: famille et enfance	4,7%	8,0%	8,6%	5,5%	17,0%	-	7,6%	8,0%	7,8%
: personnes âgées	0,7%	0,5%	0,8%	0,3%	0,3%	-	0,6%	0,7%	0,6%
: personnes handicapées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	0,4%	1,0%	1,0%	1,1%	0,1%	-	0,9%	1,0%	0,9%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,3%</b>	<b>0,7%</b>	-	<b>2,4%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,7%</b>
Services communs et sécurité	0,1%	0,1%	0,1%	0,4%	0,0%	-	0,1%	0,2%	0,1%
Aménagement des territoires	1,1%	1,8%	2,1%	2,2%	0,4%	-	1,7%	2,0%	1,9%
dont : espaces verts urbains	0,1%	0,5%	0,4%	0,8%	0,0%	-	0,4%	0,5%	0,4%
: éclairage public	0,2%	0,2%	0,3%	0,5%	0,0%	-	0,2%	0,4%	0,3%
: autres aménagements urbains et ruraux	0,9%	1,1%	1,4%	0,9%	0,4%	-	1,1%	1,2%	1,2%
Habitat	0,7%	0,6%	0,9%	0,7%	0,4%	-	0,6%	0,8%	0,7%
<b>Environnement</b>	<b>20,0%</b>	<b>22,9%</b>	<b>20,6%</b>	<b>31,4%</b>	<b>20,7%</b>	-	<b>22,5%</b>	<b>23,4%</b>	<b>23,0%</b>
Services communs et actions transversales	1,7%	1,9%	2,0%	2,4%	0,4%	-	1,8%	2,0%	1,9%
Collecte et traitement des déchets	16,4%	18,0%	15,5%	25,5%	17,1%	-	17,8%	18,1%	18,0%
Propreté urbaine	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
Actions en matière de gestion des eaux	0,8%	1,9%	1,9%	2,4%	1,7%	-	1,8%	2,0%	1,9%
Autres actions environnementales	0,9%	0,9%	1,1%	1,0%	1,5%	-	0,9%	1,1%	1,0%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>6,5%</b>	<b>5,1%</b>	<b>5,9%</b>	<b>7,5%</b>	<b>6,3%</b>	-	<b>5,3%</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,8%</b>
Services communs (transports)	1,0%	1,1%	1,4%	3,1%	1,9%	-	1,1%	1,8%	1,4%
Transports scolaires	0,4%	0,6%	0,7%	0,5%	0,0%	-	0,5%	0,6%	0,6%
Transports publics (hors scolaire)	1,8%	0,6%	1,2%	1,0%	0,3%	-	0,7%	1,1%	0,9%
Routes et voiries	3,0%	2,5%	2,3%	2,3%	4,1%	-	2,5%	2,4%	2,5%
Infrastructures	0,3%	0,4%	0,4%	0,7%	0,0%	-	0,4%	0,5%	0,4%
<b>Action économique</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,7%</b>	<b>6,8%</b>	<b>6,8%</b>	<b>10,8%</b>	-	<b>5,7%</b>	<b>6,9%</b>	<b>6,3%</b>
Services communs (y compris R & D)	2,1%	2,9%	3,7%	4,0%	4,6%	-	2,8%	3,8%	3,3%
Foires et marchés	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0,1%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%	-	0,1%	0,2%	0,2%
Industrie, commerce et artisanat	0,1%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	-	0,1%	0,2%	0,1%
Développement touristique	4,0%	2,5%	2,7%	2,2%	6,0%	-	2,7%	2,7%	2,7%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessus.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.7.c – Dépenses de fonctionnement par habitant en 2022 (communautés de communes)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en € / habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>158</b>	<b>98</b>	<b>85</b>	<b>70</b>	<b>124</b>	-	<b>104</b>	<b>82</b>	<b>93</b>
Opérations non ventilables	23	9	9	4	29	-	10	8	9
Administration générale	133	87	74	63	93	-	91	71	81
Conseils, assemblée locale	2	3	3	2	2	-	3	3	3
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	-	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
Services communs (sécurité)	0	0	1	0	0	-	0	0	0
Police, sécurité, justice	0	1	0	0	0	-	1	0	1
Incendie et secours	5	7	10	10	0	-	7	10	9
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	1	0	-	0	1	0
Autres interventions de protection civile	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>31</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	-	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>15</b>
Services communs (enseignement)	6	1	1	0	0	-	2	1	1
Enseignement du premier degré	16	8	6	2	0	-	8	4	6
Enseignement du second degré	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	0	1	0	-	0	0	0
Hébergement et restauration scolaires	7	8	4	2	0	-	8	3	6
Autres services annexes de l'enseignement	1	1	1	0	0	-	1	1	1
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>68</b>	<b>63</b>	<b>56</b>	<b>44</b>	<b>43</b>	-	<b>63</b>	<b>53</b>	<b>58</b>
Services communs et vie sociale	5	3	3	2	0	-	3	3	3
Culture	22	18	16	14	19	-	18	16	17
dont : expression et action culturelles	12	12	10	10	19	-	12	10	11
: conservation et diffusion du patrimoine	10	6	6	4	0	-	7	6	6
Sports	28	20	18	15	22	-	21	17	19
Jeunesse et loisirs	12	21	18	14	2	-	21	16	18
<b>Santé, action sociale</b>	<b>31</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>25</b>	<b>69</b>	-	<b>38</b>	<b>36</b>	<b>37</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	1	1	1	0	0	-	1	0	1
Santé	1	1	1	0	0	-	1	1	1
Action sociale (hors APA et RSA)	29	37	37	24	69	-	36	34	35
dont : services communs action sociale	3	3	4	3	2	-	3	3	3
: famille et enfance	21	29	27	17	65	-	28	25	27
: personnes âgées	3	2	3	1	1	-	2	2	2
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: autres interventions sociales	2	4	3	3	1	-	3	3	3
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	-	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>
Services communs et sécurité	0	0	0	1	0	-	0	1	0
Aménagement des territoires	5	6	7	7	1	-	6	6	6
dont : espaces verts urbains	0	2	1	3	0	-	1	2	1
: éclairage public	1	1	1	1	0	-	1	1	1
: autres aménagements urbains et ruraux	4	4	4	3	1	-	4	4	4
Habitat	3	2	3	2	1	-	2	3	2
<b>Environnement</b>	<b>90</b>	<b>82</b>	<b>66</b>	<b>96</b>	<b>79</b>	-	<b>83</b>	<b>74</b>	<b>78</b>
Services communs et actions transversales	8	7	6	7	1	-	7	6	7
Collecte et traitement des déchets	74	64	50	78	65	-	65	57	61
Propreté urbaine	1	1	0	0	0	-	1	0	1
Actions en matière de gestion des eaux	4	7	6	7	7	-	6	6	6
Autres actions environnementales	4	3	3	3	6	-	3	3	3
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>29</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	-	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
Services communs (transports)	4	4	4	9	7	-	4	6	5
Transports scolaires	2	2	2	1	0	-	2	2	2
Transports publics (hors scolaire)	8	2	4	3	1	-	3	3	3
Routes et voiries	14	9	7	7	16	-	9	7	8
Infrastructures	1	1	1	2	0	-	1	2	1
<b>Action économique</b>	<b>28</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>41</b>	-	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>21</b>
Services communs (y compris R & D)	10	10	12	12	18	-	10	12	11
Foires et marchés	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	0	1	1	1	-	0	1	1
Industrie, commerce et artisanat	0	0	0	1	0	-	0	1	0
Développement touristique	18	9	9	7	23	-	10	8	9
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	<b>450</b>	<b>358</b>	<b>319</b>	<b>306</b>	<b>383</b>	-	<b>366</b>	<b>317</b>	<b>341</b>
Charges financières	5	4	3	3	2	-	4	3	4

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 (et 65882 en M57). Charges financières : débit net du compte 66.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.8 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses d'investissement hors remboursements

## T 5.8.a – Montants des dépenses d'investissement hors remboursements en 2022 (communautés de communes)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en millions d'euros									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC	
<b>Services généraux</b>	<b>25</b>	<b>164</b>	<b>140</b>	<b>43</b>	<b>2</b>	-	<b>189</b>	<b>185</b>	<b>375</b>	
Opérations non ventilables	9	31	35	11	0	-	40	46	87	
Administration générale	16	133	104	33	2	-	149	139	287	
Conseils, assemblée locale	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	
Services communs (sécurité)	0	3	0	0	0	-	3	0	3	
Police, sécurité, justice	0	1	2	0	0	-	1	2	3	
Incendie et secours	0	2	1	0	0	-	2	1	3	
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
Autres interventions de protection civile	0	3	1	0	0	-	3	1	4	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>3</b>	<b>45</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	-	<b>48</b>	<b>9</b>	<b>57</b>	
Services communs (enseignement)	1	1	1	0	0	-	2	1	3	
Enseignement du premier degré	1	34	6	0	0	-	35	6	41	
Enseignement du second degré	0	2	0	0	0	-	2	0	2	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	1	0	0	-	0	1	1	
Hébergement et restauration scolaires	0	7	1	0	0	-	8	1	9	
Autres services annexes de l'enseignement	0	1	0	0	0	-	1	0	1	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>19</b>	<b>157</b>	<b>147</b>	<b>39</b>	<b>1</b>	-	<b>176</b>	<b>187</b>	<b>363</b>	
Services communs et vie sociale	2	12	3	0	0	-	14	3	17	
Culture	5	28	21	7	0	-	33	28	61	
dont : expression et action culturelles	3	17	10	3	0	-	20	14	34	
: conservation et diffusion du patrimoine	2	11	11	4	0	-	13	15	28	
Sports	11	101	113	30	1	-	113	143	256	
Jeunesse et loisirs	1	15	10	2	0	-	17	12	29	
<b>Santé, action sociale</b>	<b>8</b>	<b>52</b>	<b>31</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	-	<b>60</b>	<b>40</b>	<b>100</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	1	1	0	0	0	-	2	0	2	
Santé	3	16	8	0	0	-	18	8	27	
Action sociale (hors APA et RSA)	4	35	23	7	2	-	39	32	71	
dont : services communs action sociale	0	7	1	0	0	-	7	2	9	
: famille et enfance	4	20	16	5	2	-	24	23	47	
: personnes âgées	0	1	0	0	0	-	1	0	1	
: personnes handicapées	0	2	0	0	0	-	2	0	2	
: autres interventions sociales	0	5	5	1	0	-	5	6	12	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>3</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	-	<b>36</b>	<b>55</b>	<b>91</b>	
Services communs et sécurité	0	1	1	1	0	-	1	3	4	
Aménagement des territoires	1	18	22	7	0	-	20	29	48	
dont : espaces verts urbains	0	2	3	1	0	-	2	4	5	
: éclairage public	1	4	4	3	0	-	5	7	12	
: autres aménagements urbains et ruraux	1	12	14	3	0	-	13	18	31	
Habitat	2	14	15	6	3	-	16	23	39	
<b>Environnement</b>	<b>13</b>	<b>83</b>	<b>66</b>	<b>30</b>	<b>2</b>	-	<b>96</b>	<b>98</b>	<b>194</b>	
Services communs et actions transversales	2	16	17	6	0	-	18	23	41	
Collecte et traitement des déchets	3	34	21	13	0	-	38	34	72	
Propreté urbaine	0	1	0	0	0	-	1	0	1	
Actions en matière de gestion des eaux	1	14	17	5	0	-	15	22	38	
Autres actions environnementales	6	18	11	5	2	-	24	18	42	
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>19</b>	<b>120</b>	<b>131</b>	<b>53</b>	<b>19</b>	-	<b>140</b>	<b>203</b>	<b>343</b>	
Services communs (transports)	3	8	10	10	1	-	11	21	32	
Transports scolaires	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
Transports publics (hors scolaire)	1	2	8	3	8	-	3	19	21	
Routes et voiries	14	95	92	31	10	-	109	134	243	
Infrastructures	1	14	21	9	0	-	16	30	46	
<b>Action économique</b>	<b>10</b>	<b>96</b>	<b>73</b>	<b>31</b>	<b>8</b>	-	<b>106</b>	<b>111</b>	<b>217</b>	
Services communs (y compris R & D)	6	72	51	25	7	-	77	82	159	
Foires et marchés	0	2	0	1	0	-	2	1	2	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	1	1	1	0	-	1	2	3	
Industrie, commerce et artisanat	1	4	4	3	0	-	4	7	11	
Développement touristique	3	18	17	2	1	-	21	20	41	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	<b>101</b>	<b>759</b>	<b>638</b>	<b>218</b>	<b>37</b>	-	<b>860</b>	<b>893</b>	<b>1 753</b>	

(a) cf. Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales (ci-dessous). Champ : communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

(b) Il n'y a pas de communautés de communes de plus de 300 000 habitants.

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et diminué du crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.8.b – Répartition des dépenses d'investissement hors remboursements par fonction en 2022 (communautés de communes)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en %									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC	
<b>Services généraux</b>	<b>24,8%</b>	<b>21,7%</b>	<b>21,9%</b>	<b>19,8%</b>	<b>5,7%</b>	-	<b>22,0%</b>	<b>20,8%</b>	<b>21,4%</b>	
Opérations non ventilables	8,9%	4,1%	5,5%	4,9%	0,5%	-	4,7%	5,2%	4,9%	
Administration générale	15,8%	17,5%	16,3%	14,9%	5,1%	-	17,3%	15,5%	16,4%	
Conseils, assemblée locale	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
Coopération décentralisée et actions internationales	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>1,0%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,7%</b>	
Services communs (sécurité)	0,4%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,3%	0,0%	0,2%	
Police, sécurité, justice	0,0%	0,1%	0,3%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,2%	0,2%	
Incendie et secours	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%	
Hygiène et salubrité publique	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
Autres interventions de protection civile	0,0%	0,4%	0,2%	0,0%	0,0%	-	0,3%	0,1%	0,2%	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>2,5%</b>	<b>6,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>5,6%</b>	<b>1,1%</b>	<b>3,3%</b>	
Services communs (enseignement)	1,0%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,3%	0,1%	0,2%	
Enseignement du premier degré	1,3%	4,4%	0,9%	0,2%	0,0%	-	4,1%	0,7%	2,4%	
Enseignement du second degré	0,0%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,3%	0,0%	0,1%	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,0%	
Hébergement et restauration scolaires	0,2%	1,0%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,9%	0,2%	0,5%	
Autres services annexes de l'enseignement	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,0%	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>18,9%</b>	<b>20,7%</b>	<b>23,1%</b>	<b>17,7%</b>	<b>3,2%</b>	-	<b>20,5%</b>	<b>20,9%</b>	<b>20,7%</b>	
Services communs et vie sociale	1,9%	1,6%	0,4%	0,2%	0,0%	-	1,6%	0,3%	1,0%	
Culture	4,8%	3,7%	3,3%	3,1%	1,0%	-	3,8%	3,2%	3,5%	
dont : expression et action culturelles	2,8%	2,3%	1,6%	1,5%	1,0%	-	2,3%	1,5%	1,9%	
: conservation et diffusion du patrimoine	2,0%	1,4%	1,8%	1,6%	0,0%	-	1,5%	1,7%	1,6%	
Sports	11,0%	13,4%	17,7%	13,5%	2,1%	-	13,1%	16,1%	14,6%	
Jeunesse et loisirs	1,2%	2,0%	1,6%	0,9%	0,0%	-	1,9%	1,4%	1,6%	
<b>Santé, action sociale</b>	<b>7,5%</b>	<b>6,9%</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,4%</b>	<b>5,4%</b>	-	<b>6,9%</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,7%</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	0,7%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,0%	0,1%	
Santé	2,8%	2,0%	1,2%	0,1%	0,4%	-	2,1%	0,9%	1,5%	
Action sociale (hors APA et RSA)	4,0%	4,6%	3,6%	3,3%	5,0%	-	4,6%	3,6%	4,0%	
dont : services communs action sociale	0,1%	1,0%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,9%	0,2%	0,5%	
: famille et enfance	3,8%	2,6%	2,5%	2,5%	5,0%	-	2,8%	2,6%	2,7%	
: personnes âgées	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,1%	
: personnes handicapées	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,0%	0,1%	
: autres interventions sociales	0,1%	0,7%	0,7%	0,7%	0,0%	-	0,6%	0,7%	0,7%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,9%</b>	<b>6,4%</b>	<b>8,3%</b>	-	<b>4,2%</b>	<b>6,1%</b>	<b>5,2%</b>	
Services communs et sécurité	0,1%	0,1%	0,2%	0,6%	0,0%	-	0,1%	0,3%	0,2%	
Aménagement des territoires	1,5%	2,4%	3,4%	3,1%	0,3%	-	2,3%	3,2%	2,7%	
dont : espaces verts urbains	0,0%	0,2%	0,5%	0,4%	0,0%	-	0,2%	0,4%	0,3%	
: éclairage public	0,9%	0,5%	0,7%	1,2%	0,0%	-	0,6%	0,8%	0,7%	
: autres aménagements urbains et ruraux	0,6%	1,6%	2,3%	1,5%	0,3%	-	1,5%	2,0%	1,8%	
Habitat	1,9%	1,8%	2,3%	2,6%	8,0%	-	1,8%	2,6%	2,2%	
<b>Environnement</b>	<b>13,2%</b>	<b>10,9%</b>	<b>10,3%</b>	<b>13,9%</b>	<b>5,4%</b>	-	<b>11,1%</b>	<b>11,0%</b>	<b>11,1%</b>	
Services communs et actions transversales	2,2%	2,1%	2,6%	2,9%	0,0%	-	2,1%	2,6%	2,4%	
Collecte et traitement des déchets	3,4%	4,5%	3,2%	6,1%	0,5%	-	4,4%	3,8%	4,1%	
Propreté urbaine	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,1%	
Actions en matière de gestion des eaux	1,3%	1,9%	2,6%	2,4%	0,1%	-	1,8%	2,5%	2,1%	
Autres actions environnementales	6,1%	2,3%	1,8%	2,5%	4,8%	-	2,8%	2,1%	2,4%	
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>19,3%</b>	<b>15,9%</b>	<b>20,5%</b>	<b>24,4%</b>	<b>51,7%</b>	-	<b>16,3%</b>	<b>22,8%</b>	<b>19,6%</b>	
Services communs (transports)	3,2%	1,1%	1,6%	4,6%	1,5%	-	1,3%	2,3%	1,8%	
Transports scolaires	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
Transports publics (hors scolaire)	0,5%	0,3%	1,2%	1,2%	22,1%	-	0,3%	2,1%	1,2%	
Routes et voiries	14,0%	12,6%	14,4%	14,4%	28,1%	-	12,7%	15,0%	13,9%	
Infrastructures	1,4%	1,9%	3,3%	4,2%	0,0%	-	1,8%	3,4%	2,6%	
<b>Action économique</b>	<b>9,7%</b>	<b>12,6%</b>	<b>11,5%</b>	<b>14,0%</b>	<b>20,2%</b>	-	<b>12,3%</b>	<b>12,5%</b>	<b>12,4%</b>	
Services communs (y compris R & D)	5,5%	9,4%	8,0%	11,2%	18,0%	-	9,0%	9,2%	9,1%	
Foires et marchés	0,0%	0,2%	0,0%	0,2%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,1%	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	-	0,1%	0,2%	0,2%	
Industrie, commerce et artisanat	0,7%	0,5%	0,6%	1,3%	0,3%	-	0,5%	0,7%	0,6%	
Développement touristique	3,3%	2,4%	2,7%	1,0%	1,7%	-	2,5%	2,3%	2,4%	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et diminué du crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.8.c – Dépenses d'investissement hors remboursements par habitant en 2022 (communautés de communes)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en € / habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>10</b>	-	<b>23</b>	<b>21</b>	<b>22</b>
Opérations non ventilables	12	4	6	5	1	-	5	5	5
Administration générale	21	18	16	14	9	-	18	16	17
Conseils, assemblée locale	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Services communs (sécurité)	1	0	0	0	0	-	0	0	0
Police, sécurité, justice	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Incendie et secours	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Autres interventions de protection civile	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Services communs (enseignement)	1	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement du premier degré	2	4	1	0	0	-	4	1	2
Enseignement du second degré	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Hébergement et restauration scolaires	0	1	0	0	0	-	1	0	1
Autres services annexes de l'enseignement	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>23</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	-	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
Services communs et vie sociale	3	2	0	0	0	-	2	0	1
Culture	6	4	3	3	2	-	4	3	4
dont : expression et action culturelles	4	2	2	1	2	-	2	2	2
: conservation et diffusion du patrimoine	3	1	2	1	0	-	2	2	2
Sports	15	13	18	13	4	-	14	16	15
Jeunesse et loisirs	2	2	2	1	0	-	2	1	2
<b>Santé, action sociale</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	-	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	1	0	0	0	0	-	0	0	0
Santé	4	2	1	0	1	-	2	1	2
Action sociale (hors APA et RSA)	5	5	4	3	9	-	5	4	4
dont : services communs action sociale	0	1	0	0	0	-	1	0	1
: famille et enfance	5	3	3	2	9	-	3	3	3
: personnes âgées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: autres interventions sociales	0	1	1	1	0	-	1	1	1
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	-	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
Services communs et sécurité	0	0	0	1	0	-	0	0	0
Aménagement des territoires	2	2	3	3	1	-	2	3	3
dont : espaces verts urbains	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: éclairage public	1	1	1	1	0	-	1	1	1
: autres aménagements urbains et ruraux	1	2	2	1	1	-	2	2	2
Habitat	2	2	2	2	14	-	2	3	2
<b>Environnement</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	-	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
Services communs et actions transversales	3	2	3	3	0	-	2	3	2
Collecte et traitement des déchets	5	5	3	6	1	-	5	4	4
Propreté urbaine	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Actions en matière de gestion des eaux	2	2	3	2	0	-	2	2	2
Autres actions environnementales	8	2	2	2	9	-	3	2	2
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>26</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>23</b>	<b>91</b>	-	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>20</b>
Services communs (transports)	4	1	2	4	3	-	1	2	2
Transports scolaires	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	1	0	1	1	39	-	0	2	1
Routes et voiries	19	13	14	13	50	-	13	15	14
Infrastructures	2	2	3	4	0	-	2	3	3
<b>Action économique</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>36</b>	-	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>13</b>
Services communs (y compris R & D)	7	10	8	10	32	-	9	9	9
Foires et marchés	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	1	0	1	1	1	-	1	1	1
Développement touristique	4	2	3	1	3	-	3	2	2
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	<b>132</b>	<b>101</b>	<b>100</b>	<b>92</b>	<b>177</b>	-	<b>104</b>	<b>100</b>	<b>102</b>

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et diminué du crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.9 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses totales

## T 5.9.a – Montants des dépenses totales en 2022 (communautés de communes)

*en millions d'euros*

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>146</b>	<b>905</b>	<b>683</b>	<b>209</b>	<b>28</b>	-	<b>1 050</b>	<b>920</b>	<b>1 971</b>
Opérations non ventilables	26	97	94	21	6	-	123	122	245
Administration générale	117	789	572	182	21	-	906	775	1 681
Conseils, assemblée locale	2	19	16	6	0	-	21	23	44
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	1	0	0	-	0	1	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>5</b>	<b>78</b>	<b>76</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	-	<b>83</b>	<b>102</b>	<b>185</b>
Services communs (sécurité)	1	4	3	0	0	-	5	4	8
Police, sécurité, justice	0	9	4	0	0	-	9	4	14
Incendie et secours	4	58	64	24	0	-	62	88	149
Hygiène et salubrité publique	0	1	2	2	0	-	1	5	5
Autres interventions de protection civile	0	6	2	0	0	-	6	2	8
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>26</b>	<b>186</b>	<b>81</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	-	<b>213</b>	<b>95</b>	<b>308</b>
Services communs (enseignement)	6	12	5	1	0	-	18	6	24
Enseignement du premier degré	13	91	42	5	0	-	104	46	151
Enseignement du second degré	0	3	1	1	0	-	3	2	6
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	1	2	2	0	-	2	3	5
Hébergement et restauration scolaires	6	68	25	5	0	-	74	30	104
Autres services annexes de l'enseignement	1	11	6	1	0	-	12	6	18
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>71</b>	<b>628</b>	<b>503</b>	<b>144</b>	<b>10</b>	-	<b>698</b>	<b>657</b>	<b>1 355</b>
Services communs et vie sociale	6	35	23	5	0	-	41	28	69
Culture	22	164	126	40	4	-	186	170	356
dont : expression et action culturelles	12	105	75	27	4	-	117	106	223
: conservation et diffusion du patrimoine	10	59	51	13	0	-	69	64	133
Sports	32	253	230	64	5	-	286	299	585
Jeunesse et loisirs	10	176	124	35	0	-	187	159	346
<b>Santé, action sociale</b>	<b>31</b>	<b>346</b>	<b>276</b>	<b>66</b>	<b>17</b>	-	<b>377</b>	<b>358</b>	<b>736</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	2	5	4	1	0	-	7	5	11
Santé	4	26	16	1	0	-	29	17	46
Action sociale (hors APA et RSA)	26	315	256	64	16	-	341	337	678
dont : services communs action sociale	2	30	25	7	0	-	33	32	65
: famille et enfance	20	236	190	45	16	-	256	251	507
: personnes âgées	2	15	17	3	0	-	18	19	37
: personnes handicapées	0	2	0	0	0	-	2	0	3
: autres interventions sociales	1	32	24	9	0	-	33	34	67
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>10</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>38</b>	<b>4</b>	-	<b>110</b>	<b>141</b>	<b>251</b>
Services communs et sécurité	0	3	4	4	0	-	4	8	12
Aménagement des territoires	5	66	64	22	0	-	72	86	158
dont : espaces verts urbains	0	14	10	7	0	-	14	17	31
: éclairage public	1	10	11	6	0	-	11	17	28
: autres aménagements urbains et ruraux	4	43	42	10	0	-	47	52	99
Habitat	4	31	33	11	3	-	35	47	82
<b>Environnement</b>	<b>82</b>	<b>697</b>	<b>484</b>	<b>257</b>	<b>19</b>	-	<b>779</b>	<b>760</b>	<b>1 539</b>
Services communs et actions transversales	8	66	57	24	0	-	74	81	155
Collecte et traitement des déchets	60	518	336	198	14	-	577	547	1 125
Propreté urbaine	1	6	4	1	0	-	7	4	11
Actions en matière de gestion des eaux	4	65	55	22	1	-	69	79	148
Autres actions environnementales	9	43	33	12	3	-	52	48	101
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>42</b>	<b>257</b>	<b>251</b>	<b>108</b>	<b>24</b>	-	<b>299</b>	<b>383</b>	<b>682</b>
Services communs (transports)	7	37	38	32	2	-	44	73	116
Transports scolaires	1	15	14	3	0	-	17	17	34
Transports publics (hors scolaire)	7	18	31	10	8	-	25	49	74
Routes et voiries	25	162	139	48	14	-	186	200	387
Infrastructures	2	25	30	14	0	-	27	44	71
<b>Action économique</b>	<b>31</b>	<b>249</b>	<b>211</b>	<b>80</b>	<b>16</b>	-	<b>280</b>	<b>307</b>	<b>587</b>
Services communs (y compris R & D)	13	150	126	53	10	-	163	190	353
Foires et marchés	0	4	1	1	0	-	4	2	5
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	3	6	2	0	-	3	9	12
Industrie, commerce et artisanat	1	7	6	5	0	-	8	11	19
Développement touristique	17	85	72	18	5	-	102	95	197
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	<b>444</b>	<b>3 447</b>	<b>2 664</b>	<b>942</b>	<b>118</b>	-	<b>3 891</b>	<b>3 724</b>	<b>7 614</b>
Charges financières	4	32	21	7	0	-	36	29	64

(a) cf. Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales (ci-dessous). Champ : communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

(b) Il n'y a pas de communautés de communes de plus de 300 000 habitants.

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.9.b – Répartition des dépenses totales par fonction en 2022 (communautés de communes)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>32,8%</b>	<b>26,2%</b>	<b>25,6%</b>	<b>22,2%</b>	<b>23,9%</b>	-	<b>27,0%</b>	<b>24,7%</b>	<b>25,9%</b>
Opérations non ventilables	6,0%	2,8%	3,5%	2,2%	2,3%	-	3,2%	3,3%	3,2%
Administration générale	26,4%	22,9%	21,5%	19,4%	18,2%	-	23,3%	20,8%	22,1%
Conseils, assemblée locale	0,4%	0,6%	0,6%	0,6%	0,4%	-	0,5%	0,6%	0,6%
Coopération décentralisée et actions internationales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1,2%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>2,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,4%</b>
Services communs (sécurité)	0,1%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Police, sécurité, justice	0,0%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
Incendie et secours	0,9%	1,7%	2,4%	2,5%	0,0%	-	1,6%	2,4%	2,0%
Hygiène et salubrité publique	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%
Autres interventions de protection civile	0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,4%</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>5,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,0%</b>
Services communs (enseignement)	1,3%	0,3%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,5%	0,2%	0,3%
Enseignement du premier degré	3,0%	2,6%	1,6%	0,5%	0,0%	-	2,7%	1,2%	2,0%
Enseignement du second degré	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0,1%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%
Hébergement et restauration scolaires	1,3%	2,0%	1,0%	0,5%	0,0%	-	1,9%	0,8%	1,4%
Autres services annexes de l'enseignement	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,3%	0,2%	0,2%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>15,9%</b>	<b>18,2%</b>	<b>18,9%</b>	<b>15,3%</b>	<b>8,6%</b>	-	<b>18,0%</b>	<b>17,6%</b>	<b>17,8%</b>
Services communs et vie sociale	1,4%	1,0%	0,9%	0,5%	0,0%	-	1,0%	0,8%	0,9%
<b>Culture</b>	<b>4,9%</b>	<b>4,8%</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,3%</b>	<b>3,6%</b>	-	<b>4,8%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,7%</b>
dont : expression et action culturelles	2,7%	3,0%	2,8%	2,8%	3,6%	-	3,0%	2,8%	2,9%
: conservation et diffusion du patrimoine	2,2%	1,7%	1,9%	1,4%	0,0%	-	1,8%	1,7%	1,7%
Sports	7,3%	7,3%	8,6%	6,8%	4,5%	-	7,3%	8,0%	7,7%
Jeunesse et loisirs	2,4%	5,1%	4,7%	3,7%	0,4%	-	4,8%	4,3%	4,5%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>6,9%</b>	<b>10,0%</b>	<b>10,4%</b>	<b>7,0%</b>	<b>14,0%</b>	-	<b>9,7%</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,7%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	0,3%	0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
<b>Santé</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	-	<b>0,8%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,6%</b>
Action sociale (hors APA et RSA)	5,8%	9,2%	9,6%	6,8%	13,9%	-	8,8%	9,0%	8,9%
dont : services communs action sociale	0,5%	0,9%	0,9%	0,8%	0,3%	-	0,8%	0,9%	0,9%
: famille et enfance	4,5%	6,8%	7,1%	4,8%	13,2%	-	6,6%	6,7%	6,7%
: personnes âgées	0,5%	0,4%	0,6%	0,3%	0,2%	-	0,5%	0,5%	0,5%
: personnes handicapées	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	0,3%	0,9%	0,9%	1,0%	0,1%	-	0,9%	0,9%	0,9%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,1%</b>	-	<b>2,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,3%</b>
Services communs et sécurité	0,1%	0,1%	0,1%	0,4%	0,0%	-	0,1%	0,2%	0,2%
Aménagement des territoires	1,2%	1,9%	2,4%	2,4%	0,4%	-	1,8%	2,3%	2,1%
dont : espaces verts urbains	0,0%	0,4%	0,4%	0,7%	0,0%	-	0,4%	0,5%	0,4%
: éclairage public	0,3%	0,3%	0,4%	0,6%	0,0%	-	0,3%	0,5%	0,4%
: autres aménagements urbains et ruraux	0,8%	1,2%	1,6%	1,0%	0,3%	-	1,2%	1,4%	1,3%
Habitat	1,0%	0,9%	1,2%	1,2%	2,8%	-	0,9%	1,3%	1,1%
<b>Environnement</b>	<b>18,5%</b>	<b>20,2%</b>	<b>18,2%</b>	<b>27,3%</b>	<b>15,8%</b>	-	<b>20,0%</b>	<b>20,4%</b>	<b>20,2%</b>
Services communs et actions transversales	1,8%	1,9%	2,1%	2,5%	0,2%	-	1,9%	2,2%	2,0%
Collecte et traitement des déchets	13,4%	15,0%	12,6%	21,0%	11,8%	-	14,8%	14,7%	14,8%
Propreté urbaine	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,1%
Actions en matière de gestion des eaux	0,9%	1,9%	2,1%	2,4%	1,2%	-	1,8%	2,1%	1,9%
Autres actions environnementales	2,1%	1,2%	1,2%	1,3%	2,6%	-	1,3%	1,3%	1,3%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>9,4%</b>	<b>7,5%</b>	<b>9,4%</b>	<b>11,4%</b>	<b>20,6%</b>	-	<b>7,7%</b>	<b>10,3%</b>	<b>9,0%</b>
Services communs (transports)	1,5%	1,1%	1,4%	3,4%	1,8%	-	1,1%	1,9%	1,5%
Transports scolaires	0,3%	0,4%	0,5%	0,4%	0,0%	-	0,4%	0,5%	0,4%
Transports publics (hors scolaire)	1,5%	0,5%	1,2%	1,0%	7,2%	-	0,6%	1,3%	1,0%
Routes et voiries	5,5%	4,7%	5,2%	5,1%	11,7%	-	4,8%	5,4%	5,1%
Infrastructures	0,5%	0,7%	1,1%	1,5%	0,0%	-	0,7%	1,2%	0,9%
<b>Action économique</b>	<b>7,0%</b>	<b>7,2%</b>	<b>7,9%</b>	<b>8,5%</b>	<b>13,8%</b>	-	<b>7,2%</b>	<b>8,2%</b>	<b>7,7%</b>
Services communs (y compris R & D)	2,9%	4,4%	4,7%	5,7%	8,8%	-	4,2%	5,1%	4,6%
Foires et marchés	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	-	0,1%	0,2%	0,2%
Industrie, commerce et artisanat	0,2%	0,2%	0,2%	0,5%	0,1%	-	0,2%	0,3%	0,3%
Développement touristique	3,8%	2,5%	2,7%	1,9%	4,7%	-	2,6%	2,6%	2,6%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

## T 5.9.c – Dépenses totales par habitant en 2022 (communautés de communes)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en €/ habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>191</b>	<b>120</b>	<b>107</b>	<b>88</b>	<b>134</b>	-	<b>127</b>	<b>103</b>	<b>115</b>
Opérations non ventilables	35	13	15	9	30	-	15	14	14
Administration générale	154	105	90	77	102	-	109	87	98
Conseils, assemblée locale	2	3	3	2	2	-	3	3	3
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	-	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
Services communs (sécurité)	1	1	1	0	0	-	1	0	0
Police, sécurité, justice	0	1	1	0	0	-	1	0	1
Incendie et secours	5	8	10	10	0	-	7	10	9
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	1	0	-	0	1	0
Autres interventions de protection civile	0	1	0	0	0	-	1	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>35</b>	<b>25</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	-	<b>26</b>	<b>11</b>	<b>18</b>
Services communs (enseignement)	8	2	1	0	0	-	2	1	1
Enseignement du premier degré	18	12	7	2	0	-	13	5	9
Enseignement du second degré	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	0	1	0	-	0	0	0
Hébergement et restauration scolaires	8	9	4	2	0	-	9	3	6
Autres services annexes de l'enseignement	1	2	1	0	0	-	1	1	1
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>93</b>	<b>84</b>	<b>79</b>	<b>61</b>	<b>48</b>	-	<b>84</b>	<b>74</b>	<b>79</b>
Services communs et vie sociale	8	5	4	2	0	-	5	3	4
Culture	28	22	20	17	20	-	22	19	21
dont : expression et action culturelles	16	14	12	11	20	-	14	12	13
: conservation et diffusion du patrimoine	13	8	8	6	0	-	8	7	8
Sports	43	34	36	27	25	-	34	33	34
Jeunesse et loisirs	14	23	20	15	2	-	23	18	20
<b>Santé, action sociale</b>	<b>41</b>	<b>46</b>	<b>43</b>	<b>28</b>	<b>79</b>	-	<b>46</b>	<b>40</b>	<b>43</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	2	1	1	0	0	-	1	1	1
Santé	5	3	2	0	1	-	4	2	3
Action sociale (hors APA et RSA)	34	42	40	27	78	-	41	38	39
dont : services communs action sociale	3	4	4	3	2	-	4	4	4
: famille et enfance	26	31	30	19	74	-	31	28	29
: personnes âgées	3	2	3	1	1	-	2	2	2
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: autres interventions sociales	2	4	4	4	1	-	4	4	4
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	-	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
Services communs et sécurité	1	0	1	2	0	-	0	1	1
Aménagement des territoires	7	9	10	9	2	-	9	10	9
dont : espaces verts urbains	0	2	2	3	0	-	2	2	2
: éclairage public	2	1	2	3	0	-	1	2	2
: autres aménagements urbains et ruraux	5	6	7	4	2	-	6	6	6
Habitat	6	4	5	5	16	-	4	5	5
<b>Environnement</b>	<b>108</b>	<b>93</b>	<b>76</b>	<b>109</b>	<b>89</b>	-	<b>94</b>	<b>85</b>	<b>89</b>
Services communs et actions transversales	11	9	9	10	1	-	9	9	9
Collecte et traitement des déchets	78	69	53	84	66	-	70	61	65
Propreté urbaine	1	1	1	0	0	-	1	0	1
Actions en matière de gestion des eaux	5	9	9	9	7	-	8	9	9
Autres actions environnementales	12	6	5	5	14	-	6	5	6
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>55</b>	<b>34</b>	<b>40</b>	<b>45</b>	<b>116</b>	-	<b>36</b>	<b>43</b>	<b>40</b>
Services communs (transports)	9	5	6	14	10	-	5	8	7
Transports scolaires	2	2	2	1	0	-	2	2	2
Transports publics (hors scolaire)	9	2	5	4	40	-	3	6	4
Routes et voiries	32	22	22	20	65	-	22	22	22
Infrastructures	3	3	5	6	0	-	3	5	4
<b>Action économique</b>	<b>41</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>77</b>	-	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>34</b>
Services communs (y compris R & D)	17	20	20	23	49	-	20	21	21
Foires et marchés	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	1	0	1	1	1	-	0	1	1
Industrie, commerce et artisanat	1	1	1	2	1	-	1	1	1
Développement touristique	22	11	11	8	26	-	12	11	11
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	<b>583</b>	<b>458</b>	<b>419</b>	<b>398</b>	<b>560</b>	-	<b>470</b>	<b>417</b>	<b>442</b>
Charges financières	5	4	3	3	2	-	4	3	4

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2022 - année de référence 2019).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1<sup>er</sup> du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## Annexe 1

### Sources et définitions des grandeurs comptables et de population utilisées

Ce document présente les résultats tirés de l'exploitation des comptes de gestion 2022 définitifs fournis par la Direction générale des finances publiques (DGFiP).

Les évolutions sont présentées en euros courants. Des **calculs à champ constant** (c'est-à-dire sur les groupements présents à la fois l'année N et l'année N+1) neutralisent les modifications de périmètre et les changements de strate de population.

La métropole du grand Paris (MGP) a été créée au 1er janvier 2016 ; elle regroupe 131 communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) prennent en 2016 la suite des groupements à fiscalité propre (GFP) qui existaient en 2015 et intègrent les communes qui étaient jusqu'à présent isolées ; la situation de Paris reste particulière puisque la commune joue le rôle d'EPT. Dans les comptes du présent document, la MGP et ses EPT sont intégrés dans les groupements à fiscalité propre, Paris restant dans le compte des communes. Des flux financiers importants apparaissent alors à partir de 2016 entre les communes, les EPT et la MGP. Le traitement retenu varie selon les flux.

a - La loi NOTRe garantit aux EPT le même niveau de ressources que les groupements à fiscalité propre préexistants. Selon les cas, c'est la MGP qui verse une dotation d'équilibre aux EPT, ou l'inverse ; les montants en jeu sont de l'ordre d'un milliard d'euros. Les montants sont déclarés en recettes ou moindres recettes par la MGP (comptes 74861 ou 74869 en M57) et par les EPT (comptes 7431 ou 7439 en M14). Il n'y a donc aucun traitement spécifique à faire puisque ces flux s'annulent au sein du même agrégat («Autres recettes de fonctionnement») dans le même niveau de collectivités (les GFP).

b - Une autre conséquence de la création de la MGP en 2016 est la création du «fonds de compensation des charges territoriales» (FCCT), pour compenser le fait que les communes perçoivent aujourd'hui des recettes fiscales qui étaient auparavant perçues par les GFP. Compte tenu de la nature comptable des opérations, le versement des communes est enregistrée dans leur compte 655 41 en M14 et 655 61 en M57, comme une contribution, et en recettes des GFP (en compte 747 52). Ce flux, de l'ordre d'un milliard d'euros, perturberait l'analyse de l'évolution des comptes si l'on considérait la contribution des communes comme une subvention versée, puisque cela augmenterait artificiellement leurs dépenses ; ce flux perturberait également les comparaisons entre communes, notamment par taille puisque ce flux concerne surtout des communes de plus de 20 000 habitants. Pour pouvoir mieux interpréter les comptes des communes et des GFP, on décide donc dans le document sur les communes de neutraliser la contribution des communes au FCCT en ne la considérant pas comme une dépense, mais en la déduisant des recettes fiscales des communes ; dans le compte des GFP, on intègre symétriquement ces recettes perçues par les GFP non pas dans les subventions reçues, mais dans l'agrégat « fiscalité reversée » afin de privilégier une approche économique plutôt que strictement comptable.

La population prise en compte pour déterminer les tranches de taille des GFP en 2022 est la population totale tirée du recensement de population en vigueur au 1er janvier 2022 (population millésimée 2019).

**Population totale** : Dans le recensement de la population, la «population totale» est égale à la «population municipale» augmentée de la «population comptée à part», c'est-à-dire les personnes recensées sur d'autres communes mais qui ont conservé un lien avec une résidence sur la commune (par exemple les étudiants). La somme de toutes les populations totales dépasse donc la population réelle, du fait des personnes comptées à part, comptées une fois dans leur commune de résidence et une fois dans leur commune de rattachement occasionnel.

#### Définitions des grandeurs comptables à partir de la nomenclature M14 et M57 :

**Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette** : somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

**Recettes réelles totales hors gestion active de la dette** : sommes des recettes de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement.

**Dépenses réelles de fonctionnement** : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 et 65882 en M57 .

**Achats et charges externes** : en M14 et M57, débit net des comptes 60, 61, 62, excepté les comptes 621, 6031.

**Frais de personnel** : en M14 et M57, débit net des comptes 621, 631, 633, 64.

**Dépenses d'intervention** : en M14, débit net des comptes 655 et 657.  
En M57, débit net des comptes 651, 652, 655, 656, 657.

**Charges financières** : en M14 et M57, débit net du compte 66.

**Recettes réelles de fonctionnement** : en M14 et M57, crédit net du compte 7 (excepté les comptes 775, 776, 777 et 78 et 75882 en M57).

**Ventes de produits, prestations de services, marchandises** : en M14 et M57, crédit net du compte 70.

**Impôts et taxes** : en M14, crédit net des comptes 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 7391, 7392, 7394, 7396, 7398 et 74752 pour les EPT de la MGP. En M57, crédit net des comptes 731, 732, 733, 734, 735, 738, 7391, 7392, 7393, 7394, 7398 .

**Fiscalité reversée** : en M14, crédit net des comptes 7321, 7328, 73921, 73928 et 74752 pour les EPT de la MGP. En M57, crédit net des comptes 7321, 7328, 73921, 73928 exceptés les comptes 73214 et 739214.

**Impôts locaux** : en M14, crédit net des comptes 731, 732, 7391, 7392 et 74752 pour les EPT de la MGP. En M57, crédit net des comptes 7311, 732, 7392, 73911.

**Concours et dotations de l'Etat** : en M14, crédit net des comptes 741, 742, 744, 745, 746, 7483. En M57, crédit net des comptes 741, 742, 743, 744, 745, 746, 7483.

**Dotations globales de fonctionnement** : en M14 et M57, crédit net du compte 741.

**Epargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

**Dépenses réelles d'investissement** : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminuées des crédits des comptes 236, 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 - GAD<sup>(a)</sup>.

**Dépenses d'équipement** : en M14 et M57, débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté le compte 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236, 237, 238.

**Recettes réelles d'investissement** : en M14 et M57, crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 - GAD<sup>(a)</sup>.

**Dotations et subventions d'équipement** : en M14 et M57, crédit des comptes 13, 102 excepté les comptes 139, 1027, 10222, 10229

**Emprunts réalisés** : en M14 et M57, crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 - GAD<sup>(a)</sup>.

**Encours de la dette** : en M14 et M57, solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169.

**L'annuité de la dette** comprend, en M14 et M57, les remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 et les charges d'intérêts des emprunts et dettes (débit net du compte 6611).

(a) Gestion active de la dette :  $GAD = \min(\text{débit compte } 16449; \text{crédit compte } 16449) + \min(\text{débit compte } 166; \text{crédit compte } 166)$ .

## Annexe 2 : Zonages et classifications utilisés

**France entière** : ensemble constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer y compris Mayotte.

### **Les EPCI classés en «zone de montagne» :**

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

**Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2016. A noter que la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ouvre la possibilité à 7 nouveaux EPCI de se transformer en métropoles à l'avenir.

### **Métropole de Lyon :**

Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles.

### **Communauté urbaine (CU) :**

La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

**Communauté d'agglomération (CA) :** Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

### **Communauté de communes (CC) :**

Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

### **Le régime fiscal :**

#### **Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes (FA) :**

Les communes continuent à voter des taux sur les taxes « ménages » et votent un taux de CFE à la place de l'ancien taux de TP. Le groupement vote aussi des taux « additionnels » et perçoit des produits « additionnels » des taxes « ménages » et de CFE en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

#### **Le régime à fiscalité professionnelle unique (FPU) :**

Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes « ménages ». En revanche elles ne perçoivent aucun produit économique (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) ni la taxe additionnelle au foncier non bâti. Le groupement perçoit d'office tous les impôts économiques, une part de la taxe d'habitation et une part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (qui correspondent à la part des impôts ménages qui ne sont plus perçus par les départements ou les régions du fait de la réforme). Il vote seul un taux unique de CFE sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité et peut, dès 2011, voter des taux additionnels sur les trois taxes « ménages » : TH, TFNB hors taxe additionnelle et TFB. Si un EPCI souhaite renoncer à l'une de ces recettes, son conseil doit opter pour un taux nul. Parmi les EPCI à fiscalité propre, on distingue les EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) (les métropoles, la plupart des communautés urbaines, les communautés d'agglomération) et les EPCI à fiscalité additionnelle (la plupart des communautés de communes appliquent, en principe, la fiscalité additionnelle mais peuvent opter pour la FPU).

## Annexe 3 : Les ratios financiers obligatoires

### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opération budgétaire) sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement "brutes" / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238 et excepté le compte 2324 en M57), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72, en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul.
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = dotation globale de fonctionnement (DGF) / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement "brutes" / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses d'équipement "brutes".
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.